

# Correspondance Internationale

N° 9 - juin 1981

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

France

## La V<sup>e</sup> République agonise Il faut l'enterrer

Amérique centrale

### Tout notre soutien aux combattants !

Le caractère unique et ascendant de la révolution centre-américaine fait que, quand l'impérialisme veut boucher un trou... un autre s'ouvre, à côté, ou le même s'ouvre à nouveau. L'impérialisme, les bourgeoisies et les directions stalinienne, castristes et de la guérilla négocient... mais les accords sont difficiles. On parle beaucoup de paix, mais on combat encore plus durement au Salvador ; et le Guatemala s'avère être un nouvel épice de la crise révolutionnaire (Article en page 13).



Espagne

### Dehors le gouvernement et ses « chorizos » !

Le gouvernement de la monarchie espagnole prétend attribuer la prise d'otages de la Banque centrale de Barcelone à de vulgaires « chorizos » (bandits). Il n'a pu, en revanche, cacher le fait que les assassins de 3 ouvriers en Andalousie sont des gardes civils. La crise politique en Espagne s'approfondit. (Article et déclaration du Conseil général en page 10).

Chine

### Une future Pologne d'un milliard d'opposants ?

Après le procès de la « bande des quatre », il n'est pas impossible que s'ouvre un procès posthume de Mao lui-même. La bureaucratie chinoise cherche un bouc émissaire sur qui faire porter la responsabilité de la crise économique et sociale. (Article en page 19).



La victoire de Mitterrand a mis fin au régime bonapartiste instauré par de Gaulle. La lutte de la classe ouvrière l'avait blessé à mort avec la grève des mineurs en 1963, la grève générale de

mai-juin 1968, le Mai français... De sa survie sont responsables les directions réformiste et stalinienne du mouvement ouvrier. La crise du PCF, mise en évidence par les résultats des élec-

tions du 26 avril et du 10 mai, est une autre conséquence logique de ces 23 années d'un régime qui touche à sa fin. (Article en pages 2 et suivantes et en page VI du supplément).

Irlande

## Grève de la faim et élections



Malgré les manifestations provoquées par la mort de *grévistes* de la faim, la campagne politique en Irlande souffre de l'imprécision du mouvement républicain irlandais par rapport aux élections. (Article et résolution du comité exécutif en pages 6 et suivantes).

## Le double pouvoir polonais

Malgré les efforts de la bureaucratie et de l'Église, la Pologne continue d'être agitée de toutes parts. Il n'y a pas en ce moment de grandes grèves ou mobilisations, mais le double pouvoir, celui de la bureaucratie et celui de *Solidarité*, se manifeste quotidiennement, de façon moléculaire, sur tous les terrains. Tous les faits et événements s'expliquent à la lumière de ce double pouvoir : la crise du POUP — avec le suicide d'un ex-ministre, les problèmes surgis lors du congrès, l'apparition des « branches dures » —, le début de la décomposition de la milice, les difficultés pour obtenir de nouveaux crédits, ou la perte de patience du peuple après des heures de queue pour obtenir des articles et produits rationnés. Le choc créé par la réintégration de Baluka (le premier oppositional ouvrier dont la bureaucratie a dû accepter le retour, depuis la consolidation du stalinisme, il y a plus de 50 ans) est une preuve catégorique de cette situation de double pouvoir. (Articles en pages 20 et suivantes).

# Les institutions de la

Ainsi donc Giscard d'Estaing, représentant du pouvoir du grand capital, a été battu le 10 mai par la puissante volonté d'unité des masses populaires. A l'échelle internationale, de Washington à Moscou en passant par les principales capitales, c'est d'abord la stupeur, puis la crainte, qui se sont emparées des porte-parole officiels. Et, le 21 mai, sous le regard froid et réservé de tous les corps constitués de l'Etat, s'est effectuée la « passation des pouvoirs » entre Giscard et Mitterrand.

Simple « passation de pouvoirs » dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République ? C'est ce qu'à cette occasion, comme un seul homme, toute la presse bourgeoise s'est en France empressée d'accréditer comme idée. Tous, durant des mois, s'étaient attelés à dénoncer le danger que ferait courir aux institutions l'élection du candidat socialiste à la présidence de la République. Après l'élection de Mitterrand, en partie pour se rassu-

rer, en partie pour tenter d'éviter l'irréparable, les mêmes ont décidé, avec *Le Figaro*, de faire de ce 21 mai la réalisation d'une « alternance sans chambardement ».

Miracle, les institutions de la V<sup>e</sup> République se révélaient d'une telle solidité qu'elles pourraient par l'alternance se prolonger et préserver l'essentiel...

Qui peut sérieusement y croire ? Mitterrand, candidat du Parti socialiste, élu par un formidable mouvement des masses, ne serait en fait que le quatrième président de la V<sup>e</sup> République ? Il ne s'agirait que d'un cas de figure malgré tout compatible avec l'esprit et la lettre des institutions mises en place par de Gaulle ?

Pour répondre, commençons par éclaircir une question : quelle est la place du président de la République dans les institutions de la V<sup>e</sup> République ?

## Le président, pilier des institutions de la V<sup>e</sup> République

C'est là l'élément fondamental de la Constitution mise en œuvre par de Gaulle à la suite de son coup d'Etat de 1958. Se présentant en « sauveur » pour « contenir » les contradictions de classes dans l'objectif de disloquer la classe ouvrière, de Gaulle définissait ainsi le sens de la Constitution :

*« Que, désormais, le chef de l'Etat soit réellement la tête du pouvoir, qu'il réponde réellement de la France et de la République, qu'il désigne réellement le gouvernement et en préside les réunions, qu'il nomme réellement aux emplois civils, militaires et judiciaires, qu'il soit réellement le chef de l'armée, bref qu'émane réellement de lui toute décision importante aussi bien que toute autorité, qu'il ait la faculté de proposer au pays, par voie de référendum, tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, qu'en cas de crise grave, intérieure ou extérieure, il lui appartienne de prendre les mesures exigées par les circonstances, enfin qu'il doive être élu par un collège beaucoup plus large que le Parlement, cela est admis par chacune des instances consultées (...). »*

*Ont été l'objet du même assentiment général les dispositions concernant le Parlement, notamment celles qui placent certains de ses votes sous le contrôle d'un Conseil constitutionnel tout justement appelé à la vie ; celles qui limitent avec précision le domaine législatif ; celles qui, par le vote bloqué, l'obligation de respecter l'ordre du jour, l'exclusion des interpellations à la manière d'autrefois et des scrutins qui les sanctionnaient, affranchissent le gouvernement des pressions, contraintes et chausse-trapes abusives, voire humiliantes, qui marquaient les débats de naguère ; celles qui rendent incompatibles la fonction de ministre et le mandat de parlementaire ; celles qui mettent des conditions rigoureuses à la pratique de la censure. »*

C'est clair : le président est la clé de voûte des institutions. Il incarne les intérêts supérieurs de toute la classe capitaliste. Il dispose pour les défendre de tous les pouvoirs. Aucun autre pouvoir ne peut lui être opposé. Le Parlement lui est subordonné. De Gaulle, à la naissance de la V<sup>e</sup> République, déclare la guerre aux partis. Toute représentation politique de la classe ouvrière devait, pour lui, être détruite. Mais de Gaulle et ses successeurs n'y ont pas réussi. Et c'est là que résident les bases de la crise qui déchire la V<sup>e</sup> République depuis 13 ans pour aboutir à ce 10 mai 1981. Mitterrand vient d'être élu. Il est précisément le représentant d'un de ces partis, le PS, parti ouvrier parlementaire. N'est-ce pas d'ailleurs ce qu'il a symboliquement manifesté en faisant explicitement référence à Jaurès lors de son investiture, et qui a glacé ce 21 mai les corps constitués ? Quelles que soient les intentions de F. Mitterrand, sa place est liée à l'existence de ce parti.

Comme parti ouvrier parlementaire, l'existence du Parti socialiste n'est pas compatible avec les institutions bonapartistes de la V<sup>e</sup> République, pour les raisons qui précèdent. Ce qui vient de se passer est donc clair : l'élection au suf-

frage universel (élection à caractère « plébiscitaire ») d'un candidat socialiste à la présidence de la République, c'est en fait le symbole de la négation des institutions.

Avec la défaite de Giscard, il n'est pas possible d'en douter, prennent fin non seulement sept ans de giscardisme, mais vingt-trois ans du régime mis en place par de Gaulle, d'un régime que les marxistes caractérisent comme bonapartiste, basé sur la prééminence de l'exécutif placé « au-dessus des partis ».

Quelles que soient les intentions des uns et des autres, il ne s'agit pas d'une « péripétie », mais d'un tournant historique fondamental ayant ses répercussions à l'échelle de toute l'Europe. Pour l'apprécier dans son ampleur, il faut revenir sur les besoins auxquels correspondait le coup d'Etat par lequel de Gaulle a pris le pouvoir.

## L'objectif de De Gaulle

Le régime bonapartiste instauré en 1958 constituait la tentative la plus développée faite par la bourgeoisie française pour rétablir sa position dans les meilleures conditions possibles, pour restructurer son économie, discipliner toutes les couches de la bourgeoisie sous un unique commandement et dont l'œuvre historique devait être d'intégrer les organisations ouvrières à la gloire de l'association capital-travail afin de disloquer l'ennemi mortel de la bourgeoisie française : le prolétariat non vaincu de ce pays.

Cette tentative de la bourgeoisie française — rassemblée pour l'occasion autour du général de Gaulle — constituait le couronnement d'une bataille qu'elle n'a cessé de mener depuis avant la Deuxième Guerre mondiale. Depuis que les contradictions de classes rendues explosives par la décadence de tout le système capitaliste — ne pouvant plus être sérieusement contenues dans le cadre du régime de la démocratie parlementaire, forme traditionnelle de la domination de classe bourgeoise dans ce pays — ont mis à l'ordre du jour sa liquidation. C'est cela qui disparaît aujourd'hui.

A la fin des années 1950, l'impérialisme français décadent sombre de crise en crise. Le grand capital financier français, placé devant l'urgente nécessité de restructurer tout son appareil productif pour faire face à la concurrence internationale, doit chercher à reprendre et à détruire les conquêtes ouvrières arrachées par la classe ouvrière, notamment à la fin de la guerre (Sécurité sociale, loi sur les conventions collectives, etc.). Mais malgré le soutien des appareils dirigeant le mouvement ouvrier, les moyens politiques lui manquent dans cette tâche.

Car le régime parlementaire de la IV<sup>e</sup> République s'avère incapable de réaliser la modification des rapports internationaux et nationaux dont le capital financier français a besoin : liquider l'« Union française », nouvelle moulture de l'Empire français, ce qui était devenu indispensable en raison de la modification des rapports internationaux, et surtout de la défaite française à Dien Bien Phu et de l'émergence de la guerre révolutionnaire en Algérie ; intégrer plus profondément le capital financier français aux marchés et aux divisions du travail européens et mondiaux,

en tentant de garder des positions dominantes dans les anciennes colonies, en opérant la transition de la domination directe à l'indépendance politique. Devant ces exigences, la bourgeoisie se déchire, une nouvelle crise ébranle l'appareil d'Etat ; face à la révolte de la caste militaire, le système politique est impuissant. Fait non moins grave, les rapports entre les classes restent sous l'impact de la grève générale d'août 1953, des puissants mouvements de classe de 1955 et 1957 ; la crise du régime, de l'Etat, peut ouvrir toutes grandes les vannes à un déferlement du prolétariat, malgré les appareils.

C'est pourquoi la bourgeoisie s'incline devant son « sauveur » de Gaulle, par peur de voir le prolétariat s'engouffrer dans les brèches ouvertes par la crise de l'Etat, dont la forme parlementaire ne peut répondre à ses besoins urgents. Comme l'écrit Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* : « Le régime parlementaire vit de la discussion, comment l'interdirait-il ? Chaque intérêt, chaque institution sociale y sont transformés en idées générales, discutés en tant qu'idées. Comment un intérêt, une institution quelconque pourraient-ils s'élever au-dessus de la pensée et s'imposer comme articles de loi ? La lutte oratoire à la tribune provoque les polémiques de presse. Le club de discussion au Parlement trouve son complément nécessaire dans les clubs des salons et cabarets. Les représentants, qui en appellent constamment à l'opinion publique, lui donnent le droit de s'exprimer au moyen de pétitions. Le régime parlementaire remet tout à la décision des majorités, comment les grandes majorités, en dehors du Parlement, ne voudraient-elles pas décider, elles aussi ? Quand, au sommet de l'Etat, on joue du violon, comment ne pas s'attendre que ceux qui sont en bas se mettent à danser (...) ? La bourgeoisie reconnaît que, pour rétablir le calme dans le pays, il faut avant tout ramener au calme son Parlement bourgeois ; que, pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique. »

La défaite de Giscard vient marquer la fin du régime bonapartiste mis en place par de Gaulle pour « rétablir le calme dans le pays », et dont l'échec n'a qu'une cause : la résistance de la classe ouvrière, jalonnée par la grève des mineurs de 1963, la grève générale de mai-juin 1968, la victoire du « non » au référendum chassant de Gaulle en 1969, mouvement qui n'a eu son effet retardé que par l'acharnement diviseur des dirigeants du PCF, défaits les 26 avril et 10 mai.

Mais cette défaite de Giscard ne constitue en rien une sorte de parenthèse qui se fermerait après vingt-trois ans, car le parlementarisme et le bonapartisme ne sont pas deux formes de domination de la bourgeoisie interchangeables au gré des événements.

## Parlementarisme et bonapartisme

Si l'on se place du point de vue du contenu de l'Etat bourgeois, parlementarisme et bonapartisme sont deux formes de domination de la classe bourgeoise au service toutes deux de la minorité des exploités contre la majorité des exploités. Pour les marxistes, le



Les travailleurs et les jeunes fêtent la défaite de Giscard.

# V<sup>e</sup> République frappées à mort

par D. Robin

régime parlementaire a pour nature fondamentale ce qu'en disait Marx : « On autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement ! »

Mais, précisément pour les raisons que nous venons d'indiquer, à l'époque de décadence impérialiste, de crise générale du système capitaliste, la stabilité des rapports politiques dans le cadre des institutions de la république démocratique parlementaire est impossible.

La tendance au bonapartisme est une tendance récurrente de la société bourgeoise. A l'époque impérialiste, la tendance de l'Etat, dont l'appareil ne cesse de se renforcer, est toujours de se rendre indépendant de l'ensemble de la classe dont il défend les intérêts contre les autres classes, pour faire prévaloir les seuls intérêts du grand capital financier, lequel a besoin d'un pouvoir fort, d'un « exécutif » stable.

La défaite de Giscard, l'échec du bonapartisme ne sauraient en aucun cas donner lieu à un retour stable à la démocratie parlementaire.

Il ne peut s'agir tout au plus que d'une apparente résurrection. L'intérêt qui commandait toute la politique de vingt-trois ans de bonapartisme était celui de quelques groupes dominants du capital financier, sélectionnés comme devant « tenir » face à la concurrence mondiale.

Toutes les institutions, réformes, décrets mis en place par l'Etat bonapartiste, débarrassé de tout contrôle parlementaire, dans le but de renforcer l'exploitation, de disloquer la classe ouvrière, de la priver de tous ses droits arrachés, ont façonné totalement l'Etat bourgeois.

Au-delà de la personne de Giscard, chasseur de diamants et de safari, ébloué du sang des différentes morts « suspectes » (de Broglie, Boulin, Fontanet et tant d'autres moins connues), c'est tout un système politique qui vient d'être battu.

Et sa défaite va tout déstabiliser.

## Vingt-trois ans de réformes inachevées

Les gouvernements au pouvoir sous le régime de la V<sup>e</sup> République ont — indifféremment selon les rapports politiques existants de 1958 à maintenant — agi pour refondre, restructurer tout l'édifice politique et économique de la société française.

Tout l'édifice législatif — qui porte la marque des grands combats de la classe ouvrière française de 1936 et des années de la Libération aux années 1950, intégrant de puissants acquis, au prix duquel la bourgeoisie, avec la collaboration des appareils social-démocrate et stalinien, a pu sauver son régime menacé à différentes reprises — a été trituré, battu en brèche...

Pas un gramme de ce qui fait la vie sociale n'a échappé aux fureurs réformatrices de la V<sup>e</sup> République. Inlassablement, les gouvernements de la V<sup>e</sup> République, avec ou après de Gaulle, se sont efforcés de mettre sur pied la politique des revenus, de subordonner les appareils syndicaux à l'Etat, de tenter de faire les premiers pas sur la voie du corporatisme.

La tentative de mettre en place la politique des revenus visait à remettre en cause les conquêtes que constituent notamment les conventions collectives, codifiées dans la loi du 11 février 1950.

Pourquoi ?

Parce que les conventions collectives définissent à la fois le niveau des salaires directs, mais couvrent en fait l'essentiel des relations de travail, codifient, égalisent droits, conquêtes, acquis particuliers, qui sont autant de bastions économiques et politiques de la classe ouvrière. Parce que la politique des revenus, qui doit s'appuyer sur la destruction des conventions collectives comme sur la destruction de la Sécurité sociale, est nécessaire pour récupérer

sur le prolétariat une partie du capital variable, accroître la plus-value, et tenter de survivre, encore un peu, dans la jungle de l'impérialisme mondial.

La politique des revenus, c'est l'asservissement de toutes les discussions et négociations salariales au taux de progression de la production, décidé par le gouvernement. C'est la fixation autoritaire par l'Etat, en fonction des besoins généraux du capital financier (concurrence internationale, investissements, taux de profit), de la fraction du revenu national pouvant être « redistribuée » pour la consommation de la population. C'est la définition d'une masse salariale pré-imposée, véritable carcan interdisant le libre jeu des négociations entre patrons et ouvriers en fonction du rapport de forces entre les classes, tel que la loi du 11 février 1950 le rendait possible. C'est la police des salaires.

La mise en place de la commission interministérielle des salaires instituant un plafond à ne pas dépasser, l'instauration des contrats de progrès ont été autant d'éléments s'inscrivant dans cet objectif, sans pour autant aller jusqu'au bout.

Et, parallèlement, toute une série d'autres mesures (développement de l'intérim, atteinte aux qualifications par les classifications en niveaux, fourniture aux patrons d'une main-d'œuvre gratuite par les stages en entreprise de jeunes, etc.), ont concouru au même but.

Couronnant toutes ces institutions et réformes, la réforme administrative de 1964 a considérablement renforcé les pouvoirs des préfets. Ils deviennent notamment chefs de tous les services administratifs, depuis la responsabilité territoriale de toutes les polices jusqu'à la limitation des budgets des hôpitaux, en passant par l'affectation des enseignants...

Mais, cependant, la V<sup>e</sup> République s'est cassé les dents sur la classe ouvrière. La grève générale de mai-juin 1968 a scellé son sort, même si la politi-

que des appareils et en particulier celle du PCF en ont retardé l'effet jusqu'au 10 mai 1981.

Aussi, avec la chute de Giscard, toutes les questions restées en suspens dans la lutte des classes depuis des décennies vont inéluctablement revenir au premier plan.

Les masses, qui viennent de chasser Giscard, vont être conduites à chercher à balayer toutes les institutions, réformes qui se sont dressées contre leurs conditions d'existence.

Mais ces institutions se sont identifiées à l'Etat bourgeois lui-même. Leur déstabilisation va entraîner celle de toute la machine de l'Etat.

## La machine de l'Etat déstabilisée

Pour l'apprécier totalement, il faut mesurer à quel point la machine de l'Etat a été colonisée par le régime politique bonapartiste.

Citons quelques extraits seulement d'une étude faite à ce sujet par le journal *Le Monde* et publiée le 2 mars 1980 :

« Depuis l'accession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence, une dizaine de recteurs engagés de son côté ont été nommés. Parmi eux, des candidats à des élections comme MM. Jean-Pierre Chaudet (Antilles-Guyane), Loïc Sparfel (Amiens), Jean-Claude Deschamps (Clermont-Ferrand), Pierre Magnin (Strasbourg), Daniel Laurent (Paris, secrétaire général de l'Institut de prospection politique créé par M. Poniatowski), Claude Roche (Rouen). Mais on retrouve aussi dans les "promus" des signataires de l'appel du comité universitaire de soutien à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing : MM. Yves Durand (Aix-Marseille), Henri Le Gohérel (Besançon).

Même pilonnage du côté des préfets. Entre l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence et janvier 1980, il y a eu 164 changements d'affec-

tation dans le corps préfectoral ; 24 pour la seule année 1979, preuve que le processus est continu et ne s'est pas limité à une "purge" en 1974, ou en 1976 après la rupture avec J. Chirac. Tous les préfets de région ont été changés depuis avril 1977, sauf celui de l'Ile-de-France. Ces mutations "politiques" se sont accompagnées d'une promotion des proches du président et de ses ministres (...).

Dans l'administration centrale, comme dans la préfectorale, l'opération a été déclenchée au lendemain de l'élection présidentielle de 1974 et a été poursuivie depuis sans relâche. Les exemples abondent et l'on trouve plusieurs dizaines de noms — pour les seuls directeurs généraux ou directeurs — en appliquant les stricts critères définis plus hauts.

(...) Le ministère de la Défense bénéficie traditionnellement d'un droit régalié du président de la République sur les nominations. Le général Guy Méry, chef d'état-major des armées, est un ami personnel du président, dont il a été le chef d'état-major particulier (...).

Le quadrillage concerne d'autre part les nombreux organismes qui dépendent de l'Etat, dans les secteurs les plus variés (...). Deux secteurs para-publics, dont l'importance saute aux yeux, ont été l'objet d'une attention toute particulière : les banques et l'information. »

Et *Le Monde* de citer des dizaines de noms.

On peut là, très concrètement, comprendre qu'il ne peut s'agir d'une alternance. L'appareil d'Etat, façonné sur mesure pendant vingt-trois ans, ne peut à tous les niveaux que se cabrer. En conséquence, à tous les niveaux, quelle que soit la volonté des acteurs, quel qu'en soit le rythme, la « grande lessive » est inéluctable.

Alors que s'organise, des milieux dirigeants patronaux, le sabotage économique du sein même de l'appareil d'Etat, le même travail de sape est à l'œuvre, appelant à des conflits.

Déjà, quelques jours à peine après l'élection de Mitterrand, des premières démissions de hauts membres de l'appareil d'Etat refusant de travailler sous ses directives ont été annoncées.

Il en est ainsi de plusieurs recteurs et préfets, tel par exemple Lucien Lanier, responsable financier de la campagne de Giscard en 1974, devenu en 1975 préfet de toute la région parisienne. Et l'état dans lequel les ministres du gouvernement de Mitterrand et Mauroy ont trouvé les locaux de leurs ministères (dossiers vidés, détruits ; plus aucune référence d'aucune sorte) ne fait que traduire cette situation.

Il va y avoir maintenant les élections législatives les 14 et 21 juin.

Pour toutes ces raisons, pour les masses, la tâche urgente est de prolonger la victoire du 10 mai par une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Et maintenant ? Quelles que soient les tentatives de garder l'ancienne machine d'Etat, de limiter au maximum le changement de personnel politique, la déstabilisation des institutions de la V<sup>e</sup> République va ouvrir de larges brèches dans l'appareil d'Etat bourgeois lui-même. C'est le processus classique de toute révolution.

## Bien creusé, vieille taupe !

Comme l'écrivait Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* : « La révolution va jusqu'au fond des choses (...). Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe !" »

Nous y sommes !

# Une défaite historique du stalinisme

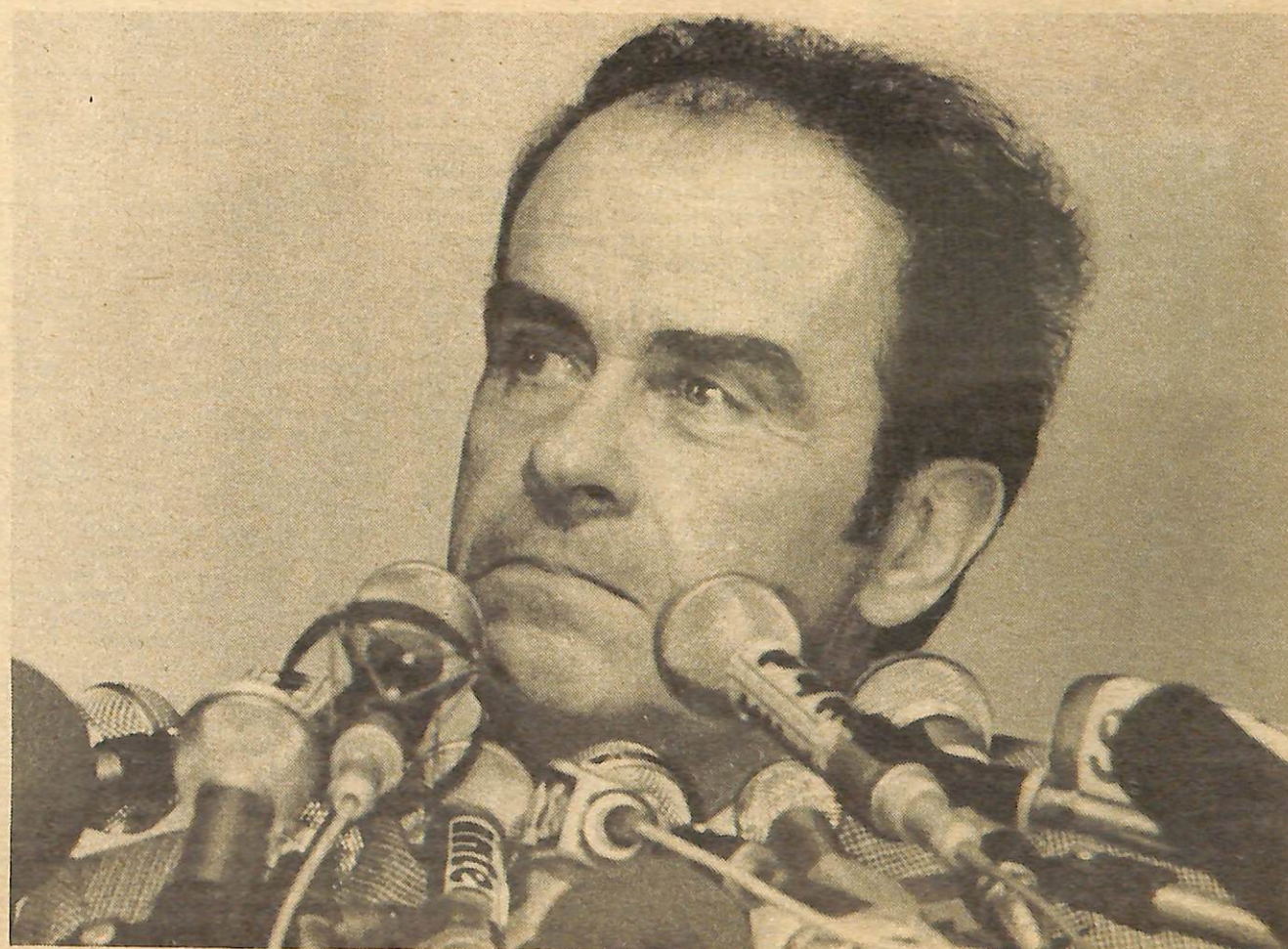
par Daniel Seldjouk

Le 10 mai 1981, il y a eu, en France, un vainqueur : l'ensemble des masses laborieuses des villes et des campagnes et de la jeunesse. Mais il y a eu deux vaincus : à la défaite infligée au capital et à tous les partis bourgeois s'est combinée la défaite infligée à l'appareil international du stalinisme et à son agence française, le PCF. Cette défaite à caractère historique est d'une ampleur exceptionnelle en regard des enjeux de la bataille qui s'est achevée le 10 mai.

## Tout faire pour garder Giscard

C'est peu dire que de constater le Kremlin et le PCF auront tout fait pour maintenir Giscard en place. Au nom de la politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin avait, pour 1981, reconduit son choix de 1974 : préserver les institutions de la V<sup>e</sup> République, préserver la domination du capital en France et, à cet effet, soutenir Giscard. En 1974, ce soutien s'était manifesté avec éclat lors de la visite de l'ambassadeur d'URSS à Giscard d'Estaing, juste avant l'élection. En 1981, c'est avec plus de netteté encore que les dirigeants du Kremlin, en particulier par le truchement d'un célèbre article de la *Pravda* (cf. *Correspondance internationale* n° 7), avaient fait connaître leur choix.

Mais naturellement, la manifestation la plus significative de la façon dont se disposait la bureaucratie devait s'exprimer dans l'activité concrète du PCF. Les dirigeants de ce parti avaient dû déjà déployer une intense propagande de division contre le PS pour que, lors du



Marchais, secrétaire général du PCF, l'autre grand battu.

(suite en page 4)



l'organisation trotskyste  
CI unifiée, a, par toute sa  
analyses et ses perspecti-  
que et les mots d'ordre  
t, véritablement pesé par  
tique pour aider la classe  
aliser le front unique  
ouement. Giscard battu,  
onnaire va s'ouvrir.

re un nombre important





Un stand de l'OCI unifiée pendant la campagne électorale.

# Une défaite historique du stalinisme

(suite de la page 3)

deuxième tour des élections législatives de 1978, les partis bourgeois obtiennent une majorité de sièges à l'Assemblée, alors qu'ils n'avaient recueilli qu'une minorité de voix au premier tour. Et ils savaient, ces dirigeants, à quel point, depuis 1978, l'aspiration de plus en plus majoritaire à chasser Giscard avait trouvé à se nourrir des mille et une attaques contre les masses laborieuses et la jeunesse.

Ainsi n'ont-ils rien négligé. De septembre 1980 au 26 avril 1981, l'activité du PCF n'a été qu'une gigantesque escalade de division. Pas un article de *L'Humanité*, pas un discours du candidat G. Marchais, pas un tract, pas une affiche, qui ne martelât cette idée centrale : Mitterrand est plus à droite que Giscard, en appelant quasi ouvertement à la reconduction du président sortant. Le 23 mars encore, à deux mois du premier tour, G. Marchais se payait le culot d'exposer à la télévision, devant des millions de téléspectateurs, qu'en cas de deuxième tour Giscard/Mitterrand, il ne « souhaitait pas s'abstenir », mais que voter Mitterrand, cela lui « poserait un grave problème... ». Dans le même temps, des opérations de commando, dirigées notamment contre les immigrés, étaient montées à grand renfort de publicité (cf. *Correspondance internationale* n° 5/6) à la fois pour accentuer le dégoût et la démoralisation des rangs ouvriers et pour tenter d'effrayer la petite bourgeoisie des villes et des campagnes dont le mouvement de bascule à gauche, dessiné lors de précédentes élections, risquait de peser lourd dans la défaite de Giscard.

Il y eut, certes, plus d'un indice de résistances rencontrées par la politique de division. En témoignent non seulement l'impact du combat d'unité initié par l'OCI unifiée, en particulier dans les usines, mais aussi la place qu'y prirent des centaines de militants du PCF, dérogeant aux règles de la discipline bureaucratique stalinienne. Des dizaines de milliers d'autres militants du PCF refusèrent quant à eux de prendre la moindre part dans la campagne de Marchais, exprimant ainsi, de façon pratique, leur refus de la politique de division. De plus, dans les organisations syndicales dirigées par des membres du PCF, et au premier chef dans la CGT, un vaste courant dressa des dizaines de milliers de syndiqués qui, sous des formes diverses, manifestèrent leur refus de l'appropriation de l'organisation syndicale par un parti politique, en l'occurrence le PCF.

Tous ces éléments de résistance pesèrent sur la campagne du PCF. Celui-ci, cependant, resta fidèle à la ligne de division jusqu'au bout, jusqu'au 26 avril. Il fallut les résultats du 1<sup>er</sup> tour pour que la quantité se transforme en qualité, pour que la résistance croissante à la division stalinienne se transforme en défaite cuisante infligée à l'appareil contre-révolutionnaire.

## 26 avril, 10 mai : le verdict des masses

Avec 26 % des suffrages, F. Mitterrand obtint le 26 avril le meilleur score électoral du Parti socialiste depuis sa fondation. Avec un peu plus de 15 % sur le nom de G. Marchais, le PCF obtenait son plus mauvais résultat depuis près de 50 ans, depuis 1932 exactement. En trois ans (c'est-à-dire par rapport aux élections législatives), le PCF avait perdu un quart de ses voix, soit plus d'un million et demi d'électeurs qui avaient choisi, de toute évidence, de voter pour F. Mitterrand dès le premier tour, afin d'assurer les meilleures conditions pour défaire Giscard au second.

La classe ouvrière et la jeunesse avaient infligé une défaite historique au PCF. Les dirigeants de ce parti, dans les jours qui suivirent, avancèrent toutes sortes d'explications ; mais il était évident, pour tous les travailleurs, que le million et demi d'électeurs du PCF qui avait voté Mitterrand dès le premier tour était une avant-garde. Et que ce million et demi serait suivi, quoi qu'il advienne, par l'écrasante majorité de ceux qui avaient voté Marchais au premier tour, afin de regrouper toutes les forces et de battre Giscard au deuxième tour.

Les dirigeants du PCF ne s'y sont pas

## En quoi consiste cette défaite historique du stalinisme ?

Avant d'aborder la phase suivante de la lutte de classes, avant d'envisager la façon dont se posent aujourd'hui les problèmes pour les masses laborieuses (et, en relation avec cela, la façon dont se disposent les appareils, notamment celui du PCF), il importe pour des révolutionnaires de prendre, avec le recul nécessaire, l'exacte mesure de ce qui vient de se produire. Les 26 avril et 10 mai, pour la première fois depuis que le PCF a pris au sein du prolétariat français une place dominante, la classe ouvrière, entraînant des fractions décisives de la petite bourgeoisie, a imposé, en centralisant son action contre la bourgeoisie, le front unique au PCF... jusqu'à « gagner » en chassant Giscard. Et cela, dans une situation qui pose directement les problèmes du pouvoir. Il est déjà arrivé à plusieurs reprises, dans le passé, qu'au cours de sa lutte de classe, le prolétariat français réussisse à « déborder » les appareils, et souvent avec l'aide des trotskystes. Mais à chaque fois, l'appareil stalinien, après avoir effectué un apparent mouvement de repli devant ces actions de débordement, en reprenait rapidement le contrôle, enlisant le mouvement révolutionnaire dirigé contre le pouvoir. Y compris au cours des grandes grèves générales de juin 1936 et de mai-juin 1968, l'appareil stalinien réussit pour l'essentiel dans son œuvre contre-révolutionnaire. La différence entre ces situations de « débordement » et les

trompés. Allaient-ils poursuivre la division entre les deux tours, alors même qu'il apparaissait de plus en plus improbable que cela soit suffisant pour sauver Giscard ? Quel intérêt y avait-il, pour eux, à apparaître aussi ouvertement liés à une cause déjà perdue ? D'autant que, prenant appui sur la signification du 26 avril, un puissant mouvement se dessinait dans la classe ouvrière pour exiger des dirigeants du PCF qu'ils s'engagent nettement à appeler à voter Mitterrand le 10 mai. Le 28 avril, le comité central du PCF dut plier, désireux de ne pas accroître son isolement et de desserrer l'étau des masses : il appela à voter Mitterrand, abandonnant du même coup les exigences de programme, de composition du gouvernement, qu'il avait brandies, des mois et des années durant, comme autant de prétextes à diviser.

Et le 10 mai, le bloc uni des travailleurs et de leurs organisations chassa Giscard. Mais dix jours de ralliement ne sauraient faire perdre de vue cette leçon fondamentale : le 10 mai, c'est toute l'orientation sur laquelle les dirigeants du Kremlin et ceux du PCF avaient arboré leurs efforts qui s'effondrait. Au compte d'une même politique, il leur fallait désormais se réaxer. Mais dans une situation où leur propre défaite laisserait inévitablement des traces profondes.

élections des 26 avril et 10 mai ne réside pas dans le fait que l'appareil stalinien n'a pas tout tenté pour interdire la victoire contre Giscard, ni qu'il ne tentera pas tout pour enliser et défaire au profit de la bourgeoisie les masses laborieuses. La différence fondamentale réside en ceci que, sur un mouvement politique qui s'est étendu sur des mois (et dont un des indices majeurs a été la manifestation contre l'attentat de la rue Copernic en octobre 1980, où l'unité partiellement réalisée par la mobilisation encore limitée des masses a contraint Marchais à défilier avec Mitterrand), les masses laborieuses ont déjoué les manœuvres habituelles des staliens qui sont passés maîtres dans l'art de « radicaliser » en paroles pour en réalité réussir à contre le mouvement.

Dans l'histoire de la lutte des classes en France, il n'est qu'une seule référence à une situation analogue : c'est la grève générale et la manifestation du 12 février 1934, où la mobilisation des masses imposa le front unique PCF-PS en riposte aux émeutes fascistes. Mais à l'époque, il fallut attendre juin 1936, soit plus de deux ans, avant que la classe ouvrière matérialise sa victoire du 12 février. Et entre temps, les masses laborieuses durent subir l'offensive de gouvernements qui comptèrent parmi les plus réactionnaires de la III<sup>e</sup> République. En 1981, la victoire de la classe ouvrière est complète de ce point de

vue : la première victoire remportée par le front unique s'est immédiatement matérialisée dans la chute de Giscard, posant en fait la question du gouvernement ouvrier et paysan comme la question centrale à régler.

Ajoutons ceci : à un niveau infiniment supérieur que ce qui fut jamais

## Et maintenant ?

Dès le lundi 11 mai, l'agence Tass et la Pravda attribuaient au « mécontentement populaire » et à la « politique de domination du grand capital » la responsabilité de la chute de Giscard. Sans tarder, les dirigeants du Kremlin s'emploient à tenter de faire oublier qu'ils ont appartenu, et jusqu'au bout, au camp des « battus du 10 mai ». S'agit-il de faire contre mauvaise fortune bon cœur ? On peut en douter. La défaite de Giscard, c'est la défaite de l'un des piliers de la stabilité de l'« ordre » européen et mondial, fondé sur les accords de Yalta et Potsdam. En mettant directement en cause cet « ordre » tourné tout entier contre le prolétariat et les masses populaires, la victoire remportée par la classe ouvrière française se combine avec le mouvement engagé par les ouvriers et paysans polonais pour en finir avec la domination bureaucratique : les dirigeants du Kremlin ont parfaitement conscience que dans ces deux pôles — révolution sociale à l'Ouest, révolution politique à l'Est — c'est la révolution prolétarienne montante en Europe qui, menaçant l'« ordre » mondial, les menace directement.

Prénant acte de la réalité, la bureaucratie entend ordonner sa coopération avec Mitterrand suivant les mêmes impératifs contre-révolutionnaires qui caractérisèrent naguère sa coopération avec Giscard. Même si, dans un premier temps, et précisément parce que l'élection de Mitterrand est l'expression d'une défaite de sa politique, il lui faut procéder avec prudence. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le cours adopté par les staliens français au lendemain du 10 mai. En quelques heures, les dirigeants du PCF ont dû réorienter leur politique à 180°. Les anathèmes, les polémiques, toutes les manifestations de la division, jusque-là quotidiennes, ont disparu. C'est à peine si l'absence de ministres PCF dans le gouvernement Mauroy a arraché une phrase de regret à l'éditorialiste de *L'Humanité*.

Jour après jour, les dirigeants du PCF s'attachent à souligner leur appartenance à la « nouvelle majorité présidentielle » et la « part décisive » qu'ils ont prise dans la défaite de Giscard. Tout cela changera, nous ne pouvons pas en douter. Mais, pour l'heure, il s'agit pour la direction du PCF de parer au plus pressé. Il s'agit, autant que faire se peut, d'épouser au maximum les sentiments unitaires profondément ancrés parmi les masses laborieuses. Certes, ce calcul intervient en relation avec les élections législatives de juin : le PCF

dans le passé, l'organisation trotskyste en France, l'OCI unifiée, a, par toute sa politique, ses analyses et ses perspectives, par la tactique et les mots d'ordre qui en découlent, véritablement pesé par son action politique pour aider la classe ouvrière à réaliser le front unique jusqu'à son dénouement. Giscard battu, la crise révolutionnaire va s'ouvrir.

craind de perdre un nombre important de sièges au profit du PS. Pour lui, le seul moyen de limiter ce recul est d'arborer ostensiblement un masque unitaire.

Mais, contrairement aux assertions de commentateurs à courte vue, là ne se limite pas l'horizon des dirigeants du PCF. Si ceux-ci veulent, au maximum, préserver leur poids parlementaire, s'ils veulent, autant que possible, garder intact leur appareil, c'est pour pouvoir peser de façon décisive au cours de la prochaine étape. Et peser dans un sens qui, lui, n'a pas varié : contre l'aspiration des masses à s'attaquer à la racine des maux, à l'exploitation capitaliste ; pour assurer jusqu'au bout, sinon la défense d'un président chassé, sinon la survie d'un régime définitivement condamné, du moins le maintien du système capitaliste en France, tel que les partages de Yalta et Potsdam en ont décidé. Il reste que les 26 avril et 10 mai, les masses ont commencé à se dégager de l'emprise stalinienne qui durant ces treize années les contraignait de subir tous les plans gouvernementaux et patronaux, mis au point en commun dans les ministères par la haute administration, en collaboration avec les appareils, et plus encore avec la collaboration directe avec l'appareil stalinien.

Ce qui s'est passé les 26 avril et 10 mai permet de saisir avec une infinie clarté comment dans les années antérieures, la classe, à sa façon, a assimilé, intégré dans sa conscience instinctive les conséquences de la trahison stalinienne, et comment brusquement elle a mis à jour les rapports réels, bien que contradictoires (aspirations et illusions), qui la lient avec le PCF. Une des composantes de ce processus moléculaire a été l'action tenace et constante de l'Organisation communiste internationaliste.

Ce qui explique en retour les progrès réalisés, au cours de cette bataille dans le recrutement à l'OCI. Aujourd'hui, du point de vue de la construction de l'OCI unifiée, il est décisif de comprendre ceci : la profondeur du mouvement politique de la classe ouvrière qui a infligé une défaite politique au PCF pour parvenir à chasser Giscard manifeste la puissance de ce qui pousse la classe ouvrière à chercher par tous les moyens à se regrouper sur un « nouvel axe ». C'est sur la base de cette appréciation que le comité central de l'OCI unifiée a fixé de nouveaux et importants objectifs de recrutement à l'OCI unifiée de façon à répondre à un urgent besoin de la situation.

## L'OCI dans la campagne électorale

## Vers le parti de 10 000 militants

par Marc Lacaze

Incontestablement, la V<sup>e</sup> République a fait son temps. Une période d'intenses luttes de classes va s'ouvrir maintenant.

La victoire remportée le 10 mai sur la bourgeoisie donne la mesure de la profondeur du mouvement politique de la classe ouvrière qui a réussi à infliger une défaite majeure au parti stalinien. La radicalisation de la classe ouvrière va être nourrie encore par l'aggravation prévisible de la pression que va exercer sur l'économie du pays le développement de la crise mondiale du système capitaliste. Bref, nous entrons dans la phase qui va directement déboucher sur la crise révolutionnaire.

Pour les militants de l'OCI unifiée qui, en France, construisent le parti révolutionnaire, les premières lignes d'une lettre adressée par Léon Trotsky au bureau politique du groupe bolchevik-léniniste en 1935 sont d'une intense actualité : « La politique peut être définie comme l'art de tirer avantage de situations favorables. En France, à présent, vous disposez d'une situation exceptionnelle, pleine d'opportunité. Il est indispensable de savoir comment en tirer profit. Cela exige de ne pas essayer de rester dans les eaux calmes de la baie, mais de prendre la haute mer. »

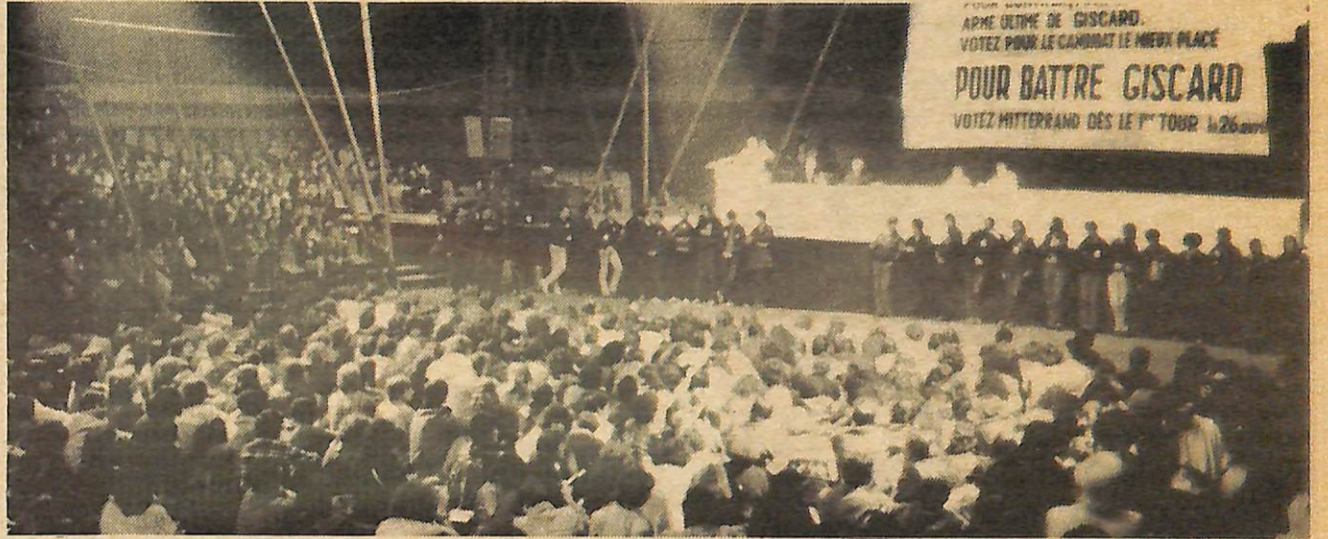
## Sur quoi nous appuyons-nous ?

C'est une certitude, les militants qui construisent le parti révolutionnaire en France aujourd'hui disposent d'une situation beaucoup plus favorable encore que celle dont disposaient les bolcheviks-léninistes en 1935. En 1935, le puissant mouvement de la classe ouvrière prenait son essor en France alors qu'au cœur de l'Europe le prolétariat allemand venait d'être vaincu par Hitler. L'appareil stalinien étendait jour après jour son contrôle sur la classe ouvrière... La situation aujourd'hui est à tous égards profondément différente. C'est le mouvement inverse qui domine à l'échelle nationale et internationale.

Mais surtout, l'OCI unifiée dispose de bases solides pour « prendre la haute mer », pour faire ce saut vers le parti des 10 000 militants que la situation

appelle. D'abord, elle s'appuie sur les liens politiques qu'en particulier ces derniers mois, elle a su resserrer dans les entreprises, les localités, en formulant au jour le jour — comme jamais — perspectives et mots d'ordre qui ont véritablement « pesé » dans l'aide apportée à la classe ouvrière pour réaliser le front unique ouvrier jusqu'au dénouement de la chute de Giscard.

Cela n'est pas rien. L'OCI unifiée, par son action, s'est inscrite pour de larges couches de travailleurs comme ayant contribué directement à la victoire politique qui vient d'être remportée. Il s'agit d'une force considérable, elle s'exprime aujourd'hui dans le fait que depuis presque six semaines, la vente du journal *Informations ouvrières* — vente exclusivement militante — dépasse 20 000 exemplaires. Elle s'exprime dans



Meeting central de l'OCI unifiée à la porte de Pantin, regroupant 12 000 personnes.

la réussite complète de la campagne financière de l'OCI unifiée qui a rassemblé 1 800 000 F en trois mois auprès des travailleurs, militants et jeunes dans les entreprises, les écoles, les universités, et sur les localités. Et aussi, bien sûr, dans le fait que 992 nouveaux militants stagiaires aient payé leur cotisation du mois de mai.

Mais il est autre chose encore qui contribue à assurer les bases du développement qu'il faut opérer, c'est la confiance que fournit aux travailleurs et militants la continuité d'années de travail et d'expérience d'une organisation.

## Le millième numéro d'Informations ouvrières

L'OCI unifiée vient de faire une place particulière au n° 1 000 du journal *Informations ouvrières*. A cette occasion, le numéro spécial destiné à souligner l'événement, publié au lendemain de la défaite de Giscard le 10 mai, a consacré 8 pages à rappeler 23 ans de combat pour le journal, 23 ans de combat pour regrouper l'avant-garde ouvrière dans un parti.

C'est avec fierté que les militants ont pu lire dans le bulletin ronéotypé qui commençait la série d'*Informations ouvrières* en octobre 1958, au lendemain de la prise du pouvoir par de Gaulle :

« L'extraordinaire et lamentable défaite des organisations syndicales en mai 1958, qui toutes, sauf la FEN, ont refusé le combat contre le pouvoir personnel, a scellé une des défaites les plus profondes qu'ait subies le prolétariat français dans ce pays. De cette défaite, l'avant-garde révolutionnaire devra, dans l'époque qui vient, tirer toutes les leçons indispensables au réarmement des militants pour qui, quelle que soit l'ampleur du recul, tant qu'il y aura un prolétariat, il y aura lutte des classes, et celle-ci, à une étape ou à une autre, s'exprimera en combat. En particulier, les événements de mai 1958 ont démontré au moins une chose : que des appareils ouvriers, si puissants soient-ils, lorsqu'ils expriment les intérêts étrangers à la classe ouvrière, s'évanouissent en fumée dès que la lutte de classes pose les problèmes fondamentaux de la période historique dans laquelle nous vivons : révolution ou contre-révolution.

La défaite du 1<sup>er</sup> juin (intronisation de De Gaulle au pouvoir - NDLR) consacrée le 28 septembre (référendum sur la Constitution gaulliste - NDLR) a si largement désorienté les masses qu'une partie du prolétariat, perdant conscience de sa qualité de classe antagoniste de la classe bourgeoise, a voté oui au référendum. Pour une étape, la classe ouvrière a perdu la possibilité de souder un front de combat général : ce qui implique, par voie de conséquence, la désorganisation de la conscience ouvrière et les plus larges possibilités ouvertes à la bourgeoisie pour attaquer la classe ouvrière.

Dans un tel contexte, la tâche des révolutionnaires est clairement tracée. Tout faire pour que le prolétariat, qui a perdu pied, restructure sa conscience de classe, conserve des organisations, particulièrement sur le plan syndical,

non intégrées à l'Etat. Car si des syndicats autonomes par rapport à l'Etat subsistent durant la période qui vient, ils seront indépendamment de l'orientation réformiste des directions, des centres organisateurs de la classe ouvrière. »

Aujourd'hui, alors que la victoire des masses sur Giscard indique la fin de cette V<sup>e</sup> République, ce sont 25 000 travailleurs et jeunes qui, ayant acheté ce numéro spécial d'*Informations ouvrières*, peuvent d'un coup d'œil mesurer la rigueur et la détermination, donc les ressources, dont dispose pour aujourd'hui cette organisation qui s'est lentement développée dans cette longue période. Les travailleurs n'aiment pas s'engager à la légère, les travailleurs se méfient des discours. Ce numéro 1 000 d'*Informations ouvrières* expose des faits, il donne de quoi puiser confiance à des milliers de travailleurs qui ressentent la nécessité de s'organiser pour combattre dans la lutte de classes.

## La méthode du programme

Pour faire le saut vers le parti des 10 000 militants, plus que jamais se pénètre de la méthode du *Programme de transition*.

« Il faut aider les masses, écrit Léon Trotsky en 1938, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

En conséquence : « L'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles. »

Les masses laborieuses et la jeunesse ont infligé une première et considérable défaite à la bourgeoisie. Pour battre Giscard, elles ont réalisé le front unique, elles ont voté Mitterrand. Durant toute une période, le gouvernement Mitterrand, qui est un gouvernement de collaboration de classes, sera considéré par les masses comme leur gouvernement. C'est seulement sur la base de leur expérience pratique que les travailleurs pourront tirer les conséquences de la politique de collaboration de classes. Il n'y a aucune illusion possible, la bourgeoisie va sur tous les plans se déchaîner pour saboter. La situation va devenir vite intolérable, d'abord sur le plan politique en raison du conflit qui verra les aspirations renforcées par la victoire du 10 mai se heurter de plus en plus aux illusions qu'ils auront portées dans le même mouvement.

Il va s'agir pour l'OCI unifiée, comme elle l'a fait tout au cours de la campagne électorale (par exemple), d'exprimer à chaque étape les besoins pratiques des masses, qui découlent de la situation qui leur sera faite par la bourgeoisie. L'OCI unifiée mènera ce combat sur la ligne de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie en tenant

compte de l'état d'esprit des masses, confiantes dans la victoire qu'elles ont remportée contre Giscard, reportant cette confiance sur Mitterrand.

La ligne de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie implique le combat pour le gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, mot d'ordre de transition actuel sur la ligne du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur des revendications transitoires, elles-mêmes centrées sur la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques et des monopoles. Mais l'état d'esprit des masses exige que ces mots d'ordre soient présentés de telle façon qu'ils ne heurtent pas de plein fouet leurs illusions, dont la vie et leur propre expérience les débarrasseront. Précisons : la vie et leur propre expérience ne pourront débarrasser les masses de leurs illusions positivement que si, dans ce mouvement, se construit le parti révolutionnaire.

## Les comités pour la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale

Après le 10 mai, la bourgeoisie n'a pas mis longtemps à réagir. Le CNPF a largement ouvert ses caisses aux partis battus UDF-RPR à condition qu'ils se disciplinent et présentent un front uni en vue des élections législatives. Les capitalistes ont immédiatement, par la fuite organisée de capitaux, cherché à créer un climat de panique. Par le sabotage économique et aussi par le sabotage organisé au niveau de l'appareil d'Etat qu'ils ont colonisé pour leurs besoins pendant vingt-trois ans, les représentants du grand capital tentent d'engager le pays dans une impasse dont ils chercheraient à faire porter la responsabilité sur les partis ouvriers, sur la victoire du 10 mai. Il font de surcroît de tous leurs agissements un moyen de pression renforcé sur Mitterrand, qu'ils veulent voir — sans lui accorder quelque confiance que ce soit — faire la politique du précédent gouvernement.

Cela, les travailleurs et les jeunes le ressentent profondément. Le besoin se fait sentir chaque jour plus grand de se dresser contre cette offensive du capital, à poursuivre sur la voie ouverte le 10 mai.

Tous les travailleurs savent que des négociations vont s'ouvrir entre les syndicats et le gouvernement. Ils sentent tous que la pression qu'exerce le capital vise à réaliser les meilleures conditions pour préserver au maximum les positions affirmées des patrons.

Le besoin pressant de faire front exige que soit fourni dans les délais les plus brefs un point d'appui. Relier l'intense intérêt qui se développe partout dans les usines pour la préparation de ces négociations dans le front unique avec les syndicats, avec la perspective politique qui concentre les problèmes de l'heure : la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, est la tâche de l'heure. C'est en fournissant ce levier que les cellules de l'OCI unifiée avanceront vers l'objectif des 10 000 en aidant à prolonger le combat de classe dans l'unité pour battre l'offensive du capital aidant à préciser dans la pratique l'objectif du gouvernement ouvrier et paysan.

## Déclaration du Comité central de l'OCI unifiée

Le 17 mai, le comité central de l'OCI unifiée adoptait une résolution fixant les axes de l'activité des cellules jusqu'aux élections législatives qui auront lieu les 14 et 21 juin :

## Le 10 mai, le bloc uni des travailleurs et des partis ouvriers a chassé Giscard

« François Mitterrand est élu. Animé de la volonté de ne rien faire qui puisse dresser un quelconque obstacle à l'exigence qui s'impose, que la victoire du 10 mai soit prolongée par une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale, le comité central de l'OCI unifiée, après avoir analysé les conditions concrètes de ces élections, décide de ne pas présenter de candidats aux prochaines élections pour le renouvellement de l'Assemblée nationale.

Le comité central de l'OCI unifiée appelle en conséquence les masses laborieuses des villes et des campagnes à voter au premier tour pour le candidat ouvrier du PS ou du PCF selon leur choix, et pour le deuxième tour au désistement automatique pour le candidat du PS ou du PCF en tête au premier tour.

Le passage du pouvoir de Giscard à Mitterrand a lieu au moment où, d'ores et déjà, manœuvres boursières, fuites des capitaux indiquent la ferme volonté de la bourgeoisie, des représentants des monopoles et des grandes banques d'exercer une pression sur Mitterrand. En organisant de véritables opérations de sabotage, les capitalistes cherchent à engager le pays dans une impasse pour en rejeter la responsabilité sur les partis ouvriers. C'est ainsi que le vote pour défaire la coalition giscardochiraquienne à l'Assemblée nationale prend une importance capitale : ce vote tracerait les contours du futur gouvernement Mitterrand et lui donnerait les moyens de résoudre les questions vitales pour l'avenir du pays.

Pour l'OCI unifiée, il ne saurait être question d'opposer les solutions qu'elle propose, les objectifs qu'elle se fixe, les mots d'ordre qu'elle avance, à la libre discussion du mouvement ouvrier et à la nécessité de réaliser le bloc uni des travailleurs et des organisations.

La V<sup>e</sup> République et ses institutions réactionnaires ne sont pas abolies. Tous les postes de commandement de l'Etat restent encore aux mains des partisans de Giscard et de Chirac, qui continuent à diriger toute la machine de l'Etat, dans une situation où les monopoles capitalistes, les grandes banques ont déjà commencé à désorganiser l'économie du pays. La nécessité s'impose donc de prendre dans les délais les plus rapides les premières mesures, et toutes ces mesures ne sauraient être prises par un gouvernement où participeraient des ministres représentants de la bourgeoisie et des partis bourgeois.

Un gouvernement des partis ouvriers, un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois s'imposera comme une nécessité pour résister à la bourgeoisie qui, comme classe, a parfaitement saisi la signification de cette première défaite que les masses laborieuses lui ont infligée le 10 mai.

En conséquence, le comité central de l'OCI unifiée appelle travailleurs et jeunes à réaliser leur unité sans faille :

— Pas une voix ouvrière et jeune ne se portera sur les candidats des partis bourgeois RPR-UDF qui ne représentent que les intérêts du capital.  
— Pas une voix ouvrière et jeune ne se portera sur un candidat présenté par quelque parti bourgeois que ce soit. »

## Résolution du CE de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) »

# Problèmes de la lutte révolutionnaire des masses opprimées et exploitées d'Irlande

L'Irlande, qui fut la plus vieille colonie britannique, connut aussi la première ce qu'on appelle faussement un « processus de décolonisation », puisqu'il s'agit du réaménagement de la domination impérialiste.

L'insurrection de 1916 ouvrit la voie à la mobilisation révolutionnaire des masses contre la domination impérialiste. Cette insurrection déclenchée en pleine guerre impérialiste, saluée par Lénine comme annonciatrice de la révolution socialiste en Europe, défendue par lui (contre ceux qui n'y voyaient qu'un « putsch ») comme l'expression du « mouvement national irlandais qui compte des siècles d'existence », débouchait en 1919-1921, dans les conditions internationales créées par la victoire de la révolution russe, sur une véritable guerre de libération nationale, dirigée par l'Irish Republican Army et soutenue par les masses travailleuses de la ville et de la campagne.

Au travers de la lutte contre la domination impérialiste, s'affirmait la réalité historique forgée par des siècles et dont parlait Lénine, la réalité de l'Irlande comme une nation. Cela se manifesta particulièrement dans la convocation et la réunion en 1919 d'une Assemblée nationale pour toute l'Irlande, le « Dail Eirainn », qui proclama la souveraineté et l'unité de l'Irlande.

Au travers de la lutte contre la domination impérialiste, c'est la révolution prolétarienne qui se développait dans toute l'Irlande. Contre la révolution, l'impérialisme et la bourgeoisie nationale (catholique) unirent leurs efforts. Préserver le système capitaliste en Irlande, c'était préserver, sous de nouvelles formes, la domination de l'impérialisme britannique sur toute l'Irlande. Le moyen en fut la partition.

La partition ne fut imposée que par la violence contre-révolutionnaire. Par la terreur exercée contre la fraction nationaliste (catholique) de la population que l'on emprisonnait dans les frontières artificielles du Nord ; par une véritable guerre contre-révolutionnaire dans l'ensemble du pays, où, avec l'aide directe de l'impérialisme anglais, les dirigeants nationalistes bourgeois écrasèrent l'aile du mouvement républicain qui refusait le traité signé avec l'Angleterre.

Quitte à allonger cette résolution, il est opportun, au moment où le peuple d'Irlande connaît de nouvelles et tragiques épreuves dont l'origine est dans la partition, de citer la résolution du IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste consacrée à la question irlandaise :

« L'Etat libre qui, sans hésiter, a employé l'artillerie et les munitions fournies par les Anglais, les fusils et les bombes, et même des avions avec des mitrailleuses contre la foule aussi bien que contre les révolutionnaires, a couronné tous ces forfaits par l'exécution brutale de cinq hommes, simplement parce qu'ils avaient des armes en leur possession. Cette exécution est au fond un acte de désespoir, la preuve directe de la faillite de l'Etat libre qui fait une dernière tentative pour briser la résistance des masses irlandaises combattant contre l'esclavage que veut leur imposer l'Empire britannique. Les républicains ne peuvent être battus que par un gouvernement terroriste impérialiste qui n'hésite pas à employer les moyens les plus brutaux contre le mouvement ouvrier irlandais, dès que ce dernier cherche à arriver au pouvoir ou à améliorer ses conditions d'existence. Il en est indubitablement ainsi en Irlande : en soutenant ces exécutions, la majorité du Labour Party, dirigée par Johnson, a commis la trahison la plus criminelle qu'elle pouvait perpétrer contre la classe ouvrière, et cela au moment où l'organe capitaliste le plus réactionnaire d'Irlande qui, en 1916, réclamait impérieusement le sang de Connolly, s'élève contre cet acte barbare du gouvernement. L'Internationale communiste met en garde la classe ouvrière d'Irlande contre ces trahisons de l'idéal de Connolly et de Larkin, et indique aux travailleurs et paysans irlandais que la seule issue au terrorisme de l'Etat libre et à l'oppression impérialiste est dans la lutte organisée et coordonnée aussi bien dans le domaine politique et industriel que dans le domaine militaire. La lutte à main armée, si elle n'est pas renforcée et soutenue par l'action politique et économique, aboutira inévitablement à la défaite. Pour être victorieuses, les masses doivent être mobilisées contre l'Etat libre, ce qui n'est possible que sur la base du programme social du Parti communiste d'Irlande. »

## I. La partition de l'Irlande

La partition a abouti à la création de deux Etats, tous deux fondés sur la division de l'Irlande.

L'Etat de l'Irlande du Sud (« l'Etat libre » de 1922 devenu aujourd'hui la République d'Irlande), auquel l'indépendance politique a été concédée et qui est demeuré, malgré les modifications et l'affaiblissement de l'impérialisme britannique, une semi-colonie de celui-ci.

L'Etat croupion du Nord, sur lequel l'impérialisme britannique a continué d'exercer sa domination directe. Possession de la Couronne, territoire intégré au Royaume-Uni, l'Irlande du Nord connaissait jusqu'en 1972 un statut d'« autonomie interne » (un Parlement particulier, un gouvernement à la compétence limitée aux affaires internes).

La frontière qui découpe ce territoire est parfaitement artificielle. Elle ne correspond à aucune réalité géographique ou historique antérieure. Elle a été tracée de telle manière qu'elle place une fraction de la population nationaliste

(catholique), minoritaire dans le cadre de la frontière artificiellement imposée, à la merci d'une « majorité » de « loyalistes » (protestants).

L'Irlande compte environ 5 millions d'habitants. La minorité protestante est forte d'environ 1 million. Elle a les caractéristiques d'une caste privilégiée par rapport à la majorité de la population. Entre 1916 et 1921, l'écrasante majorité de la population irlandaise, par tous les moyens (les élections, les grèves générales, la lutte armée de masse), s'est sans équivoque prononcée pour l'indépendance, la séparation d'avec l'Angleterre.

Le découpage de cette monstruosité qu'on appelle l'Irlande du Nord a fait de 500 000 catholiques les otages du maintien de la domination impérialiste.

L'Etat croupion de l'Irlande du Nord n'a pas seulement toléré ou développé la discrimination, l'inégalité à l'égard de la population nationaliste. Il est organiquement fondé sur cette discrimination

sur tous les terrains ; la répression permanente lui est essentielle.

Fondé sur la terreur, il n'a survécu que par l'exercice de fait constant de l'état de siège. Prétendument territoire britannique, les lois anglaises n'y ont jamais été appliquées. L'habeas corpus y a sans cesse été suspendu. Des lois d'exception (comme celles qui permettent aujourd'hui les procès sans jury, les arrestations sans mandat) y ont été, sous des formes diverses, en vigueur depuis 1922.

Même les garanties des libertés personnelles qui existent en Angleterre n'existent pas en Irlande du Nord.

Il n'est pas vrai que la « question religieuse » fonde ou justifie l'existence de l'Irlande du Nord. C'est la partition qui entretient celle-ci, qui lui a donné la forme que nous connaissons comme moyen de maintien de la domination impérialiste.

Ce n'est pas la force propre et la volonté d'une « communauté protestante », qui échapperait aux déterminations de classe et qui mènerait la « guerre sainte » pour échapper à l'intégration dans une Irlande « catholique », qui expliqueraient la présence britannique et la partition. C'est cette présence — matérialisée dans la partition — qui structure la majorité de la population protestante comme une force liée à l'impérialisme.

Plus d'un demi-siècle de division de l'Irlande n'a pas modifié ces données constitutives de l'Irlande du Nord.

Le pourrissement de l'impérialisme, la décadence particulière de l'impéria-

lisme anglais, la crise telle qu'elle se développe aujourd'hui ont au contraire accusé, avivé tous ces aspects. Le chômage, qui est plus fort en Irlande du Nord que dans tout le reste du Royaume-Uni, atteint des proportions catastrophiques dans la population catholique : dans les concentrations industrielles du Nord, un jeune catholique sur deux est chômeur.

Malgré l'obstacle de la division, le prolétariat d'Irlande a été partie prenante de la marche en avant du prolétariat mondial, des développements révolutionnaires qui ont abouti à une nouvelle phase de la lutte des classes internationale. Si 1968 a été l'année de la grève générale en France et de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, elle a aussi été celle où l'action révolutionnaire des masses travailleuses d'Irlande a définitivement remis en question tout l'équilibre sur lequel reposait la domination impérialiste et la division de l'Irlande : douze ans plus tard, c'est toujours une situation de fait de guerre qui existe dans le Nord, et l'instabilité politique dans le Sud ne peut être enrayerée par aucune solution se situant dans le cadre de la division du pays.

La violence ouverte contre la population nationaliste a été en permanence la forme de gouvernement au Nord. Mais cela ne suffisait pas : la clé de voûte politique de l'ensemble du système par lequel l'impérialisme britannique maintenait sa domination sur l'ensemble de l'Irlande, c'était l'Etat d'Irlande du Sud qui, par son acceptation de la partition, lui donnait une apparence de légitimation.

## II. L'importance mondiale de la « Question irlandaise »

Depuis 1968, la lutte révolutionnaire des masses opprimées et exploitées d'Irlande a fait resurgir avec une acuité nouvelle la « question irlandaise », dont on sait la place qu'elle tint dans la fondation de la I<sup>re</sup> Internationale et dont Marx soulignait la place décisive qu'elle tenait dans la lutte du prolétariat britannique pour son émancipation.

La « crise irlandaise » est directement un facteur de la crise politique de l'impérialisme britannique, un facteur de la révolution prolétarienne en Angleterre.

L'acharnement de l'impérialisme britannique ne s'explique pas essentiellement par la volonté de préserver les profits qu'une fraction de la bourgeoisie impérialiste britannique implantée en Irlande tire du maintien de la domination impérialiste, ni de motifs militaires. Elle tient avant tout au fait que le maintien de cette domination, l'existence de l'Irlande du Nord sont organiquement des éléments constitutifs des formes politiques de domination de la bourgeoisie anglaise (rôle de la monarchie, place du parti conservateur).

Il ne suffit pas de dire que l'Irlande est la plus vieille colonie de l'Angleterre. Il faut souligner que la constitution de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui en Angleterre (et qui s'intitule toujours le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ») est inséparable de la domination de l'Irlande. Le renforcement de l'assujettissement de l'Irlande est l'un des éléments de l'établissement de la monarchie absolue. La révolution bourgeoise du XVII<sup>e</sup> siècle et le compromis auquel elle aboutira avec la monarchie (et qui formera la clé de voûte des institutions par lesquelles la bourgeoisie exercera le pouvoir) sont organiquement liés à la domination de l'Irlande.

L'écrasement de la révolution bourgeoise en Irlande (en 1798), qui posait directement la question de la constitution de l'Irlande en nation souveraine et indépendante, est organiquement liée à la lutte de la monarchie britannique contre les conséquences de la révolution française et contre les premiers mouvements du prolétariat anglais.

Ce n'est pas un hasard si le mouvement nationaliste révolutionnaire en

Irlande s'est défini comme « républicain » : il s'attaquait à la monarchie, dont l'Irlande était une possession, et, de ce fait, rejoignait les implications révolutionnaires de l'organisation du prolétariat anglais, dont l'expression consciente, aujourd'hui comme hier, comprend nécessairement la lutte contre la monarchie.

A l'ère impérialiste, la bourgeoisie impérialiste anglaise a exercé son rôle hégémonique à l'échelle mondiale en utilisant les institutions rodées par une longue période de domination, en préservant les institutions antidémocratiques d'origine féodale, comme la monarchie et la Chambre des lords, et en les mettant au service des besoins du capital financier. Le maintien de la domination exercée sur l'Irlande est organiquement lié au fonctionnement de ces institutions. C'est pourquoi la remise en cause du maintien de cette domination sous la forme qu'elle a prise depuis 1922 (la partition) menace toute la structure des formes de domination de la bourgeoisie britannique et coïncide objectivement avec la lutte contre ces institutions qu'exige une politique révolutionnaire en Angleterre même.

La poursuite de la crise en Irlande, la nécessité de l'intervention militaire permanente, la réprobation ou la crainte pour l'ordre européen que suscite l'existence de cette poudrière pèsent sur la bourgeoisie anglaise, menacent sa stabilité.

Mais la destruction du système existant — la réalisation de l'unité de l'Irlande — serait un facteur immédiat de déstabilisation en Grande-Bretagne.

Réciproquement, la crise profonde et irréversible de l'impérialisme anglais, la combativité manifestée de manière constante depuis près de dix ans par le prolétariat britannique, son degré d'organisation ne sont pas un facteur externe à la lutte révolutionnaire des masses opprimées et exploitées d'Irlande.

Il ne s'agit pas seulement d'une donnée objective, certes bien réelle : l'affaiblissement de l'impérialisme britannique renforce les capacités d'action du

De même qu'à l'issue de la période révolutionnaire de 1916-1923, l'emprise directe sur le Nord du pays de l'impérialisme n'a été possible que dans la mesure où la bourgeoisie irlandaise (« l'Etat libre ») mena, avec le soutien de l'impérialisme, la guerre civile contre les ouvriers et les paysans, la permanence du système mis en place par l'impérialisme repose sur l'Etat du Sud, sur les institutions résultant de cette guerre civile.

C'est dans ce cadre que se matérialise la subordination de la bourgeoisie irlandaise à l'impérialisme. C'est par l'acceptation de ce cadre — et donc de la partition — que s'est traduite la capitulation des courants nationalistes bourgeois (de Valera) ou des courants ayant leur origine dans le mouvement nationaliste révolutionnaire petit-bourgeois (l'aile « officielle » de l'IRA).

En d'autres termes, la pré-condition de toute lutte nationale conséquente, de tout combat pour l'indépendance nationale, pour la solution des tâches démocratiques implique le refus de la partition, le combat contre les institutions qui l'incarnent.

Toute concession à la division de l'Irlande, y compris sous la forme de la recherche d'une solution « fédéraliste », entraîne inexorablement l'acceptation du terrain du réaménagement de la domination impérialiste, donc de la division de l'Irlande.

Le combat pour l'indépendance nationale et l'unité se concentre dans la revendication d'une Assemblée nationale constituante de toute l'Irlande, souveraine pour toute l'Irlande.

peuple opprimé d'Irlande (ce que les nationalistes irlandais ont traditionnellement traduit par la formule : les difficultés de l'Angleterre sont les chances de l'Irlande).

Il s'agit aussi du lien organique entre le prolétariat anglais et le prolétariat d'Irlande, historiquement forgé et qui n'est pas identifiable aux relations générales entre le prolétariat d'un pays oppresseur et celui d'un pays opprimé (ce qui ne veut pas dire que ces liens ne s'incluent pas dans cette catégorie générale). Mais le caractère spécifique de ce lien est donné par les éléments communs de l'histoire des prolétariats anglais et irlandais dans leur lutte contre l'exploitation, par le fait que leurs organisations de classe ont une origine commune, par la place que tient dans la lutte de classes en Angleterre la fraction du prolétariat britannique formée d'émigrés irlandais.

Malgré le soutien inconditionnel accordé par les dirigeants réformistes du Labour Party et des Trade-Unions à leur impérialisme, c'est très directement que la montée du prolétariat britannique contre la bourgeoisie, les assauts répétés qu'il a livrés s'intègrent comme un facteur de la radicalisation de la lutte révolutionnaire en Irlande.

C'est très directement que la lutte révolutionnaire contre l'oppression impérialiste, pour l'indépendance et l'unité de l'Irlande, est un facteur de la révolution prolétarienne en Angleterre.

C'est une des grandes responsabilités de la section britannique de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » que de donner, par son activité, une expression consciente à cette réalité, en particulier aujourd'hui en agissant pour mobiliser les travailleurs anglais contre la sanglante répression de leur impérialisme, en intervenant dans le Labour Party contre le pacte (the bi-Partisan Policy) qui le subordonne à la politique de Thatcher.

Plus que jamais, la phrase de Marx selon laquelle la lutte du peuple irlandais pour son indépendance doit être défendue « non seulement par sympathie pour l'Irlande, mais comme une revendication dans l'intérêt même du prolétariat anglais » est actuelle.





L'enterrement de Bobby Sands

Tout le mouvement du prolétariat anglais se concentre aujourd'hui sur la nécessité d'en finir avec le gouvernement Thatcher. La crise de l'appareil du Labour Party, la radicalisation en cours au sein du parti réfractent ce mouvement de la classe ouvrière.

Le lien criminel que la direction du Labour Party maintient avec ce gouvernement en l'assurant de son soutien sur la question de l'Irlande — attitude qui correspond à la nature contre-révolutionnaire de l'appareil bureaucratique social-démocrate — est directement en contradiction avec la volonté d'en finir avec le gouvernement Thatcher.

Le développement de la lutte révolutionnaire en Irlande, les effets directs de cette lutte sur l'Angleterre, le caractère explosif d'une situation de fait de guerre coloniale au cœur de l'Europe donnent

### III. La classe ouvrière et le combat pour l'indépendance et l'unité de l'Irlande

Trotsky notait que la classe ouvrière irlandaise « oscillait entre le nationalisme et le syndicalisme révolutionnaire, unissant ces deux tendances dans sa conscience révolutionnaire ».

La classe ouvrière irlandaise s'était organisée comme classe dans ses organisations syndicales dont la construction était organiquement liée au développement des Trade-Unions britanniques. Nourrie par leur conscience nationale, leur opposition aux dirigeants du mouvement ouvrier anglais s'exprima dans la croissance de courants syndicalistes révolutionnaires. Simultanément, les travailleurs soutenaient — notamment par leurs votes — l'aile la plus avancée du nationalisme bourgeois.

La grève générale de 1913 à Dublin est en même temps l'occasion de la constitution, à partir des groupes d'autodéfense formés à l'initiative du principal syndicat (dirigé par James Connolly et Jim Larkin), le Irish Transport and General Workers Union, de l'Irish Citizen Army, qui sera l'un des noyaux de l'insurrection de 1916.

Après l'assassinat de Connolly, les dirigeants des organisations syndicales qui sont amenés à soutenir la création d'un Labour Party d'Irlande commencent par adopter une attitude passive à l'égard de la lutte nationale. Puis, lors de la guerre d'indépendance, ils s'effacent totalement devant le nationalisme bourgeois, appelant à voter pour le Sinn-Fein lors des élections de 1918. Enfin, lors de la guerre civile, la direction du Labour Party d'Irlande se rangera du côté des forces qui approuvent le traité — et donc la partition — et le Labour Party sera un élément essentiel dans la construction de l'Etat bourgeois semi-colonial du Sud.

C'est pourquoi le Labour Party d'Irlande (dans les faits de l'Etat du Sud) n'a jamais pu devenir une organisation dans laquelle la majorité du prolétariat (y compris au Sud) s'est recon-

une importance mondiale à la situation irlandaise.

Le rôle mondial de l'impérialisme américain lui impose d'intervenir dans la crise irlandaise au compte des besoins généraux de l'ordre impérialiste. Les initiatives conjointes de Thatcher et de Haughey, Premier ministre d'Irlande du Sud, s'intègrent à cette nécessité. Elles reçoivent l'appui de la bureaucratie stalinienne et de ses agences — directement de ses agences en Angleterre et en Irlande — qui, l'une et l'autre, acceptent et défendent en fait la partition.

La faiblesse, comme organisation, du parti stalinien, tant au Nord qu'au Sud de l'Irlande, ne doit pas faire illusion. Son rôle dans la scission du mouvement républicain, sa présence au niveau de l'appareil syndical et sa pression politique sur le mouvement républicain en font un facteur contre-révolutionnaire efficace et actif contre la mobilisation des masses de toute l'Irlande.

nue, même si à plusieurs occasions des fractions importantes de la classe ouvrière ont cherché à l'utiliser pour exprimer politiquement leurs aspirations anticapitalistes.

Le nationalisme (c'est-à-dire la volonté de combattre l'oppression impérialiste, concrètement le refus de la division du pays), comme élément constitutif de la « conscience révolutionnaire » du prolétariat irlandais, s'est manifesté par la permanence dans les masses de la tradition « républicaine », la tradition de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme britannique, la tradition de la guerre civile contre ses complices qui étaient en même temps les exploités directs du prolétariat irlandais.

De Valera et son parti — qui avaient refusé le traité — ont pu, à partir du moment où ils ont à leur tour accepté le cadre de la partition, utiliser cette tradition pour maintenir un soutien populaire électoral à leurs gouvernements. Mais cette tradition s'est aussi exprimée

### IV. Le développement de la lutte des classes depuis 1968

Ce n'est pas le mouvement nationaliste (le mouvement républicain) qui a déclenché ou pris l'initiative du véritable soulèvement qu'a connu le Nord de l'Irlande en 1968-1969. C'est au contraire la mobilisation des masses commencent autour de la campagne pour les « droits civiques » débouchant sur l'affrontement avec l'impérialisme britannique et les institutions réactionnaires incarnant sa domination directe au Nord qui ont permis au mouvement républicain de se reconstruire, à l'IRA de redevenir un facteur actif bénéficiant dans sa lutte armée contre l'impérialisme du soutien des masses.

La violence ouverte exercée par les forces armées de l'impérialisme britan-

par un soutien plus ou moins actif à l'action du mouvement républicain maintenu et de l'IRA, lorsque leurs activités se recoupaient avec la mobilisation des masses.

Les organisations syndicales irlandaises (dont on a souligné le rôle que leurs directions avaient joué dans l'abandon de la lutte nationale) ont connu une dégénérescence liée à celle des TUC britanniques.

L'appareil dirigeant de ces syndicats n'est pas essentiellement subordonné à la bourgeoisie nationale, mais directement — au Sud comme au Nord — à l'impérialisme.

En même temps, les organisations syndicales, comme cadre d'organisation élémentaire du prolétariat comme classe, sont demeurées les seules organisations de masse de la classe ouvrière irlandaise dans son ensemble.

La résolution de l'Internationale communiste citée plus haut appelait les républicains à faire leur programme du Parti communiste d'Irlande — alors un petit noyau. La dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste se développant alors que l'Irlande était livrée au Nord comme au Sud à la plus noire réaction allait interdire cette issue à la classe ouvrière irlandaise.

Parmi les coups terribles que le développement du stalinisme a portés au combat d'ensemble du prolétariat pour son émancipation, il faut souligner le fait que sa politique de coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme a, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, pour des courants surgissant dans l'action révolutionnaire, bloqué toute autre issue que leur rassemblement sous les drapeaux de mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois. C'est aussi le cas de l'Irlande.

Ce n'est que comme parti stalinien — comme agence de la politique contre-révolutionnaire du Kremlin — qu'allait resurgir une organisation se réclamant — frauduleusement — de la révolution russe. Comme toutes les autres agences de la bureaucratie, l'organisation stalinienne en Irlande allait pratiquer la politique contre-révolutionnaire mondiale dictée par les besoins de la caste gouvernante du Kremlin. Ce qui voulait dire,

et sa police, les pogroms organisés par les « extrémistes » protestants impliquaient que la lutte prenne aussi la forme d'une lutte armée.

Mais ce ne sont pas des opérations militaires en elles-mêmes qui ont radicalement modifié la situation. Les points tournants du combat contre l'impérialisme ont été déterminés par l'intervention des masses.

En 1972, l'impérialisme britannique doit reconnaître la faillite totale des institutions spécifiques de l'Irlande du Nord, prononcer lui-même leur dissolution, parler de la nécessité d'une solution politique.

dans le cas de l'Irlande, accepter et en fait défendre la partition, soutenir au Sud les gouvernements bourgeois.

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, le PC disparut purement et simplement en Irlande du Sud (il ne pouvait soutenir la politique de neutralité de De Valera et n'avait pas les moyens de mener une campagne pour que l'Irlande entre en guerre aux côtés de l'Angleterre) et appliqua au Nord la ligne de l'« union sacrée jusqu'à la victoire ».

Ce n'est qu'après 1968 qu'il cessa d'y avoir deux partis communistes. Mais le PCI unique se prononce explicitement pour le maintien de la partition, réclamant une charte des droits et une Assemblée élue pour l'Irlande du Nord.

Comme organisation, le PCI joue un rôle extrêmement secondaire. Mais le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme en Irlande comme ailleurs est considérable. Il opère à partir des positions importantes qu'il occupe dans l'appareil syndical au Sud. Il exerce une influence au sein du mouvement républicain. Ses agents directs et des éléments liés à lui ont joué un rôle déterminant dans la scission du mouvement républicain en 1970 et dans l'évolution de plus en plus ouvertement pro-impérialiste de l'aile dite « officielle », utilisant les moyens militaires dont disposait cette aile de l'IRA pour des assassinats de militants « provisoires » et de militants « officiels » qui refusaient la nouvelle orientation d'adaptation à l'impérialisme.

Simultanément, le stalinisme n'a pu renoncer à influencer, à faire pression sur le mouvement républicain.

Ses représentants et ses sympathisants ont exercé une influence dans le mouvement — cela s'est manifesté dans les tentatives de sabotage de toute mobilisation syndicale lors de la première grève de la faim. Cela s'exprime encore plus nettement aujourd'hui, alors que l'appareil stalinien international s'engage plus ouvertement en ce qui concerne l'Irlande. De fait, la politique pratiquée par la direction du mouvement républicain au moment de la mort de Bobby Sands tend à correspondre à la demande faite par le PC irlandais qu'un cessez-le-feu soit observé pour permettre une large mobilisation pacifique.

A l'origine de ce tournant, il y a la manifestation de masse à Derry contre laquelle l'armée britannique ouvre le feu, tuant 13 manifestants, et la mobilisation de caractère révolutionnaire qui s'ensuit dans toute l'Irlande.

Dans toute l'Irlande, ce n'est pas seulement à Belfast et à Derry, mais à Dublin que les masses se mobilisent. A Dublin, à l'appel du Trade-Unions Council (l'Union des syndicats de Dublin), plus de cinquante mille manifestants marchent sur l'ambassade anglaise et la brûlent de fond en comble.

Londres réagit en dissolvant Stormont (le Parlement d'Irlande du Nord), en imposant le « direct rule », accorde

« sans le dire le « statut politique » aux prisonniers républicains (institution d'une « catégorie spéciale »), déclare qu'il faut envisager une solution politique en Irlande du Nord (une répartition du pouvoir entre les communautés).

On ira jusqu'à l'acceptation d'une trêve militaire avec l'IRA provisoire et des négociations seront entamées.

Il ne s'agit pas, en soulignant cette réalité, de dévaluer l'importance de la lutte armée, mais simplement de rappeler qu'elle ne peut être efficace que comme expression d'une politique dont l'axe est la mobilisation révolutionnaire des masses pour la satisfaction des revendications nationales, démocratiques et sociales. La lutte armée ne peut se substituer à l'action des masses. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne l'ait pas nourrie.

Après le rétablissement du contrôle britannique, par l'envoi massif de troupes sur les secteurs insurgés, l'action de guérilla de l'IRA provisoire a été un facteur de cette mobilisation ; la scission du mouvement républicain, le maintien par une organisation qui s'affirmait dans la réalité du combat contre l'impérialisme, des objectifs de la lutte du peuple d'Irlande a été un facteur indispensable de la poursuite de l'action des masses elles-mêmes, malgré la répression.

Mais c'est précisément dans les conditions créées par la mobilisation des masses — incluant l'action militaire contre les forces impérialistes — que la direction nationaliste petite-bourgeoise manifeste ses limitations. Non seulement la direction du mouvement républicain a été incapable de capitaliser politiquement l'attraction qu'il exerçait au Nord comme au Sud, mais, n'ouvrant aucune perspective, il s'enlisa dans les « négociations » pendant lesquelles l'impérialisme reprit souffle et prépara une nouvelle offensive militaire (l'opération Motorman).

Cependant, si l'on examine la situation qui se développe entre 1972 et 1976, il faut conclure que les relatifs succès militaires britanniques (en termes de répression, de contrôle, etc.) s'accompagnent de la poursuite de la désagrégation de l'ordre établi au Nord, entamé par le soulèvement de 1968-1969 et son prolongement en 1972.

Les tentatives britanniques de construire une nouvelle façade à leur domination en Irlande du Nord (la recherche d'une « solution politique ») par la mise en place d'un « exécutif » représentatif des deux communautés — c'est-à-dire plus précisément de donner une plus grande responsabilité à la bourgeoisie catholique du Nord — ont échoué. Elles se sont heurtées au peu de représentativité des « représentants » de la « communauté catholique », mais surtout à la crise profonde de toutes les forces politiques incarnant la « suprématie » protestante (crise du parti unioniste, montée des « extrémistes »). La grève générale « protestante » de 1974 sonne le glas de l'exécutif mis en place par le gouvernement conservateur.

Sur cette toile de fond, la résistance des masses catholiques continue et trouve l'une de ses expressions dans la

## Problèmes de la lutte révolutionnaire des masses...

(suite de la page 7)

poursuite de la résistance armée, dans le développement de l'IRA provisoire et du mouvement républicain.

Cette résistance est une composante — et en même temps elle s'y appuie — du mouvement du prolétariat irlandais dans son ensemble. Les élections de

1977 sont marquées au Sud par la défaite du gouvernement de coalition entre le parti le plus réactionnaire de la bourgeoisie irlandaise (Fine Gael, dont les origines historiques se trouvent dans l'aile qui accepte la partition) et le Labour Party d'Irlande. Le parti bourgeois qui se réclame de la tradition nationaliste — Fianna Fail, le parti de Eamon de Valera — arrive au pouvoir.



La répression de l'impérialisme anglais contre le peuple irlandais.

### V. La « criminalisation » des détenus

La politique de « criminalisation » des détenus nationalistes irlandais est une réaction de l'impérialisme britannique confronté à la continuation et à l'approfondissement de la lutte nationale et au renforcement de l'influence du mouvement républicain.

La crise et le processus de mobilisation qu'ont entraînés cette politique sont le produit de l'extraordinaire résistance collective des prisonniers eux-mêmes (la « grève de la couverture »), de l'action politique du mouvement républicain mettant ce problème au premier plan, s'appuyant sur l'accentuation de la crise au Sud comme au Nord.

De 1977 à 1980, on a abouti à une situation dans laquelle la revendication du rétablissement du « statut politique » a concentré tous les problèmes politiques essentiels, y compris ceux de l'évolution du mouvement républicain, des conflits en son sein.

Rappelons que le gouvernement britannique avait concédé le statut politique (« statut de catégorie spéciale ») en 1972. La progression de ceux qui, arrêtés, bénéficient de ce « statut spécial » est révélatrice : ils sont 120 en 1972, 1 000 en 1974 et 1 500 en 1976. Progression qui indique l'intensité de la répression mais aussi de l'activité de l'IRA et du mouvement républicain, qui marque un recrutement du mouvement républicain, un renouvellement de ses effectifs.

Le mouvement républicain n'étant pas qu'un mouvement militaire, le « statut politique » a permis à la fraction de ce mouvement qui est emprisonnée de continuer à jouer un rôle politique.

La décision de suppression du statut politique prise en 1976 par le gouvernement de Callaghan correspond aux besoins de l'impérialisme anglais, sous divers angles :

a- à une étape où n'apparaît aucune possibilité d'imposer une « solution politique » du type de celles tentées en 1973-1974, l'impérialisme va chercher à briser la colonne vertébrale du mouvement républicain par la transformation des conditions de répression. Plus généralement, la « criminalisation » des détenus, c'est la « criminalisation » de la lutte nationale et de son expression au Nord. La guerre d'attente que mènent les troupes britanniques peut alors être présentée comme une opération de police contre des terroristes irréductibles qui ne représenteraient même pas — selon les autorités anglaises — la fraction de la population catholique qui voudrait l'union du Nord avec le reste de l'Irlande. Position qui s'appuiera au Sud, à partir de 1977, sur l'existence d'un gouvernement se réclamant du nationalisme, se prononçant à terme pour une solution « unitaire », et qui pourtant met l'IRA hors la loi et coopère avec le gouvernement britannique.

b- la politique de « criminalisation » répond aux exigences des politiciens protestants à qui l'impérialisme britannique doit faire des concessions — même si elles lui compliquent sa tâche — pour éviter que ne se disloque encore plus le dispositif de sa domination.

La politique de « criminalisation » aurait pu être menée à son terme malgré les protestations et même malgré la recrudescence de l'activité militaire de l'IRA. Mais elle se heurte à une résistance collective des prisonniers : refus de porter l'uniforme pénitentiaire, refus de travailler, de coopérer. La tentative

des autorités pénitentiaires de briser cette résistance par tous les moyens a conduit à la situation que l'on connaît et a fait des Blocs H, internationalement, un symbole de l'oppression et de la torture.

Mais la situation faite aux prisonniers n'est pas seulement un élément qui met en question, à l'échelle mondiale, l'« image » démocratique de l'Angleterre, elle est un facteur direct de mobilisation des masses au Sud comme au Nord. Elle place dans une situation difficile le gouvernement déjà instable de Haughey.

Ainsi, la situation du gouvernement britannique est elle-même contradictoire. Nier toute « légitimité » à l'IRA est un élément nécessaire de la tentative de trouver une solution « irlandaise » au problème (ébauche d'un projet de « confédération », Irlande du Sud, Irlande du Nord Angleterre, discussions bi-latérales Haughey-Thatcher), mais les conséquences, du fait de la résistance des prisonniers et de la mobilisation des travailleurs, remettent en cause cette construction.

L'impérialisme américain, l'Eglise font pression pour un compromis.

### VI. La première grève de la faim et les éléments de crise au sein du mouvement républicain

Au moment où commence la grève de la faim de sept prisonniers de Long Kesh se tient un congrès du mouvement républicain (Sinn-Fein). Le congrès soutient l'action des prisonniers, en fait le centre de son activité politique au travers du Comité national contre les Blocs H (où Bernadette Devlin a également un rôle important et auquel participent les militants de la LWR). Mais il est incapable de donner des consignes d'action précises et révèle la totale inefficacité de l'organisation au Sud (il apparaît clairement que des éléments proches du stalinisme sont parmi les responsables de l'organisation au Sud, notamment certains d'eux qui s'occupent du « travail syndical » du Sinn-Fein).

Mais le plus important — et le lien avec la suite des événements est évident — c'est que ce congrès escamote la question centrale qui était à l'ordre du jour et qui centralisait le conflit entre des éléments de la vieille direction et une aile gauche composite : la question du fédéralisme.

La plate-forme officielle de l'aile politique du mouvement Sinn-Fein s'est prononcée pour une fédération des provinces d'Irlande. Cette position, qui peut donner le cadre de réaménagements, de re-négociations de la partition de l'Irlande (par le biais d'une « autonomie interne » de l'Ulster), concrétise en même temps le lien politique du mouvement nationaliste petit-bourgeois avec la bourgeoisie irlandaise.

Cette position avait été violemment attaquée par toute une fraction du mouvement, des résolutions sur ce point préparées. Or, la direction unanime décida de retirer ce point de l'ordre du jour, la discussion devant se poursuivre. Mais dès le congrès, la question du fédéralisme n'est plus mentionnée dans le journal.

L'action menée en soutien des grévistes de la faim prenait très vite une ampleur de masse dans le Nord : les pre-

Au cœur de la situation qui se développe, il y a non seulement la faillite de tout règlement politique dans le cadre de l'Irlande du Nord, il y a la profondeur de la crise sociale et politique en Irlande du Sud, la mise en mouvement à une échelle inégalée depuis les années 1920 du prolétariat irlandais.

La chute du gouvernement réactionnaire de coalition dirigé par Fine Gael a abouti à la mise en place du gouvernement Haughey dont le parti a gagné les élections en combinant son prestige de nationaliste avec des promesses sur le terrain social qu'il est incapable de tenir.

1979 voit l'Irlande du Sud, malgré l'opposition des appareils syndicaux, paralysée par une grève générale de fait, et Dublin connaîtra une manifestation de 200 000 travailleurs (l'équivalent serait à Paris ou à Londres de 2 millions) contre la politique fiscale du gouvernement visant à imposer lourdement la classe ouvrière.

C'est par rapport à l'ensemble de ces éléments qu'il faut apprécier la grève de la faim d'octobre-décembre 1980 et les problèmes qui se sont alors posés au mouvement républicain.

mières manifestations à Belfast qui rassemblaient des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes rappelaient par leur intensité et leur combativité celle de 1968-1969.

Mais le fait le plus important se produisit à Derry où, le 12 novembre, la ville fut paralysée par une grève générale appelée par le Comité contre les Blocs H de Derry. La question de la grève générale dans toute l'Irlande pour faire céder Thatcher se posait ainsi dans les faits.

Les militants trotskystes de la LWR ont mené une lutte conséquente pour la grève générale. D'une part en donnant vie, malgré le sabotage des éléments staliens et la « neutralité » de la direction du Sinn-Fein, à un comité syndical contre les Blocs H. D'autre part en étant à la tête des débrayages et des mouvements se produisant dans le Sud (dans le bâtiment, à Dublin, à Drogheda, à Dundalk, à Waterford, à Sligo).

Mais la direction du mouvement républicain a refusé de faire sien le combat pour la grève générale. Cela ne tient pas essentiellement à sa crainte de ne pas contrôler un mouvement qui se développerait sur un terrain qui ne serait pas le sien (celui de l'action spécifique de la classe ouvrière), mais au refus d'affronter le gouvernement bourgeois du Sud contre qui, inévitablement, se tournerait la grève générale à l'échelle nationale.

Le degré atteint par la mobilisation des masses, les risques d'explosion, les pressions internationales contraignant le gouvernement britannique à manœuvrer pour gagner du temps.

Tout en refusant le « statut politique » (mais il avait eu la même attitude en 1972), il proposa des modifications du régime pénitentiaire qui constituaient des concessions majeures (sur le port de l'uniforme, le travail pénitentiaire) et une base de compromis. Ce

compromis représentait un succès politique incontestable pour les prisonniers et les masses irlandaises, un appel au développement de l'action contre l'impérialisme.

C'est pourquoi l'impérialisme anglais devait ensuite renier ses promesses, se

### VII. La seconde grève de la faim : crise de la direction républicaine

Dans l'intervalle qui sépare la fin de la première grève de la faim du 1<sup>er</sup> mars, lorsque Bobby Sands commence la sienne, la direction du mouvement républicain démobilise en fait le Comité national contre les Blocs H. Elle ne répond pas ainsi à la demande formulée par Bobby Sands dans le communiqué fait au nom des prisonniers politiques et soulignant que la grève de la faim des sept s'était conclue par une victoire, à savoir que seule la mobilisation des masses pouvait imposer l'application par les autorités britanniques des accords qu'elles avaient été contraintes d'accepter.

Le contenu politique de cette démobilisation est parfaitement donné par le débat sur un amendement présenté par la LWR lors de la « conférence de travail » du Comité national contre les Blocs H en janvier 1981.

La résolution présentée disait que « dans le cas où les prisonniers seraient contraints de recourir à nouveau à une grève de la faim, le comité national devrait s'engager dans une campagne nationale dont l'objectif avoué serait de rendre l'Etat des six comtés (c'est-à-dire l'Irlande du Nord) ingouvernable ».

L'amendement précisait que la campagne devait aussi viser à « rendre les 26 comtés (c'est-à-dire l'Irlande du Sud) ingouvernable ». Cet amendement fut adopté car les représentants de la direction républicaine n'osèrent pas s'y opposer ouvertement — laissant ce rôle à Peoples Democracy — car il ne faisait que reprendre la position traditionnelle du mouvement républicain.

Mais le fait que cette position n'était pas contenue dans la résolution initiale et qu'aucune initiative pratique n'a depuis traduit la résolution dans les faits démontre précisément un processus d'abandon de la part de fractions du mouvement républicain des positions les plus fondamentales justifiant son existence.

Comme les camarades de la LWR le soulignèrent alors, l'Etat du Nord est déjà « ingouvernable », rendre « ingouvernable » l'Etat du Sud c'est déstabiliser la clé de voûte de tout le système de la partition, impossible à maintenir sans la caution de l'Irlande indépendante.

Encore une fois, la lutte des classes faisait resurgir dans la nouvelle phase de la lutte des classes internationale et de son expression en Irlande les problèmes non réglés sur lesquels le nationalisme bourgeois avait fait faillite. Et la direction petite-bourgeoise du mouvement républicain se montrait incapable de les surmonter. Ils se sont cristallisés momentanément sur la question du statut politique, de la défense des prisonniers ; mais ce sont toutes les questions de principes liées à la lutte pour l'indépendance nationale qui se sont révélées.

refuser à appliquer les mesures qu'il avait proposées.

C'est alors que — contre l'avis explicite de la direction du mouvement républicain — les prisonniers s'engageaient dans une nouvelle grève de la faim dont on connaît la conclusion tragique actuelle.

Pendant tout le mois de mars, malgré la combativité manifestée au Nord et exprimée dès le 1<sup>er</sup> mars, la direction du mouvement républicain n'a pas impulsé, ni en tant que telle ni au travers du Comité national contre les Blocs H, une véritable mobilisation dans toute l'Irlande, paralysant par là même le développement d'une campagne internationale et jouant comme un facteur — ce qui n'ôte rien aux criminelles responsabilités de toute la direction du Labour Party — facilitant l'expulsion du prolétariat anglais par ses directions de ce combat.

La seule initiative politique — d'importance considérable — fut la décision de présenter Bobby Sands à l'élection partielle de Fermanagh.

L'élection de Bobby Sands marque un tournant dans la campagne, dans le combat pour la défense des prisonniers mais plus que cela elle est un échec politique majeur pour l'impérialisme anglais et pour tous ceux qui sont associés à sa domination : elle révèle la vérité des rapports politiques en Irlande du Nord et dans toute l'Irlande, la puissance du mouvement des masses. Elle a un écho immédiat considérable dans toute l'Irlande.

Mais l'exploitation politique de ce succès implique la centralisation de tous les efforts pour que s'exprime, dans la lutte pour sauver Bobby Sands, l'unité du peuple irlandais dans toute l'Irlande.

La décision de Thatcher de condamner à mort Bobby Sands, claire dès les premiers jours qui suivirent son élection, et la force de la mobilisation qu'a suscité son élection reposent la question de la grève générale comme nécessité immédiate.

Mais elle est directement liée à l'ouverture d'une perspective politique. Le gouvernement Haughey, parce qu'il apparaît comme un gouvernement « national », y compris pour les catholiques de l'Irlande du Nord, a une responsabilité essentielle. Tout doit se concentrer sur lui : que Haughey rompe les relations avec Londres, qu'il expulse l'ambassadeur de l'assassin Thatcher. Exigence d'autant plus brûlante et mobilisatrice que Haughey est engagé dans des négociations avec Thatcher sur l'avenir de l'Irlande, qu'il fait savoir qu'il est en faveur d'une solution en ce qui concerne les Blocs H...

C'est d'ailleurs cette responsabilité de Haughey que Bobby Sands met au premier plan dans l'une de ses dernières déclarations politiques, en date du 25 avril, quand il stigmatise son rôle en ce qui concerne la délégation de la commission des droits de l'homme de l'Assemblée européenne.

Mais les déclarations de principe de la direction du mouvement républicain sur ce sujet ne seront pas suivies d'effets. Au contraire, au Sud, toute tentative de

**Bernadette Devlin :**

### Ni grèves, ni lutte armée

Dans une très récente interview à *L'Humanité*, Bernadette Devlin déclare : « Si nous n'avons pas l'appui du mouvement ouvrier pour que la justice, les droits de l'homme et les principes élémentaires soient aussi respectés en Irlande du Nord, alors il faut voir la réalité en face : nous resterons seuls contre le plus ancien impérialisme de l'histoire. Cela ne signifierait pas que nous serions vaincus. Mais nous n'aurions pas d'autre moyen de lutte que nos mains nues. Pour ce qui est de la lutte violente, nous sommes numériquement beaucoup moins nombreux et nous sommes massivement dépassés par l'armement. L'armée britannique, la police, l'Ulster Defence Association, toutes les forces de sécurité, les groupes paramilitaires loyalistes sont armés jusqu'aux dents... Nous n'avons pratiquement plus d'armes légalement détenues. Parler dans ces conditions d'un conflit armé ou d'une guerre civile n'a pas de sens, puisque ce serait pour nous un génocide. Notre problème ici, c'est que nous n'avons pas de force dans la mesure où nos ouvriers n'ont pas de travail. Nous avons des chômeurs et donc peu de possibilité de faire des grèves. » (Bernadette Devlin - interview à *L'Humanité*, 6 mai 1981).

Nord, elle prend la forme d'une mobilisation intense et partiellement spontanée de la population nationaliste contre l'occupant et ses supplétifs.

Les conséquences de cette orientation culmineront lors de la mort de Bobby Sands.

Celle-ci provoque une formidable explosion de colère dans le Nord mais aussi dans le Sud. Mais il s'agit de plus que de la colère : malgré la répression, la violence des forces de répression, malgré le sentiment d'impasse que donne la politique de la direction du mouvement républicain, c'est tout un peuple qui se dresse. Les rapports politiques que transcrivait l'élection de Bobby Sands se matérialisent dans la situation qui existe à Belfast et à Derry les 4 et 5 mai : paralysie de toute activité industrielle et commerciale dans les secteurs catholiques, situation semi-insurrectionnelle, affrontements permanents avec l'armée et extraordinaire rassemblement pour les funérailles de Bobby Sands (100 000 manifestants à Belfast).

Comme en 1972, et malgré l'attitude des directions syndicales et l'obstacle constitué par la politique de la direction républicaine, l'unité de lutte du prolétariat et des masses exploitées et opprimées tend à se réaliser du Nord au Sud à partir de l'activité de la classe ouvrière.

A Dublin, les transports sont partiellement paralysés, et surtout, dans plusieurs villes du Sud, c'est une situation de grève généralisée, avec des manifestations extrêmement nombreuses, et de grève générale (Drogheda). Les 4 000 ouvriers rassemblés à Drogheda votent une résolution qui met à l'ordre du jour la grève générale de toute l'Irlande.

A cette extraordinaire mobilisation répond une politique de démobilisation. Au nom du fait que des émeutes désorganisées et des actions de violence spontanées ne font que faciliter la provocation britannique, la seule consigne qui sera donnée aux foules immenses dressées dans le Nord c'est de rester calmes, tandis que dans le Sud pas la moindre proposition n'est faite quant à la continuation de l'action.

La justification de cette attitude est donnée par Bernadette Devlin dans son interview à *L'Humanité* du 6 mai (cf. annexe). Le trait le plus caractéristique de cette interview c'est qu'elle place la question de la mobilisation des masses dans le seul cadre de l'Irlande du Nord. L'Irlande est évacuée, et dans cette mesure les catholiques ne forment qu'un ghetto voué à l'écrasement.

Avec sans doute un temps d'avance, Bernadette Devlin explicite ainsi les conséquences de la politique du mouvement républicain.

Le refus de poser la question d'une action de caractère révolutionnaire au Sud ne peut que conduire à la défaite au Nord, quelle que soit l'efficacité militaire de l'IRA. L'action armée ne peut être que l'expression d'une politique. Mobiliser tout le prolétariat d'Irlande, toutes les masses opprimées contre l'impérialisme, implique ouvrir la perspective d'une lutte conséquente contre le régime existant au Sud (ce qui n'équivaut pas à identifier le Nord et le Sud, ni à lancer des mots d'ordre insurrectionnels, mais à mobiliser par tous les moyens, y compris la grève générale, pour imposer à Haughey l'expulsion de l'ambassadeur et la rupture des relations avec Londres).

C'est d'abord par rapport à cette question que la direction petite-bourgeoise du mouvement républicain s'est orientée vers une capitulation dont le refus de mobiliser sur tous les plans les masses dressées contre le meurtrier de Bobby Sands et de ses camarades est une première expression.

Par elle-même, la férocité de la répression — dans les conditions nationales et internationales existantes — n'assure aucune nouvelle période de stabilité à la domination britannique, même si aujourd'hui les masses du Nord sont exposées aux coups.

Ce qui est certain — sans que ni les formes ni les rythmes n'en soient définis — c'est que le mouvement républicain par lequel est largement passé, dans la dernière période, l'expression politique de la radicalisation de la classe ouvrière irlandaise ne peut que connaître une crise profonde.

la défense de ses revendications, contre les plans des gouvernements bourgeois qui procèdent des nécessités générales auxquelles toutes les bourgeoisies sont confrontées mais aussi de leur soumission à l'impérialisme anglais, et dans le fait que la lutte contre l'oppression nationale occupe une place grandissante dans l'action et la conscience des travailleurs du Sud, au travers de la solidarité avec les combattants du Nord, de l'appui au mouvement républicain.

3.- La traduction politique de la radicalisation du prolétariat dans toute l'Irlande avait inévitablement comme axe la question nationale, la lutte pour l'unité du pays. S'affirmant comme l'un des défenseurs les plus acharnés des institutions de l'Etat du Sud, se liant à la politique de répression contre le mouvement républicain, se subordonnant à la partition, le parti social-démocrate (le Labour Party) était incapable de capitaliser même partiellement cette radicalisation. Dans ces conditions, la radicalisation de la classe ouvrière est passée politiquement par le renforcement du mouvement républicain, même si les méthodes de la direction nationaliste petite-bourgeoise font qu'il ne se traduit pas par un recrutement massif au Sud.

Cette réalité se transcrit dans le développement d'éléments de différenciation au sein du mouvement républicain, exprimés en particulier par la discussion sur le « fédéralisme » bloquée pour le moment par la direction du mouvement républicain.

Y compris dans les organisations syndicales, c'est la question nationale qui est posée à partir de la nécessité de se déterminer pour ou contre la défense des militants républicains face à la division du mouvement syndical entre le Nord et le Sud, matérialisée par l'existence d'un « Northern Committee of the Irish Congress of Trade Unions », agent direct de la collaboration avec l'impérialisme.

Les tous derniers événements au Sud, après l'assassinat de Bobby Sands, même s'ils ne présentent pas un caractère spectaculaire, sont l'indice de la profondeur de cette radicalisation politique.

4.- Cette radicalisation n'est pas séparable de l'action de l'ensemble du

prolétariat irlandais contre sa bourgeoisie, du niveau atteint par sa mobilisation dans ces dernières années.

La grève générale de mars 1979 au Sud, la crise aiguë dans toute l'Irlande qui atteint un point extrême à partir du combat pour le rétablissement du « statut politique » indiquent que toute l'Irlande est entrée dans une situation pré-révolutionnaire.

L'impérialisme anglais est dans une impasse. Accepter la remise en cause de sa domination, compte tenu du caractère particulier des liens organiques qui sont la marque de sa domination en Irlande du Nord, c'est précipiter une crise explosive. Laisser les choses en état conduit à terme à la même crise.

L'impérialisme anglais ne peut plus tenter de régler le problème seul. Les négociations engagées avec le gouvernement de Haughey dans le but de donner une « dimension irlandaise » au problème de l'Irlande du Nord ont la caution de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin.

Les pressions les plus fortes s'exercent sur la direction du mouvement républicain. Comme toujours dans une situation de ce type, la démarche d'éléments d'une direction nationaliste petite-bourgeoise n'est pas prioritairement l'organisation de l'action des masses, mais la tentative d'apparaître comme interlocuteurs valables, garants d'une « solution négociée » réaménageant les formes de la division de l'Irlande. Le terrain « théorique » d'une telle tentative étant donné par les positions fédéralistes qui sont officiellement celles du Sinn-Fein, l'aile politique du mouvement républicain.

Mais ce que l'impérialisme britannique peut et veut concéder à cette étape ne saurait correspondre à une « solution politique » dont le mouvement républicain pourrait prendre la responsabilité sans éclater. C'est sur cette réalité que s'appuie le stalinisme et les éléments dont l'intervention vise à la destruction de toute perspective révolutionnaire pour le mouvement républicain.

5.- La situation de crise souligne les limites que le nationalisme petite-bourgeois ne peut dépasser. Son lien avec la bourgeoisie nationale n'est pas

### Les élections au Sud :

## Que les prisonniers soient candidats ! Pour la rupture avec l'empire britannique !

Les quatre premiers grévistes de la faim sont morts, assassinés par l'impérialisme britannique, qui s'est toujours refusé à les reconnaître comme des prisonniers politiques.

Cette analyse révèle la plus grande compréhension, tant de la part des masses que de la part des prisonniers, du fait que la campagne se trouve confrontée à de sérieux problèmes.

Les funérailles des prisonniers ont connu une participation énorme, de 50 000 à 100 000 personnes. Chaque enterrement a été accompagné par des grèves sporadiques et dispersées qui allèrent en déclinant, à mesure que les prisonniers mouraient. Mais ces funérailles étaient les seules mobilisations auxquelles appelait le *National H-Block Committee*, contrôlé par le mouvement républicain. Malgré le malaise croissant parmi les militants de la campagne, la première manifestation nationale depuis la mort de Bobby Sands ne fut convoquée que le samedi 30 mai à Dublin, c'est-à-dire trois semaines après la mort de Bobby Sands, et après la mort également des trois autres prisonniers. Au moment où nous écrivons cet article, deux jours avant cette manifestation, ni les mots d'ordre ni les objectifs de la manifestation n'apparaissent clairement, alors que des centaines de militants et combattants exigent une manifestation de masse devant l'ambassade britannique.

Cependant, la grève de la faim continue et la crise politique en Irlande aussi. Le Premier ministre du Sud, M. Haughey, a convoqué des élections générales pour le 11 juin. La question qui se pose immédiatement, c'est la position du *National H-Block Committee* et du mouvement républicain. Dix jours après la convocation, ni l'un ni l'autre n'avait pris position sur les élections.

Le mouvement républicain et sa branche politique, le *Sinn Fein*, ont toujours adopté une position de non-reconnaissance des institutions de l'Etat du Sud, y compris son Parlement. Cela ne signifie pas qu'occasionnellement ils ne présentent pas des candidats — comme ce fut le cas de Bobby Sands pour le Parlement anglais. Ces candidats, quand ils sont élus, ne siègent pas.

Le retard pris par le *Sinn Fein* pour prendre une décision signifie indéniablement que de profondes divergences existent au sein de cette organisation sur la position à adopter. Quelques branches du *Sinn Fein* proposent que les prisonniers se présentent aux élections.

La *League for a Workers Republic*, section de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international), a dit qu'elle soutiendrait tout prisonnier qui se présenterait aux élections, ou tout candidat qui, dans sa plate-forme, défendrait la revendication des prisonniers, s'opposerait à la discussion entre Haughey et Margaret Thatcher, et exigerait la rupture avec l'Empire britannique et l'expulsion de son ambassadeur. La LWR appelle à présenter dans chaque circonscription des candidats contre le gouvernement. Dans son appel, la LWR déclare que ce qui est en jeu dans ces élections, c'est la question de l'unité de l'Irlande. La LWR appelle également tous les candidats élus sur la base de cette plate-forme à ne pas siéger au Parlement du Sud, instrument central de la division de l'Irlande, et à ne se présenter au Parlement que lorsque se réunira l'assemblée nationale des 32 comtés de tout le pays.

Cette position a également été adoptée par la conférence du comité syndical du *National H-Block Committee*, le 24 mai dernier. La conférence a aussi exigé la convocation d'une manifestation devant l'ambassade britannique.

Chris Connor.

### VIII. Conclusions

1.- Depuis 1968 — et en particulier depuis 1972 —, l'impérialisme britannique a été et reste incapable d'assurer la moindre stabilité politique à sa domination directe au Nord. Avec des variations dans l'intensité, c'est une situation de guerre qui s'y est maintenue.

L'action militaire de l'IRA a été un facteur de la mobilisation des masses et de leur résistance. Mais c'est le mouvement des masses elles-mêmes qui a constitué le facteur déterminant dans la faillite de l'impérialisme à « rétablir l'ordre » et à imposer une solution politique conforme à ses intérêts, qui a permis le développement de l'IRA et du mouvement républicain.

L'approfondissement de la lutte s'est soldée au Nord par un renforcement du mouvement républicain, par le fait que les travailleurs catholiques se tournent vers la seule organisation qui a poursuivi la lutte pour leurs aspirations nationales et qui s'est engagée dans un combat effectif avec l'impérialisme. Dans le Nord, le recrutement de l'IRA s'est modifié au cours des années : il est devenu de plus en plus jeune et prolétarien.

Cette dernière constatation ne modifie en rien l'appréciation de la nature de l'IRA donnée par sa direction et son programme : mouvement nationaliste petit-bourgeois qui ne peut être un substitut à la construction, dans toute l'Irlande, d'un parti prolétarien révolutionnaire (la section irlandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), ni se transcrire en un tel parti.

2.- Cette situation — l'incapacité de l'impérialisme face à la mobilisation révolutionnaire des masses opprimées à assurer la stabilité de sa domination — affecte directement toute l'Irlande. C'est la partition qu'elle remet en cause. Dans cette mesure, avec plus de netteté que jamais, la clé de voûte politique du système préservant la domination impérialiste sur toute l'Irlande et son occupation de l'Irlande du Nord est l'Etat bourgeois semi-colonial du Sud.

La marche du prolétariat au Sud n'est pas séparable de la situation au Nord. La radicalisation de la classe ouvrière irlandaise s'est exprimée à la fois dans de grandes mobilisations de classe pour

idéologique. Il est en fait, malgré les proclamations, dans l'acceptation de l'Etat d'Irlande du Sud et de ses institutions comme une réalisation « partielle » des aspirations nationales et démocratiques du peuple irlandais et non comme un obstacle — l'obstacle politique principal — à la réalisation de ces aspirations.

C'est ce qui s'est exprimé dans le refus du mouvement républicain d'engager ses forces dans le combat pour la grève générale lors de la première grève de la faim. Alors qu'il existait au Nord, au sein de la population catholique, une situation semi-insurrectionnelle, la grève générale était avant tout la grève générale au Sud. C'est-à-dire une mobilisation, ordonnée par l'action propre du prolétariat, contre le gouvernement de Haughey, défenseur de l'impérialisme.

C'est cette politique qui a amené à la situation actuelle où le refus d'engager dans les faits la lutte contre le gouvernement Haughey (sous les mots d'ordre « Chasser l'ambassadeur de Thatcher ! Rupture des négociations, grève générale pour l'imposer ! ») a conduit à une politique permettant à l'impérialisme anglais de poursuivre ses crimes.

6.- Il faut distinguer la politique, les oscillations, les contradictions d'une direction nationaliste petite-bourgeoise et l'action contre-révolutionnaire déléguée, celles que soient les formes qu'elle prenne, du stalinisme.

Les positions officielles publiques de l'agence de la bureaucratie du Kremlin en Irlande (le PC irlandais) sont ouvertement des positions d'acceptation de la partition, de soumission à l'impérialisme, fondamentalement contradictoires avec les bases politiques du mouvement nationaliste depuis son origine.

Sans vouloir forcer la comparaison — compte tenu de la faiblesse comme organisation de l'agence contre-révolutionnaire du Kremlin — il y a là un élément comparable à la situation existant au Salvador du point de vue du rôle contre-révolutionnaire précis de l'organisation stalinienne.

7.- L'action de People's Democracy, dont font partie les partisans du Secrétariat unifié et avec qui Bernadette Devlin collabore étroitement, a été essentiellement de fournir une couverture « gauche » (sous couvert d'une phraséologie « marxiste ») aux orientations les plus opportunistes qui se sont dégagées en relation avec la campagne des Blocs H.

L'interview de Bernadette Devlin à *L'Humanité* souligne ce qu'est sa politique qui équivaut à la fois à refuser la mobilisation effective des masses et la lutte armée. People's Democracy s'est opposé à une mobilisation contre Haughey et s'est contenté de lui lancer des appels.

8.- Nous sommes à un moment où s'amorce une nouvelle phase de la lutte révolutionnaire en Irlande. La situation qui vient comprendra nécessairement des tournants conjoncturels brusques, tandis que l'attitude de la direction du mouvement républicain face à l'enjeu représenté par la grève de la faim a entravé la mobilisation des masses, ce qui permet à l'impérialisme de porter des coups sévères. Après celle de Bobby Sands, les morts de Hughes, de Raymond McCreesh et de Patsy O'Hara le manifestent tragiquement.

Mais l'impérialisme britannique ne peut stabiliser la situation sans écraser les masses irlandaises. Son incapacité à prendre la moindre initiative politique limite l'efficacité de sa féroce répression et mine encore plus le précaire équilibre du gouvernement de l'Irlande du Sud, comme son complice Haughey est aujourd'hui contraint de l'admettre.

9.- La situation actuelle — sans qu'il soit possible de déterminer déjà les rythmes et les formes que prendra le développement politique — place toutes les organisations et tous les courants engagés dans la lutte anti-impérialiste à un tournant de leur activité. La phase qui s'amorce dans la lutte révolutionnaire des masses opprimées et exploitées d'Irlande sera très importante pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat irlandais, la section irlandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, la tâche de la *League for a Workers Republic* (LWR, Ligue pour une République des travailleurs), section irlandaise de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ».

Espagne

# Que partent le gouvernement et ses « chorizos » !

En Espagne, on appelle « chorizo », un gangster de petite envergure. C'est précisément à de vulgaires chorizos que le gouvernement espagnol a prétendu attribuer la prise en otage de 200 personnes dans la Banque Centrale de Barcelone. Personne ne l'a cru. Ni cette version, ni l'autre, selon laquelle seraient impliqués des anarchistes, comme essaye de le faire croire la police de Barcelone. En réalité, comme l'a déclaré José Buendía, secrétaire général de la CNT (anarchiste), José Juan Martínez Gomez, identifié au début comme étant la tête du commando, a été dénoncé depuis plus d'un an comme un indicateur de police (*El País*, 26 mai).

Le commando a agi avec une véritable discipline militaire et avançait une exigence politique : la libération de Tejero. Le gouvernement lui-même, dans un premier temps, a dénoncé la participation de membres de la garde civile. De sorte que les explications ultérieures — qui, les unes après les autres, réduisaient le nombre des membres du commando, et modifiaient de façon ridicule sa caractérisation — ont contribué à discréditer un peu plus encore le gouvernement.

Le lundi 25 mai, l'espace d'un instant, *Diario 16*, *El País*, le PSOE, et d'autres forces politiques en arrivèrent à dire : « C'en est assez ! » et à réclamer des élections pour élire un nouveau gouvernement. Un peu plus tard, ils se rétractaient. Ce qui est certain, c'est que la prise d'otages a aggravé la crise politique en Espagne, sous-jacente depuis le 23 février, date à laquelle Tejero, Armada et Milans del Bosch avaient organisé l'occupation du Parlement et la séquestration du gouvernement.

Ils ont agi comme le fer de lance du roi et des militaires franquistes. Le putsch n'a pas réussi. Le roi et les militaires ont constaté que la bourgeoisie défendait encore les formes « parlementaires » et de collaboration de classe avec les appareils stalinien et social-démocrate, qui coexistent avec les institutions franquistes. Elles leur sont

encore utiles et ils en ont notamment besoin pour leur projet d'intégration à la Communauté européenne. Mais les héritiers du pouvoir franquiste ne se sont pas rendus. Ils considèrent Tejero, et Milans del Bosch comme des « héros » et des « patriotes », même si « tactiquement », ils ont commis une erreur. Leur « erreur » consiste simplement à ne pas avoir attendu une meilleure occasion. Dès lors a commencé une puissante offensive antidémocratique. L'énorme machine répressive de la police, des militaires, des services intérieurs divers et leurs collaborateurs de Fuerza Nueva ont alimenté une succession de « mini-putschs » et de « mini-pronunciamientos » intérieurs. Ce réseau noir — qui a été révélé au grand jour à l'occasion des révélations sur le cas Yolanda (cf. encadré) — a des pouvoirs presque absolus et a organisé, en totale impunité, des opérations plus audacieuses, démontrant ainsi qu'on est loin de les décourager. L'attaque de la banque centrale de Catalogne en est un exemple. Mais il y en a d'autres.

Le 10 mai, la garde civile arrêtait à Almería, en Andalousie, trois jeunes supposés appartenir à l'ETA. Les gardes civils les ont faits monter dans une voiture, leur ont tiré dessus, leur ont coupé bras et jambes, ont mis le feu à la voiture et ont jeté leurs cadavres dans un ravin, empêchant quiconque de s'approcher.



L'attaque de la banque centrale de Barcelone : l'évacuation d'un blessé

Plus tard, il fut établi qu'il s'agissait de trois ouvriers en vacances, dont l'un d'eux était membre du Parti communiste espagnol. Il s'agit d'un assassinat à la méthode argentine.

Au début, le gouvernement a essayé de limiter l'importance de l'événement. Le ministre Roson s'est contenté de commenter : « J'ai bien peur qu'il

s'agisse d'une tragique erreur » (*El País*, 17 mai). Le PC demandait d'urgence une enquête parlementaire, mais le PSOE s'est abstenu et la majorité a voté contre.

Cependant le fait ne put pas être caché. Un juge proposa de faire un procès au lieutenant-colonel en chef de la circonscription provinciale de la garde

civile, Carlos Castillo Quero. Le crime menaçait vite d'ouvrir une crise de cabinet.

Un autre cas : l'attentat commis par le GRAPO à Madrid et qui tua un général, son chauffeur et une personne qui passait dans la rue. Le sigle GRAPO, comme l'admettent les milieux politiques et journalistiques espagnols, est une signature fantôme. Il s'agit d'une organisation terroriste qui fut infiltrée et neutralisée par la police et qu'utilisent maintenant les services de sécurité à des fins confusionnistes. C'est l'équivalent du Bataillon basque espagnol, à la seule différence qu'on essaye de donner au GRAPO une connotation de « gauche ». L'attentat du GRAPO — suivi peu après par celui qu'a revendiqué l'ETA — sert de prétexte à une intensification du climat de répression. Le PCE et le PSOE ont convoqué une manifestation populaire à la Puerta del Sol en soutien à la police et allant dans le sens d'une condamnation du terrorisme amalgamant GRAPO et ETA.

Avec cette orientation, l'appareil franquiste a obtenu non seulement que le gouvernement le protège et lui garantisse une totale impunité, mais a en plus réussi à ce que, « légalement », au niveau des Cortes, en bénéficiant du vote favorable du PSOE, du PCE et des bourgeoisies des différentes nationalités, soit mise sur pied une législation renforçant encore la répression. Le franquisme presse le citron et tire tout ce qu'il lui est possible de tirer de ce gouvernement de consensus centristes-socialistes-communistes.

En trois mois, le Premier ministre Calvo Sotelo, a fait adopter entre autres choses ces mesures : envoi des troupes en Euskadi, promulgation d'une loi « de défense de la démocratie », libération de presque toutes les personnes impliquées dans le coup d'Etat du 23 février, abandon progressif des enquêtes en cours sur des policiers et des militaires, aussi bien sur ceux qui sont responsables du Putsch que sur ceux qui ont assassiné sous la torture, à la prison de Carabanchel, le militant de l'ETA, Arregui ; arrestation de centaines de membres des coalitions basques Herri Batasuna et Euskadiko Eskerra ; expulsion de quinze députés nationalistes du Parlement de Navarre.

Entre les actions « légales » et les actions « illégales », la monarchie est en train d'attaquer les droits même à l'existence du mouvement ouvrier et populaire, complétant ainsi l'œuvre que commença le consensus au début de la « transition » de pouvoir de Franco au roi, puis aux Cortes. C'est à cette époque qu'a été signé le célèbre Pacte de la Moncloa, qui a permis de faire reposer le poids de la crise économique sur les

## Déclaration du Conseil général de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) »

### Unité pour la défense des libertés ! Unité contre les putschistes !

Deux faits d'une grande importance politique se sont produits les 23, 24 et 25 mai en Espagne : d'une part, l'attaque et la prise en otages de 200 travailleurs dans la Banque centrale de Barcelone, par un commando organisé et dirigé par des membres de la Garde civile, à l'instigation du capitaine Valiente — impliqué dans l'assaut aux Cortes du 23 février —, et muni d'un armement réglementaire. Attaque réalisée pour exiger la mise en liberté de « leurs chefs », les putschistes Tejero, Mas Torres Rojas et Sanmartín.

D'autre part, l'enquête sur l'assassinat de notre camarade Yolanda Gonzalez (militante du PST) a été rendue publique. Ainsi ont été dévoilées une partie des énormes implications de hauts dirigeants du parti fasciste Fuerza Nueva et de la police dans l'assassinat.

Ces deux faits montrent clairement d'où viennent, où sont et qui soutient les ennemis des libertés, les ennemis de la démocratie.

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) soutient l'appel lancé par nos deux organisations affiliées, PST et POSI, à toutes les organisations et partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie :

Unité pour la défense des libertés !

Unité contre les putschistes et les fomentateurs de lâches attentats, où Yolanda Gonzalez et de nombreux militants et travailleurs combattant pour la liberté, la démocratie et le socialisme, ont perdu la vie.

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) appuie et soutient le combat du PST et du POSI qui dénoncent le gouvernement et la monarchie comme protégeant les comploteurs terroristes ennemis de la liberté, de la démocratie et du socialisme.

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) estime que le PST et le POSI agissent correctement du point de vue de leur combat pour le socialisme en demandant aux dirigeants du PSOE et du PCE, aux dirigeants de l'UGT et des Commissions ouvrières de réaliser l'unité contre les centres organisateurs des putschs.

Du point de vue de la démocratie dont se réclament les dirigeants, est-il correct de refuser la constitution de commissions d'enquête et d'investigation sur les menées putschistes et terroristes de ceux qui, toujours franquistes, détiennent tous les leviers de commande de l'Etat ?

Est-il correct de continuer à défendre l'« honneur » de la Garde civile et d'appeler, comme l'a fait le PSUC (1), « la population à rendre hommage aux forces armées » ? N'est-ce pas au sein du corps des officiers franquistes que s'organisent tous les complots contre la démocratie ? N'est-ce pas la magistrature franquiste qui, au mépris des règles de justice, protège les putschistes ? Qui peut encore douter, comme le rappellent le PST et le POSI, de la disposition du gouvernement Calvo Sotelo à défendre et à couvrir les auteurs et ceux qui collaborent à la mise en place de ces complots contre la démocratie ? Qui peut encore douter que le gouvernement défend et couvre les auteurs des vils attentats perpétrés contre les militants, les jeunes et travailleurs désarmés ?

Les faits sont là.

N'est-ce pas le gouvernement de la monarchie qui déclare considérer l'assassinat par la Garde civile de trois jeunes à Almería comme une « erreur » ?

Le gouvernement de la monarchie a osé, après le coup de main contre les employés de la Banque de Barcelone par un commando identifié comme un commando de Gardes civils, tenter en vain de camoufler la responsabilité établie des corps répressifs en insinuant que les putschistes seraient un « groupe d'anarchistes et de malfaiteurs armés en tout et pour tout d'un revolver et de couteaux, à la solde de l'extrême-droite ». Aujourd'hui, le même gouvernement de la monarchie s'est vu contraint de reconnaître que ce sont les plus hautes personnalités du régime, utilisant les services d'un informateur des services de renseignement, qui ont organisé le coup de main contre la banque. Le gouvernement de la monarchie n'a-t-il pas avoué lui-même sa responsabilité en faisant échapper quinze des assaillants ? Cela n'est-il pas organisé par le gouvernement pour couvrir la Garde civile et l'aider à reconstituer de nouveaux commandos terroristes ?

Qui peut douter qu'en essayant d'impliquer la CNT, le gouvernement de la monarchie est au centre de l'organisation de provocations contre la classe ouvrière ? Voilà le travail auquel se livre le gouvernement Calvo Sotelo qui bénéficie de la confiance du roi, un gouvernement qui protège les putschistes et les assassins fascistes, un gouvernement qui établit l'état de siège contre l'Euzkadi.

Le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) soutient l'appel du PST et du POSI pour répondre à l'exigence qui monte de toute l'Espagne travailleuse et des peuples opprimés par la monarchie franquiste décomposée, pour que soit organisé le combat uni pour la dissolution de tous les corps répressifs hérités du franquisme.

Le Conseil général salue la mémoire de Yolanda Gonzalez. Il affirme sa solidarité au combat d'unité qui a obtenu la réouverture du dossier, grâce à l'appui de 80 000 travailleurs et jeunes, combat où se sont associés militants et dirigeants du PSOE, du PCE, du PST, du POSI et des organisations ouvrières et démocratiques. Le combat uni pour la démocratie et la liberté se poursuivra.

Le Conseil général affirme sa solidarité au courageux combat des organisations affiliées, PST et POSI :

— contre la monarchie et pour la république,

— pour substituer aux Cortes de la monarchie franquiste l'élection de véritables Cortes constituantes qui garantiront le droit des nationalités opprimées à la libre disposition,

— pour le socialisme.

Le 29 mai 1981

Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international)

travailleurs. Face au discrédit que ces événements ont causé au gouvernement, et face aux contradictions croissantes (par exemple, les affrontements entre le pouvoir judiciaire et le ministre Roson), certains milieux politiques bourgeois ont commencé à demander la constitution d'un nouveau gouvernement. Un secteur de l'UCD (officialiste) avance la solution d'une alliance avec le parti de l'ex-ministre Fraga, afin d'aboutir à une coalition de la « grande droite » : Eglise, Banque, grande bourgeoisie, et armée. Cela ne serait rien d'autre qu'une nouvelle UCD un peu plus ouvertement appuyée par la droite.

La gauche parlementaire pour sa part, compromise jusqu'à la moelle dans la collaboration de classes et le soutien à l'escalade répressive espère tenir jusqu'en 1982, confiante dans une victoire électorale de Felipe Gonzalez. Elle n'en aura peut-être pas le temps... L'occupation militaire du Pays Basque et l'attaque de la Banque centrale de Barcelone ont provoqué un début de réaction ouvrière et populaire.

Le 27 avril, dans le village basque d'Estella, les partis politiques se sont

réunis en une sorte d'assemblée populaire et ont décrété la grève générale contre l'occupation militaire de l'Euskadi. L'appel a été suivi par toute la population de la ville. Cette résistance avait également lieu dans les villes de Lesaka et Batzan, ouvrant ainsi la voie de la lutte des masses.

Le lundi 25 mai, la prise d'otages de la Banque centrale de Barcelone a également provoqué une riposte. Le PST et le POSI (organisations affiliées à la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ») ont appelé ensemble à une manifestation des travailleurs des banques sur la place Cibeles, face à la Banque centrale, en protestation contre les événements de Barcelone.

Les directions syndicales (Commissions ouvrières et UGT) avaient proposé des initiatives de moindre importance. L'agitation des trotskystes, qui dès le matin diffusèrent des tracts et appelèrent à la mobilisation, fit que les organisations syndicales se mirent en mouvement et appuyèrent ce rassemblement.

Le rassemblement a eu lieu à trois heures de l'après-midi, réunissant 2 500

personnes parmi lesquelles plusieurs dirigeants des Commissions ouvrières et de l'UGT. La police dispersa les manifestants et procéda même à l'arrestation de la camarade Pilar Aparicio Asparaga, travailleuse de la Santé, membre des Commissions ouvrières et du PST.

A Barcelone également, les camarades du POSI avec la CNT convoquèrent une réunion de 1 500 travailleurs. Telle est la voie de la lutte qui commence. Contre la complicité des directions conciliatrices, la mobilisation et la résistance se lèvent. L'appel à la mobilisation lancé par le PST exigeait en plus la démission du gouvernement et la convocation d'élections générales immédiates « pour un gouvernement du PSOE et du PCE qui repousse l'autorité des capitalistes, des militaires et du roi ».

Le Conseil général de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », réuni à Paris au moment où avait lieu la prise d'otages de la Banque centrale de Catalogne, a rédigé une déclaration que nous reproduisons ci-contre.

Hernan Cuello

Yolanda Gonzalez

## Le crime compromet Fuerza Nueva et la police

Yolanda Gonzalez a été assassinée pendant la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février 1980 à Madrid. Fille d'un ouvrier basque de la métallurgie, elle était étudiante en électronique et membre de la coordination étudiante qui dirigeait, au moment de son assassinat, d'importantes luttes contre les lois d'enseignement élaborées par le gouvernement.

Militante du PST depuis longtemps, elle revenait seule, cette nuit-là, d'une réunion au local central de l'organisation trotskyste. Comme elle le faisait habituellement, elle a pris plusieurs métros pour se rendre jusque chez elle. A minuit, on frappa à sa porte. Elle était seule, ses camarades n'étaient pas arrivés. A l'aube, on découvrait son cadavre sur un chemin de banlieue : une balle dans le bras, une autre dans la tête.

C'est à partir de ce moment qu'a commencé une très dure bataille pour faire toute la lumière sur ce crime dirigé contre ce puissant mouvement étudiant qui faisait ses premières armes, et contre une combattante pour le socialisme. Une première réponse a été donnée par les manifestations dans tout l'Etat espagnol qui ont regroupé des dizaines de milliers de participants et par les importantes funérailles faites à Yolanda à Madrid et à Deusto (localité basque où ses restes ont été transportés). A ces manifestations, participèrent toutes les organisations ouvrières et démocrati-

ques, ainsi que les partis nationalistes basques.

Cette mobilisation permit d'empêcher la manœuvre que le gouvernement essaya de monter après l'assassinat. La manœuvre consistait à faire passer le crime pour un règlement de comptes entre terroristes. Les assassins avait envoyé un télex dans lequel ils revendiquaient l'assassinat de Yolanda au nom du Bataillon basque espagnol et le « justifiaient » en affirmant qu'il s'agissait d'une « terroriste » de l'ETA.

La pression de la mobilisation obligea le gouvernement à changer de version... Peu de temps après, la police annonçait l'arrestation d'Emilio Hellin et d'autres personnes qui auraient été les auteurs du crime. Le premier, membre connu de Fuerza Nueva, le principal parti fasciste espagnol, déclara avoir agi sur l'ordre de Martinez Loza, chef de la sécurité de cette organisation. A l'école privée d'électronique que possède Hellin, on a découvert 24 bandes magnétiques et un ordinateur à l'aide duquel avait été émis le télex au nom du Bataillon basque espagnol. Martinez Loza ne put pas être interrogé car il venait de disparaître. Ensuite, la mobilisation perdit de sa force. Les esprits se refroidirent. L'enquête était au point mort. Les bandes magnétiques n'ont pas été transcrites. Les domiciles des assassins ou des armes avaient été découvertes n'ont pas

non plus été fouillés. Martinez Loza se présenta finalement au juge et a été laissé en liberté. Hellin changea d'avocat. Finalement, le 29 octobre, le juge Varon Cobos refermait le dossier et en changeait la couverture, ne parlant plus que d'un simple homicide. La machine franquiste étouffait ainsi l'un de ses nombreux crimes.

En décembre, le PST décida de lancer une autre campagne publique, une autre mobilisation. Avec la collaboration du POSI, il lança une pétition pour la réouverture du dossier, pour en changer la qualification et pour qu'une enquête soit ouverte sur Martinez Loza, les bandes magnétiques, l'ordinateur, etc.

La campagne n'a pas pu être menée jusqu'au bout car le 23 février éclatait le coup d'Etat de Tejero. Cependant, à cette date, 28 rassemblements avaient été organisés dans différentes villes et 80 000 signatures recueillies parmi lesquelles celles des principaux dirigeants des centrales ouvrières, des partis ouvriers, des partis nationalistes basque, catalan et galicien, d'artistes et de responsables culturels, etc.

Cette lutte obtint néanmoins un succès partiel. L'« Audiencia general » a donné l'ordre de rouvrir le dossier, d'enquêter sur les bandes magnétiques et l'ordinateur, ainsi que d'instruire sur les éléments qui permettent, ou non d'inculper Martinez Loza de Fuerza Nueva. La réouverture du dossier Yolanda Gonzalez a suscité de nombreuses révélations. Hellin, modifiant ses déclarations précédentes, affirma avoir seulement séquestré Yolanda et l'avoir remise vivante entre les mains d'un fonctionnaire de la police. Les bandes magnétiques révélèrent que leurs propriétaires faisaient partie d'un commando qui pratique l'écoute téléphonique et place des micros dans les bureaux des plus importantes personnalités de l'administration et de la Confédération espagnole des entreprises (centrale patronale unique). Une autre bande a fait entendre la voix d'une personne travaillant pour la police, qui enregistre des fiches pour elle, et qui demande, en récompense de l'information qu'elle est en train de donner, qu'on lui envoie une photographie dédicacée de Blas Pinar, président de Fuerza Nueva ».

De l'ordinateur-telex, qui émettait à la fréquence des services de sécurité, on ne peut rien obtenir : le jour où les enquêteurs se rendirent sur les lieux, il avait disparu.

La lutte pour faire toute la lumière sur l'assassinat de Yolanda Gonzalez et dénouer l'enchevêtrement criminel qui l'enferme, rend presque insignifiants les méandres de l'affaire racontée dans « Z » par Semprun. Nous n'en sommes qu'au début. Il y a encore beaucoup de révélations à obtenir de la part de Martinez Loza et des autres fascistes et policiers dénoncés par Hellin. Mais cela ne pourra être obtenu que par l'unité d'action, la mobilisation pour les libertés démocratiques et la dissolution des corps répressifs hérités du franquisme.

Hernan Cuello

## La ruine du « modèle allemand »

par Peter Weber

« Je suis très satisfait du résultat des élections. Il permet de gouverner comme il faut. La RFA reste calculable. Et c'est ce qui importe. » (Helmut Schmidt, le 5 octobre 1980, le jour des élections au Bundestag).

« Sous les yeux d'un public irrité, se déroule presque quotidiennement un nouveau scénario de crise. A Berlin, le gouvernement de la ville, le Sénat, s'effondre avec fracas, ayant fait politiquement faillite... A Hambourg, les différentes fractions du SPD se combattent à couteaux tirés ; à Wiesbaden, c'est l'escalade du conflit entre le Premier ministre Börner et la fédération de Hesse du Sud de son parti... La querelle sur les exportations d'armes, sur la politique de l'emploi et sur la politique des dettes devient de plus en plus vive... De graves dommages menacent le pays. » (Voilà ce qu'écrivit, quatre mois plus tard, le plus important quotidien bourgeois d'Allemagne, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, le 3 février 1981).

Quelques mois ont suffi pour que se désagrège l'apparence parlementaire de consolidation de la coopération entre le SPD et le parti bourgeois FDP. Les illusions sur la possibilité de sauver le statu quo ont été déchirées par la réalité de la lutte de classes. Aujourd'hui, en mai 1981, la direction du SPD se trouve en face des ruines du prétendu « modèle allemand » et subit une crise permanente du parti qui ne fait que refléter la crise de tout l'ordre existant de l'Allemagne divisée auquel se cramponne la direction du SPD, et qu'elle défend.

Cette situation, avec laquelle l'évolution vers la situation prérévolutionnaire en Allemagne atteint un nouveau stade, se prépare depuis longtemps déjà.

### La bourgeoisie allemande sous le fouet de la crise économique

L'évolution vers la crise économique qui secoue le marché mondial impérialiste frappe de plein fouet l'Allemagne qui est bien loin d'être une « île de stabilité ». Quelques données marquantes : la croissance industrielle, qui était encore de 4,5 % en 1979 et n'atteignait déjà en 1980 que 1,8 % au lieu des 2,5 % espérés, tombera définitivement en dessous de zéro en 1981. Au lieu de croître de 0,5 % comme on se le fixait encore au moment de l'entrée en fonction du troisième gouvernement Schmidt, la production industrielle baissera de 0,5 à 1 %, et cela seulement si « une série d'hypothèses optimistes se réalisent » (le ministre de l'Economie Lambsdorff). Ce que Lambsdorff entend par « hypothèses optimistes », c'est de savoir si on réussira à saigner la classe ouvrière en limitant à 3,5 % au maximum les augmentations de salaires, tandis que le nombre des chômeurs atteindra 1,4 millions. Ces directives concernant les salaires ont déjà été battues en brèche, bien que l'appareil syndical ait réussi à imposer aux métallurgistes des sacrifices de salaire, en atomisant le mouvement lors de la négociation des conventions collectives.

Le développement d'un chômage de masse se dessine déjà si les capitalistes peuvent continuer à décider en se conformant aux lois de leur profit : ces prochaines années, vont arriver sur le marché du travail les « classes d'âge à forte natalité », en même temps qu'une importante vague de rationalisation et de destruction d'emplois. L'Institut allemand de recherches économiques (DIW) à Berlin écrit dans son rapport hebdomadaire 3/81 que la croissance économique devrait être au moins de 4 % (en fait elle baisse de 0,5 à 1 %), pour faire baisser le chômage. En même temps, le DIW lance un avertissement : « La politique monétaire défendue actuellement par la banque fédérale renforce la récession et le chômage. » La

préoccupation du DIW, qui est dirigé par des sociaux-démocrates, a une raison très simple : « La conséquence prévisible, ce sont des troubles sociaux et l'instabilité politique. »

Or, c'est cependant ce qu'il n'y a pas de moyen d'éviter. Le capital allemand n'a pas d'autre choix. L'impérialisme allemand souffre d'une dépendance extrême par rapport aux exportations. A cela s'ajoute que c'est un infirme, privé d'un tiers des forces productives nationales, par l'expropriation en RDA. Le bilan qui indique le rapport entre les exportations et les importations, y compris les services, est par suite, pour le capital allemand, en un certain sens, un « thermomètre indiquant la fièvre ».

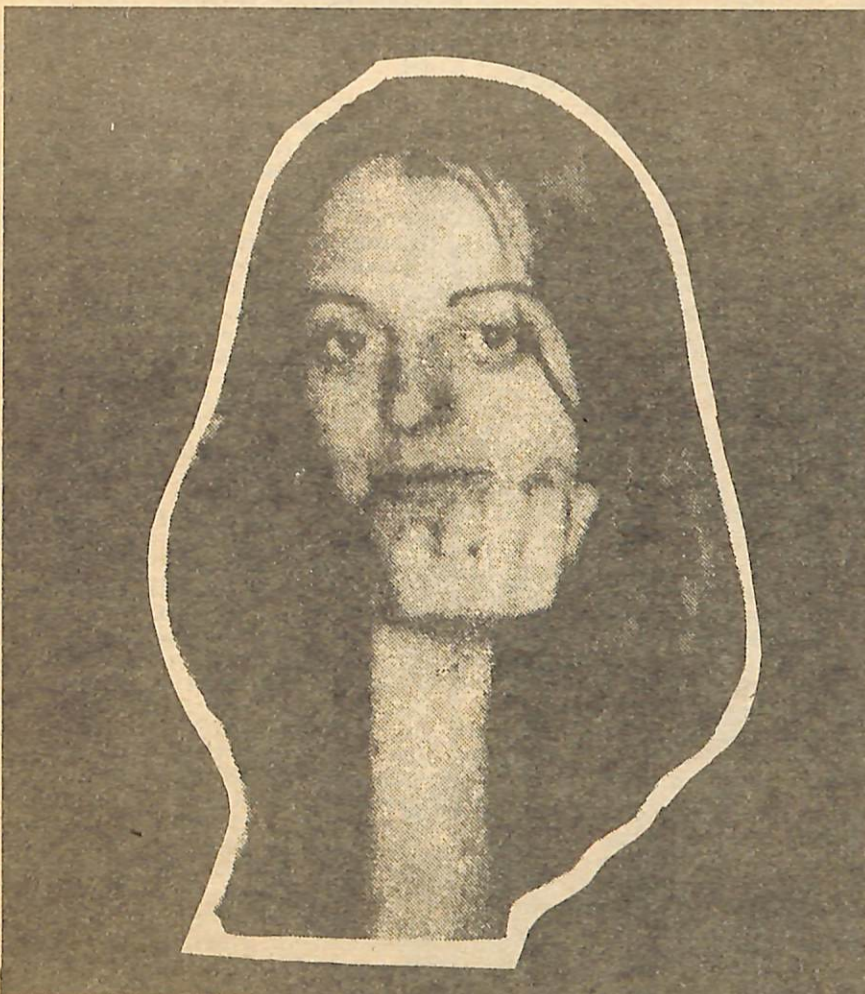
Et ce thermomètre monte vers le délire : en 1978, le bilan se soldait encore par un plus de 17,5 milliards de DM ; en 1979 déjà, il se soldait par un moins de 10,1 milliards de DM, et en 1980, c'est un moins de 28 milliards de DM — soit une augmentation de 180 % du déficit en une seule année ! C'est le déficit le plus élevé de tous les pays industriels capitalistes.

L'impérialisme allemand doit agir. Il n'y a plus de moyen d'éviter le heurt frontal avec la classe ouvrière et ses conquêtes.

### La défaite de Strauss n'a pas été surmontée

C'est pour oser ce heurt frontal que la bourgeoisie allemande a couru l'aventure de la candidature Strauss. La victoire de Strauss devait renverser le rapport de forces et arracher l'initiative des mains du prolétariat. On connaît le résultat : un désastre pour la bourgeoisie. La CDU/CSU subit sa pire défaite depuis 1949, les quartiers ouvriers ont voté SPD à plus de 50 %, les jeunes entre 18 et 21 ans à 51 %. Le SPD est devenu le premier parti dans les Länder à gouvernement CDU de Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Sarre, et dans

(suite en page 12)



Yolanda Gonzalez



Schmidt avec Reagan : la social-démocratie et l'impérialisme yankee recherchent des points de convergence



Le modèle allemand déchiré par la réalité de la lutte de classes

## La ruine du « modèle allemand »

d'importantes villes à maire CDU, comme par exemple Francfort. Les gouvernements et municipalités CDU dans ces Länder et dans ces villes ne correspondent pas au rapport de forces réel, ils sont le fruit de la politique de collaboration de classes du SPD contre laquelle des centaines de milliers de travailleurs protestent par l'abstention dans les élections aux parlements des Länder et aux conseils municipaux, tandis que, pour les mêmes raisons, des centaines de milliers de jeunes donnent leurs voix aux « verts », comme dernièrement à Francfort, ou à la « liste alternative » à Berlin. C'est uniquement à cette politique de l'appareil SPD que le FDP (le parti bourgeois « libéral » du comte Lambsdorff) doit d'avoir pu à nouveau entrer dans le gouvernement. Le mouvement des masses qui pousse à la rupture du SPD avec la bourgeoisie et qui, dans le Land le plus peuplé, la Rhénanie du Nord-Westphalie, bastion du prolétariat industriel, a imposé le gou-

vernement SPD homogène, a pu être encore une fois freiné.

Mais cela n'annule pas pour autant le rapport de forces réel ni le mouvement profond de la classe ouvrière allemande. Il en est de même pour le développement de la crise économique, l'endettement de l'Etat et l'inflation : Strauss est battu, mais les nécessités qui ont contraint la bourgeoisie à présenter sa candidature sont toujours là.

La collaboration du SPD avec le FDP donne au comte Lambsdorff les pouvoirs gouvernementaux qui lui permettent de répondre à ces nécessités : « Il nous faut travailler davantage ! Il nous faut travailler de façon plus productive ! », dit le comte Lambsdorff, et il évoque 1945 : « C'est difficile de faire comprendre aux jeunes générations quelles forces ont été présentes en ce temps-là pour faire sortir l'économie et la société du désespoir... C'est pourquoi aussi il est difficile d'expliquer la nécessité d'un effort semblable parce qu'une balance déficitaire et une perte de compétitivité sont beaucoup moins saisissables pour l'individu que des décombres et des ruines. »

La collaboration avec le comte Lambsdorff guide la plume du ministre social-démocrate des Finances, Matthöfer, quand il dresse un budget d'économies brutales contre toutes les conquêtes des masses. Pour la première fois, un social-démocrate assumant des responsabilités gouvernementales déclare que les travailleurs doivent s'accommoder du chômage massif, que le niveau de vie ne peut pas être maintenu et que les services publics, l'école et les universités doivent accepter des réductions radicales de leurs finances, pour subventionner le capital privé.

Cela réduit à néant les trois arguments les plus importants par lesquels la direction SPD a justifié pendant des décennies sa politique de collaboration de classes devant les masses : cette politique garantirait l'emploi, maintiendrait le niveau de vie et développerait les services publics.

L'expérience est là : la collaboration avec la bourgeoisie, avec le FDP au gouvernement, ne sauve pas le statu quo, mais remet en question toutes les conquêtes de la classe ouvrière allemande depuis 1945. C'est de cela qu'il s'agit quand le comte Lambsdorff évoque les « ruines et les décombres » de la Deuxième Guerre mondiale.

La conséquence n'en est pas une démolition de la classe ouvrière, au contraire : le SPD subit sa crise la plus grave depuis 1945. Car le rapport de forces est déterminé par la victoire des masses contre Strauss. La classe ouvrière et la jeunesse ont porté le SPD au gouvernement parce qu'elles voulaient ainsi entreprendre la lutte contre le diktat de la crise capitaliste. La direction du SPD ne peut pas faire oublier cela.

L'initiative politique du prolétariat reste entière. A chaque nouvelle mesure de crise du troisième gouvernement Schmidt, la lutte des masses se dresse d'autant plus résolument contre les fondements de ce gouvernement et la

source de tout le mal : contre la collaboration du SPD avec la bourgeoisie, avec le FDP au gouvernement. C'est ce problème qui a déjà marqué toute la lutte revendicative des métallos, au cours de laquelle, à côté de la revendication des 8 %, on entendait de plus en plus fort le mot d'ordre : **chassons Lambsdorff !** Ainsi, à peine six mois après les élections, se pose à nouveau le problème du gouvernement. Une nouvelle phase de la lutte de classes a commencé en Allemagne.

### La révolte des jeunes : de nouvelles luttes s'annoncent

Un mélange explosif s'accumule : les masses tendent de plus en plus à entrer en lutte contre les exigences accrues de l'impérialisme en crise, comme aussi contre la répression accrue en RDA et contre les mesures de renforcement de la frontière interne à l'Allemagne. Elles le font encore en s'orientant par rapport au SPD, qu'elles ont porté au gouvernement. La direction SPD essaie d'absorber cette pression et de bloquer des explosions sous la forme des combats de la classe ouvrière et de la jeunesse. Mais elle ne supprime pas les causes qui poussent de plus en plus résolument la classe ouvrière et la jeunesse à la lutte. La pression s'accumule. C'est le climat dans lequel se prépare en Allemagne la situation prérévolutionnaire et où toutes les institutions entrent en crise.

Dans ce climat, une partie de la pression accumulée se fraie une voie dans la révolte d'une partie de la jeunesse. Durant ces trois derniers mois, plusieurs centaines de milliers de jeunes ouvriers, apprentis, chômeurs, lycéens et étudiants ont participé à des manifestations de masses. Les occasions en étaient variées : interdiction policière d'une manifestation contre une centrale atomique, évacuation de maisons occupées par des squatters, arrestation de jeunes squatters ou de manifestants, annonce de la fermeture de 57 écoles à Hambourg...

La raison de toutes ces manifestations est la même : la jeunesse dit non au chômage massif des jeunes, aux économies imposées par le capital, à la crise du logement et à ses responsables, les spéculateurs et les capitalistes. La jeunesse dit non à la politique du SPD.

Ici, une comparaison historique s'impose : il y a 13 ans, la révolte du mouvement étudiant annonçait les luttes des masses qui chassèrent du gouvernement le principal parti de la bourgeoisie, la CDU. Ce fut la fin de la « Grande Coalition » (CDU-SPD). Cette mobilisation fut bloquée par la formation de la « Petite Coalition » (SPD-FDP) et mise dans les chaînes de la collaboration de classes de la direction SPD.

Aujourd'hui, le moment est venu où la révolte d'une partie de la jeunesse dans les quartiers ouvriers s'apprête à s'étendre aux écoles, aux centres d'apprentissage et aux universités.

Ce mouvement est une partie, devenue action, du mouvement plus profond des masses elles-mêmes, et il annonce les luttes de la classe ouvrière qui mettront en pièces la « Petite Coalition ».

## Amérique centrale

# Tout

La recherche d'une « solution politique » à la crise en Amérique centrale vient de connaître deux manifestations importantes : d'une part, la signature d'un accord de paix entre les gouvernements du Nicaragua et du Honduras, et, d'autre part, le vote par le Sénat américain d'une restriction de l'aide militaire accordée à El Salvador.

Par ailleurs, nous apprenons par l'*International Herald Tribune* du 25 mai dernier que le secrétaire d'Etat américain Haig et le chancelier allemand Schmidt ont discuté de la mise au point d'un « plan Marshall » pour les Caraïbes. Cela montrerait, en plus d'un parallélisme entre la politique social-démocrate et celle de l'impérialisme, leur intention de tenter de mettre en œuvre une solution totalement contre-révolutionnaire dans cette région du monde.

Malgré ces efforts et aussi l'étroite collaboration entre le stalinisme, le castroïsme, le sandinisme et les dirigeants de l'opposition salvadorienne — lesquels maintiennent leur volonté de négocier séparément dans chaque pays, ainsi que leur refus de constituer un front unique de lutte en Amérique centrale —, cet accord présente de grandes difficultés. En même temps que la guérilla poursuit fermement la lutte, celle du Guatemala progresse, menaçant de faire de ce pays le prochain épice de la crise centro-américaine. De plus, les forces sociales libérées par la révolution nicaraguayenne constituent une menace réelle pour la bourgeoisie et l'impérialisme, malgré le corset que leur imposent leur direction hésitante. La crise et l'insurrection se nourrissent mutuellement dans cette région, en dépit des tentatives d'accord. C'est pour cette raison que les Etats-Unis ont renforcé la répression au Guatemala et au Honduras et engagé une offensive contre la guérilla au Salvador, et ce, parallèlement aux négociations politiques.

En fait, on n'a jamais autant parlé de paix en Amérique centrale qu'au moment même où se sont intensifiés les combats à San Salvador, Tegucigalpa et à la frontière nord du Nicaragua.

### Les Etats-Unis contraints de négocier

Le 3 mai, entre 20 000 personnes (selon la police) et 100 000 (selon les organisateurs) se sont rassemblées devant le Pentagone pour protester contre l'intervention américaine au Salvador.

L'*International Herald Tribune* (5 mai) indique qu'il s'agit là de la plus importante marche contre la guerre depuis le Vietnam, et souligne qu'elle a été organisée par « des militants ouvriers, étudiants et noirs », tout en remarquant la participation de différentes organisations religieuses (tous participent au Comité de solidarité avec le peuple du Salvador, des Etats-Unis). Ce même jour, 10 000 personnes se rassemblaient à Chicago pour les mêmes raisons. Un mois auparavant, deux mille personnes s'étaient également réunies devant le siège des Nations unies à New York, avec la participation du dirigeant démocrate Ted Weiss. Ces importantes manifestations montrent bien l'impact qu'a sur le peuple américain la lutte en Amérique centrale. Ces marches et manifestations expriment à la fois la sympathie des masses, des Chicanos, des Portoricains, des Noirs pour une révolution qu'ils reconnaissent comme leur, et l'inquiétude de certains secteurs de l'impérialisme face à une crise qui, si elle s'étend, peut se transformer en une sorte de Vietnam fatal pour les Etats-Unis, du fait qu'il s'agit d'une région vitale pour leurs intérêts. Ces deux sentiments contradictoires, la solidarité révolutionnaire des larges couches exploitées et la peur des capitalistes, sont en train de donner un caractère de masse aux exigences pacifistes aux Etats-Unis. Dans ces circonstances, l'administration Reagan se voit obligée de négocier tout en adoptant des mesures de chantage et de violente répression. Ainsi, alors qu'une large majorité de sénateurs républicains et démocrates

(suite de la page 11)

## Berlin

### La crise de la social-démocratie

Le 10 mai est passé, les nouvelles élections au Parlement de Berlin ont eu lieu. Le résultat, par rapport à 1975 : le SPD perd 100 000 voix. Le nombre des abstentions a augmenté de 45 000. La « liste alternative », formation petite-bourgeoise, prend surtout les voix de la jeunesse hostile à la collaboration du SPD avec la bourgeoisie et à sa soumission au diktat du capital et de la bureaucratie, et recueille 90 000 voix. Le SEW (le parti stalinien : comme pour l'idéologie stalinienne Berlin-Ouest représente une « unité politique autonome », le DKP — Parti communiste allemand — y est remplacé par le SEW — Parti socialiste unifié de Berlin-Ouest) perd encore deux tiers de ses voix pour tomber à 0,7 %. La CDU gagne à peine 1 000 voix. Le FDP, le parti bourgeois « libéral », perd quelques milliers de voix.

Pour pouvoir apprécier ces résultats électoraux, il faut se rappeler la raison de ces élections anticipées : la lutte de classes a usé jusqu'au dernier homme toute une équipe gouvernementale, le gouvernement Stobbe (SPD). La chute de Stobbe sur un scandale de caution financière a été un signal. Stobbe était, comme seul Schmidt en dehors de lui, un défenseur convaincu de la politique d'union nationale. Il n'était pas seulement celui qui, en collaboration avec la bourgeoisie, a fait de toute la ville un objet d'exploitation pour le capital (sur les 18 milliards de budget de Berlin, plus de 5 milliards sont versés annuellement en subventions aux entreprises ; le chômage est de 1 % supérieur à la moyenne de l'Allemagne fédérale, 100 000 emplois ont disparu dans les neuf dernières années).

Stobbe est avant tout celui qui a porté à un sommet la collaboration cynique de la direction SPD avec la bureaucratie stalinienne haïe, pour sauver la division de l'Allemagne, avec sa déclaration célèbre : « Le peuple allemand a perdu son droit à l'autodétermination, parce qu'il en a fait mauvais usage dans le passé. »

Les résultats électoraux le confirment : la chute de Stobbe, c'était le non des masses aux diktats de crise des capitalistes et de la bureaucratie stalinienne et à la collaboration du SPD avec les deux.

Lorsqu'il y a quelques mois, les cheminots de Berlin-Ouest (employés de l'administration est-allemande de la Reichsbahn) ont fait grève et ont déclaré : « Ce que les Polonais peuvent faire, nous le pouvons aussi », Stobbe a pu encore contrer politiquement leur grève en s'appuyant sur « les droits des Alliés » en vigueur à Berlin et les a livrés aux matraques de la police stalinienne.

Mais il n'a pas pu étouffer ainsi l'écho que rencontre à Berlin, à 80 kilomètres de la frontière polonaise, la révolution politique qui fait s'effondrer l'ordre des Alliés dans le pays voisin de l'Allemagne divisée.

Les événements à Berlin, la ville divisée, la clef de voûte de l'ordre de Yalta et Potsdam, sont un signal : le prolétariat allemand se prépare, dans l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique, à jeter un pont entre les luttes de la classe ouvrière en France et en Pologne.

P.W.

# notre soutien aux combattants

par Hernan Cuello

ont voté en faveur d'une restriction de l'aide militaire au Salvador, le général Vernon Walters, de retour d'un voyage en Amérique centrale, a annoncé le 17 mai qu'avant la fin de l'année les Etats-Unis accorderaient pour 20 millions de dollars en armement au Honduras et aideraient leur « bon ami » Romero Lucas Garcia à se défendre de la guérilla guatémaltèque.

## La négociation au Salvador

Le 15 mai, Fernan Cienfuegos, commandant du FMLN, déclarait à l'AFP : « Les Américains essayent d'obtenir une victoire militaire dans un bref délai, entre les mois de mai et d'août, afin d'appliquer leur "pacification" et leur solution électorale. » Cela nous paraît être une interprétation correcte de la violente offensive lancée par la junte contre les bastions de la guérilla, qui permet également de comprendre pourquoi la contre-révolution a internationalisé la lutte (le FMLN, Front Farabundo Martí de libération nationale, a dénoncé la présence de 300 Argentins, Chiliens et Uruguayens venus aider la police salvadorienne), la raison pour laquelle les bandes parapolicieres continuent leur travail avec plus de 50 assassinats pendant la première quinzaine de mai, et ce malgré les appels à la modération venant des Etats-Unis. (Le Sénat américain a assorti son aide à la junte d'une condition selon laquelle celle-ci devait dissimuler mieux ces « sévices » et reconnaître publiquement que les quatre religieuses mortes en décembre ont été assassinées par un commando militaire).

Tout indique que l'impérialisme tente de renforcer ses positions politiques et militaires contre la guérilla avant de conclure un accord. C'est pour cette raison que, alors même que ses conseillers militaires restaient au Salvador, le 4 mai, les Etats-Unis définissaient cette position officielle : « Si par négociations ou solution négociée on entend l'établissement d'un gouvernement sorti de ces négociations, nous nous y opposons car cela empêchera le peuple du Salvador d'élire ses propres dirigeants au moyen d'élections ouvertes. »

Pour sa part, Aristides Calvani, ex-chancelier, leader démocrate-chrétien et « représentant » de la politique extérieure du Venezuela (pays médiateur dans la crise salvadorienne, affirme : « Une solution est possible au Salvador, mais le gouvernement ne peut pas partager le pouvoir avec ceux qui aujourd'hui le combattent les armes à la main. » (Barricada du 5 mai).

Deux jours avant, Ernesto Rivas, nouvel ambassadeur du Salvador à Washington, annonçait que son pays était en train d'étudier la création d'un Conseil d'Etat dans lequel seraient représentés l'Eglise, le patronat, les syndicats, les partis politiques. La volonté d'isoler la guérilla est évidente, ainsi que la tentative d'intégration de l'opposition politique à un Conseil d'Etat ou à une autre institution pour que celle-ci accepte le projet électoral que prépare la junte. Ce plan, s'il s'appliquait, signifierait la répétition pure et simple de la manœuvre qu'organisa, il y a deux ans, l'administration Carter, lorsqu'elle avait fait entrer l'opposition et le Parti communiste dans la junte, réussissant ainsi à freiner partiellement les luttes et à isoler la guérilla. Les journaux du FDR-FMLN ont fait savoir l'opposition du front à toute « farce électorale ». La Fédération des associations d'avocats du Salvador, chargée par le conseil électoral de rédiger une loi électorale, a déclaré que « dans les circonstances actuelles certains facteurs empêchent la tenue d'une consultation propre et authentique ». (Barricada du 14 mai). En revanche, nous n'avons connaissance d'aucune déclaration de l'opposition à propos de la composition du gouvernement et de la représentation de la guérilla dans ce dernier. Le 11 mai dernier, Fabio Castillo, membre de la commission politico-diplomatique du FMLN-FDR (FMLN - Front démocratique révolutionnaire), se contentait d'écrire dans Barricada : « Il y a des contradictions très nettes,

très visibles, qui sont apparues dernièrement au sein du gouvernement salvadorien. Certaines personnalités importantes du cabinet sont entièrement favorables à la médiation internationale et aux discussions qui, éventuellement, conduiraient à des négociations. Parmi ces personnalités, il faut placer à leur tête le chancelier Fidel Chavez ; Duarte, quant à lui, se situerait sur une position hésitante et intermédiaire ; ceux qui sont totalement opposés à la négociation sont les secteurs militaires, et particulièrement le colonel Garcia, ministre de la Défense, et Abdul Gutierrez. (...) Les secteurs dirigeants des forces populaires révolutionnaires sont disposés à chercher, à explorer toutes les voies qui pourraient mener à une solution politique, à une solution négociée. »

## Le Guatemala se découvre

Pendant que d'un côté l'impérialisme prétend neutraliser la guérilla salvadorienne de cette manière, de l'autre, il mobilise son artillerie lourde contre la guérilla guatémaltèque. Les déclarations de Vernon Walters — précédées dix jours avant par celles de John Buschnell, secrétaire intérimaire au département d'Etat, qui affirmait ouvertement que son gouvernement aiderait militairement le Guatemala — ont rompu le silence de la presse américaine sur ce pays. Ce silence général, auquel participait la presse mondiale, n'était interrompu que par les nouvelles des atrocités commises par la dictature, atrocités qu'il était impossible de cacher, comme le massacre de paysans à l'ambassade d'Espagne. Le fait que le Guatemala ne soit pas un centre d'attraction du marché mondial, mais plutôt une sorte d'arrière-cour semi-privée des Etats-Unis, a joué dans le sens de la conspiration du silence. Mais il est évident qu'il s'agit aussi d'une politique délibérée du département d'Etat — récemment attribuée à Haig — et destinée à cacher le risque de révolution que comporte la situation au Guatemala.

L'armée guatémaltèque, que Bushnell reconnaît être « plus forte que celle de certains de ses voisins », semble ne pas pouvoir contenir la guérilla. Cette dernière est composée de quatre organisations : l'Armée de guérilla du peuple, les Forces armées rebelles, l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes et le Parti guatémaltèque du travail. Ces organisations ont une vieille tradition de combat et, récemment, elles viennent de mener des actions en commun. Le bulletin *Guerra popular* de l'Armée de guérilla du peuple (EGP) affirme qu'entre le 30 novembre et le 21 février cette organisation a fait 290 morts et blessés

dans l'armée officielle et qu'en décembre dernier et en janvier les quatre organisations en ont fait 429.

Le 1<sup>er</sup> mai, les forces armées ont dû être mises en état d'alerte dans tout le pays. Ce jour-là, 60 bombes ont été lancées dans la capitale, il y a eu une coupure d'électricité dans tout le pays et l'ORPA a fait 127 morts et blessés dans l'armée. Et d'après Barricada, le quotidien du sandinisme, 34 encore huit jours plus tard. L'*International Herald Tribune* du 13 mai 1981 révèle la perte de 83 soldats lors d'une attaque d'un convoi militaire par l'ORPA. Telle est la raison pour laquelle l'impérialisme, qui au Salvador négocie l'isolement de la guérilla, cherche au Guatemala à l'écraser sans faire de bruit.

## S'assurer la « bonne conduite » du sandinisme

Le dispositif contre-révolutionnaire mis en place contre l'insurrection généralisée en Amérique centrale se double d'une prise en étai du Nicaragua. L'offensive économique se prépare — arrêt de l'aide, embargo sur les aliments —, afin d'aggraver une situation déjà préoccupante. A cette situation, il faut déjà ajouter la menace de cessation des achats de viande au Nicaragua, sous le prétexte que le bétail nicaraguayen transmettra la fièvre aphteuse s'il se croise avec le bétail cubain, ainsi que le prévoyait le gouvernement.

Bien que, le 13 mai, à Guasaule, Daniel Ortega, au nom du GRN (Gouvernement de reconstruction nationale), ait embrassé le général Policarpo Paz Garcia, en signant le traité de paix entre le Nicaragua et le Honduras, et ait, à cette occasion, déclaré : « Pour notre part, le rameau d'olivier de la paix ne séchera jamais. », la menace est toujours là.

Le *Washington Post* (3 mai) écrit : « Les relations sont compliquées du fait de la présence de groupes d'exilés au Honduras, et notamment des membres de l'ex-garde nationale nicaraguayenne (...). Ces troupes franchissent régulièrement la frontière pour organiser des attaques contre des fermes nicaraguayennes et, éventuellement, contre l'armée sandiniste (...). Certains d'entre eux ne sont que des groupes de bandits, mais d'autres font partie d'armées clandestines bien organisées (...). De hauts officiers du Honduras attendent une aggravation de la difficile situation économique qu'affrontent les sandinistes. Si, comme prévu, le Nicaragua connaît un manque encore plus grand d'aliments en été et au début de l'automne, il faudrait alors s'attendre à des troubles

et des manifestations de mécontentement. Dans ce cas, les contre-révolutionnaires nicaraguayens pourraient commencer à prendre plus d'initiatives. Le Honduras leur fournirait une aide logistique et, probablement, leur apporterait l'aide tactique de l'aviation, tout en évitant que cela se transforme en une invasion directe qui assurerait alors le gouvernement sandiniste d'un soutien patriotique national (...). Une invasion directe du Nicaragua reste cependant une possibilité étant donné que les militaires honduriens pensent que le Nicaragua représente un danger pour toute l'Amérique centrale plus grand que Cuba. »

Il semble donc évident que les Etats-Unis organisent un chantage économique et militaire. Ils ne cherchent pas la chute immédiate du gouvernement sandiniste, mais ils le harcèlent, sans renoncer au projet de le renverser si les circonstances le permettent. Le chantage économique cherche à faire que la direction sandiniste maintienne sa ligne actuelle, qui consiste à appuyer activement la guérilla et les luttes révolutionnaires en Amérique centrale sans approfondir la révolution au Nicaragua, maintenant ainsi le *statu quo* avec sa bourgeoisie.

Lopez Portillo, le président du Mexique, qui fait autorité en matière de pacification bourgeoise, a publiquement admis que le sandinisme a effectivement adopté la « bonne conduite » qu'exige de lui l'impérialisme. Le 7 mai, il rencontra Daniel Ortega, représentant du GRN. Après avoir condamné les attaques à la frontière du Nicaragua, il a affirmé que ce pays « est un facteur de stabilité régionale » (Barricada, 8 mai).

L'orientation diplomatique du sandinisme confirme cette « bonne conduite ». Tomas Borge l'expose : « Nous avons l'intention d'envoyer une délégation du FSLN au Brésil afin de compléter le cadre de solidarité avec les plus importants pays d'Amérique latine : le Mexique, le Venezuela et le Brésil, pour qu'ils nous aident à la tâche de reconstruction nationale (...). Le gouvernement révolutionnaire fera tout son possible pour maintenir la paix en Amérique centrale. » (Barricada, 10 mai).

Quand le danger d'invasion était plus grand, selon le sandinisme lui-même, qui dénonçait alors de sanglantes agressions à la frontière nord, à raison d'une par jour, loin d'en appeler à la solidarité des masses révolutionnaires d'Amérique centrale, à un front unique des guérilleros et partis ouvriers et révolutionnaires, il en appela au contraire aux gouvernements mexicain, vénézuélien, prin-

cipal appui, avec les Etats-Unis, de la junte militaire démocrate-chrétienne du Salvador et aux militaires brésiliens.

Mais le succès du chantage impérialiste à l'égard du sandinisme est plus grand encore si l'on considère la politique intérieure. Au cours des mois d'avril et de mai, les sandinistes ont tenu cinq réunions officielles avec les partis bourgeois d'opposition, qu'ils dénoncent eux-mêmes comme étant des « bradeurs » de la patrie aux capitaux étrangers. Ces partis, principalement le MDN (Mouvement démocratique national) de Robelo, se sont retirés du gouvernement plusieurs mois auparavant. L'objectif des négociations est de leur proposer qu'ils le réintègrent pour cimenter « l'unité nationale ». Le 4 mai dernier, commençait la seconde période législative du Conseil d'Etat, élargi à 51 membres. Robelo et les bourgeois — qui réclament de plus importantes concessions — ne s'y sont pas rendus ; mais le FSLN leur a quand même réservé leurs sièges dans l'espoir qu'ils viennent. Sergio Ramirez Mercado, du GRN, affirma : « Nous avons confiance, ils reviendront. » (Barricada, 4 mai).

Cette confiance n'est pas gratuite. La bourgeoisie pose des conditions qu'ils sont en train de négocier. C'est à cette fin qu'a été créé un « Forum » de discussion sur les problèmes intérieurs, forum auquel participent les partis bourgeois. Là, ils exposent les mesures politiques et économiques qu'ils exigent. Le journal *La Prensa*, le quotidien de la bourgeoisie, rend compte de la large marge que le sandinisme, en cédant au chantage, a abandonnée à l'opposition : « Il est encourageant qu'un pas réel ait été franchi vers la réalisation d'un Forum national dans le but d'examiner les problèmes qui accablent cette nation. Mais une question reste posée : un dialogue national peut-il progresser dans une ambiance d'insécurité et d'angoisse comme celle qui règne actuellement dans le pays ? Peuvent répondre à cette question ceux qui ont entre leurs mains les moyens de transformer l'actuel climat qui règne au Nicaragua en un climat qui favorise le dialogue et facilite la solution des problèmes qui seront abordés. » (La Prensa, 16 mai).

## Soutien aux combattants unité pour vaincre !

La révolution centre-américaine est en marche et a franchi un saut qualitatif au Nicaragua, où la révolution ouvrière a commencé, celle-là même que le sandinisme, avec ses hésitations, essaye de geler et que le stalinisme et Castro ont condamné avec leurs déclarations : « Le Nicaragua ne sera pas un autre Cuba. »

La montée révolutionnaire dans cette région fait que l'impérialisme et les directions contre-révolutionnaires ont à peine bouché un trou qu'un autre s'ouvre un peu plus loin... le premier s'ouvre à nouveau, etc.

La guérilla salvadorienne combat depuis onze ans, résistant aux plus fortes offensives militaires et aux pires manœuvres politiques, comme celle que fit le stalinisme il y a deux ans en entrant dans la junte de gouvernement, ou encore comme celle qui se prépare maintenant. Dans ces conditions, et démontrant ainsi le puissant soutien que lui apporte le prolétariat rural et celui des villes, qui ont perdu leurs organisations syndicales, cette guérilla a pu annoncer l'ouverture de deux nouveaux fronts de lutte à Villa El Rosdario et Eden.

On peut presque dire la même chose de la guérilla guatémaltèque, forgée au feu d'un puissant mouvement de masse. Même chose encore pour les masses nicaraguayennes qui empêchent de dormir les bourgeois et l'impérialisme.

Cette montée généralisée de la lutte possède des répercussions dans d'autres pays de cette région : crise au Costa Rica, où le gouvernement a dû vendre ses réserves d'or pour équilibrer sa



L'offensive impérialiste cherche à obtenir des résultats immédiats pour les faire valoir dans la négociation entamée

# Tout notre soutien aux combattants

(suite de la page 131)

balance ; divisions qui s'accroissent au sein du régime hondurien à mesure que se rapproche la date des élections.

Ce gigantesque processus révolutionnaire souffre néanmoins de certains problèmes qui l'empêchent de triompher : sa dispersion, sa « balkanisation », le manque de soutien mutuel entre ses composantes imposé par les stalinien et les petits-bourgeois. Face à l'impérialisme et aux armées contre-révolutionnaires qui agissent ensemble, les courants révolutionnaires de masses, eux, ne le font qu'épisodiquement.

Le commandant Jaime Wheelock, ministre sandiniste, a affirmé : « Si une guerre éclatait entre le Nicaragua et le Honduras, elle déclencherait une guerre totale en Amérique centrale. » (Barriada, 8 mai). Il s'agit d'une phrase perdue au milieu de textes, de discours et d'éloges du Mexique, d'appels à la bourgeoisie. Une phrase qu'ensuite on ne répète plus. Pourtant, elle énonce une grande vérité sur la révolution centre-américaine. Elle démontre que pour la défendre quand elle est attaquée, ou pour la faire progresser et triompher dans chaque pays, il faut le soutien mutuel, le front unique des combattants et des révolutionnaires de l'isthme, la rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Le FDR indique, comme nous le citons tout à l'heure, les difficultés qu'il rencontre pour faire changer de position l'aile militaire de la junte salvadorienne.

Pourtant, le FDR aurait un moyen à sa portée. Si, au lieu de s'allier aux bourgeoisies mexicaine et vénézuélienne, il s'unissait aux guérilleros guatémaltèques pour organiser la lutte commune... alors, oui, ils trembleraient les Garcia, Gutierrez et Reagan ! Et, dans ce cas, la « solution politique » ne serait pas un piège !

Il n'y a pas d'autre orientation politique correcte et réaliste possible. Contre les manœuvres de la bourgeoisie et l'offensive militaire qui tentent d'isoler les guérilleros salvadoriens ; contre le cercle que l'impérialisme est en train de constituer pour tenter d'étouffer la guérilla et les masses guatémaltèques ; contre le chantage économique et militaire sur le Nicaragua, il n'y a qu'une réponse :

— Unité dans la lutte, front unique des organisations guérilléristes et révolutionnaires centre-américaines pour combattre !

— Soutien inconditionnel en armes et aide matérielle aux combattants du Salvador et du Guatemala !

— Les Yankees hors du Salvador ! A bas la junte assassine ! Pour un gouvernement du FMLN et des organisations de masse, sans bourgeois ni militaires !

— Défense inconditionnelle de la révolution nicaraguayenne ! Que les miliciens du Nicaragua reçoivent, en plus d'une instruction militaire, les armes et puissent élire démocratiquement leurs chefs ! Que le sandinisme rompe avec la bourgeoisie et avance vers un gouvernement ouvrier et populaire !



## Le premier mai en Colombie

### Le PST a signé un accord avec les organisations travaillistes

Le 1<sup>er</sup> mai, le PST (membre de la IV<sup>e</sup> Internationale - Comité international) signait un accord avec le Parti travailliste colombien et avec le Mouvement d'action politique pour défendre le programme de classe de l'Union des travailleurs de Colombie et présenter des candidats ouvriers et populaires lors des prochaines élections. Depuis la fin de l'année, d'importants événements se produisent aux niveaux syndical et politique au sein du mouvement ouvrier colombien. Un puissant mouvement de grève dans les principaux secteurs industriels du pays a révélé, comme trait dominant, la progression d'une forte tendance pour la coordination des luttes (Cf. *Correspondance internationale* n° 7). Cette coordination est décisive dans un pays où une grande partie des syndicats sont indépendants et le mouvement divisé en quatre centrales : l'UTC, la plus puissante, la CSTC, dirigée par le stalinisme, la CTC, qui était auparavant la centrale syndicale unique, et une petite centrale chrétienne, la CGT.

La coordination des conflits avançait la possibilité de la grève générale, qui aurait constitué la seconde « grève nationale » depuis celle de 1977.

Finalement, le gouvernement et le patronat, négociant séparément et s'appuyant sur les hésitations des dirigeants bureaucratiques et centristes, a pu écarter le danger de grève. Les grèves partielles cessèrent, certaines victorieusement, comme celle des ouvriers des Acieries Paz del Rio, l'entreprise la plus importante de Colombie, qui obtint plus de 30 % d'augmentation. D'autres, comme celle des cheminots, obtenaient une forte augmentation mais en échange d'un « gel » de deux ans des salaires. L'expérience syndicale et politique acquise au cours de ce processus a été importante et s'est concrétisée le 1<sup>er</sup> mai. Les centrales syndicales convoquaient des rassemblements qui connaissaient une très forte participation en regard de la tradition nationale : 8 000 manifestants à la place du Gouvernement à Bogota, 4 000 à Cali, 3 500 à Medellin, 800 à Popayan, 800 à Risaralda. En même temps qu'unitaire, le contenu de ces rassemblements était antigouvernemental : pour une hausse des salaires, pour le droit au travail et pour la défense des libertés démocratiques, pour l'indépendance politique et l'internationalisme. Ce dernier aspect s'est concrétisé par le soutien apporté à la guérilla du Salvador et aux ouvriers polonais de *Solidarité*, point sur lequel le stalinisme a opposé une violente résistance.

#### L'indépendance de classe

Mais le plus remarquable, ce fut la force prise par la tendance pour l'indépendance de classe. Elle fut dirigée par le PST, le PLAC et le MAPO, qui, pour cette date, avaient passé un accord et s'étaient présentés avec des centaines de militants aux manifestations.

L'exigence d'indépendance de classe correspondait au sentiment général des militants syndicalistes, depuis que, le 5 décembre dernier, les 2 500 délégués du XV<sup>e</sup> Congrès de l'UTC eurent voté à l'unanimité un programme de classe et la formation d'un Parti du travail (Cf. *Correspondance internationale* n° 4). La direction de l'UTC, dirigée par Tulio Cuevas, député et ami politique du dirigeant conservateur Romulo Betancourt, n'a pas appliqué cette décision historique et ne se propose pas non plus de le faire. Le 29 mai, Cuevas déclarait à

l'hebdomadaire libéral *Esquina Popular* : « Les membres de l'organisation syndicale appartiennent à divers secteurs des divers partis : parti libéral, conservateur, anarcho-socialiste, sans parti, etc., mais nous ne pensons pas à un parti ouvrier ou à des listes indépendantes. » Cependant, il ajoutait plus loin : « Les fédérations ont toute latitude pour mettre en pratique les conclusions du congrès. »

Cela démontre que la pression de classe se fait sentir, et pas seulement à l'intérieur de l'UTC. Le 1<sup>er</sup> mai, Manuel Felipe Hurtado, président de la CTC, qui prenait la parole au cours du rassemblement ouvrier de Bogota, affirma que la confédération qu'il dirigeait avait l'intention de présenter des listes ouvrières indépendantes. L'accord PST-MAPO-PLAC est l'expression de cette pression qui traverse les différentes centrales et frappe les organisations confédérées et les syndicats indépendants. Le MAPO, formé par des dirigeants de la métallurgie de Bogota et de Cundinamarca, membre de Sinrametal, avait présenté ses propres listes au cours des précédentes élections. Cependant, à cette occasion, il ne s'associa pas au PST, pourtant le seul parti qui défende l'indépendance de classe et la constitution de listes ouvrières depuis sa fondation.

Pour sa part, le PLAC, en 1978, avait déjà présenté une liste ouvrière avec des dirigeants de l'Union des travailleurs de Risalda (UTC), qui obtint un élu à Pereira, capitale du département. Le mouvement était ensuite retombé. Il vient de reprendre force avec le PLAC et l'accord passé avec le PST. Les autres mouvements convergents sont le Courant unitaire, de Cali, et le Comité régional indigène de Cauca. *El Caleno* du 25 avril annonce que le Courant unitaire regroupe vingt des principaux syndicats de l'importante région industrielle de Cali, dans la vallée de Cauca. Parmi ces syndicats, nombreux sont ceux qui ont une longue tradition de combat : Goodyear, Staralfa, Imcabe, Carton Colombia, Eternit, Coltabaco, etc.

Manuel Brito, vice-président du syndicat de Goodyear et membre du PST, dirige le CU (Courant unitaire). L'organisation indigène CRIC, pour sa part, lors de son dernier congrès, régla définitivement les comptes avec les partis bourgeois et ceux de la collaboration de classes.

La volonté d'obtenir l'indépendance de classe est une conséquence de la crise politique et économique qui a commencé à secouer la Colombie, après des années de bipartisme stable libéral-conservateur. La crise a frappé les deux partis et les regroupements électoraux dans lesquels se retrouvent généralement les stalinien et les ex-maoïstes.

L'accord PLAC-MAPO-PST a fait sien le programme de Medellin de l'UTC et se propose de constituer des comités de base combattant pour des listes de pré-candidats ouvriers et populaires et pour un candidat ouvrier à la présidence de la nation.

Le pôle formé a de grandes possibilités d'unir les courants lutte de classe qui prolifèrent en Colombie et d'avancer l'objectif d'une double bataille : bataille contre le traditionnel abstentionnisme politique des travailleurs — 30 % seulement des inscrits votent — et bataille contre les appareils libéral, conservateur et front-populiste.



Salvador : la guérilla résiste à une nouvelle offensive



Pérou

# Le PST et le POMR s'unifient

## Déclaration du Conseil général de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) »

Le Conseil général constate que depuis la Conférence mondiale qui a fondé la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », ses sections péruviennes, le POMR et le PST, ont créé, à travers une activité commune présidée par le Comité de liaison, les conditions politiques pour réaliser la fusion immédiate des deux sections en une seule organisation trotskyste.

Ayant étudié le procès-verbal du Comité de contact du 18 mai 1981, et en prenant note des résolutions politiques du comité central du POMR et du comité central du PST respectivement, à travers la présente résolution, le Conseil général veut formuler les bases politiques et organisationnelles pour matérialiser la fusion, en consignant ainsi les points où subsistent encore des divergences et que la discussion fraternelle devra résoudre d'ici le congrès d'unification.

Le POMR et le PST partagent l'analyse d'ensemble sur les rapports politiques entre les classes et leur dynamique telle qu'elle a été formulée dans la résolution Pérou, faite sienne par le Comité exécutif international. Durant les cinq derniers mois, ces tendances se sont précisées, confirmant l'analyse de la résolution Pérou. Schématiquement, la situation politique péruvienne réunit aujourd'hui les traits suivants :

1) Le résultat des élections de novembre, la grève nationale de janvier, les nombreuses luttes partielles du prolétariat et du peuple opprimé (Sider-Pérou, Chimbote, Cuzco, Puno, Lambayeque, Tacna), et dans le camp opposé, la politique pro-impérialiste en règle du gouvernement bourgeois de Belaunde Terry, montrent, comme l'affirme la résolution Pérou, « une extrême polarisation des forces de classes ». Nos partis, le POMR et le PST, doivent se préparer non pas à la perspective d'un développement lent et ordonné de la situation, mais à la perspective d'un affrontement plus aigu entre les classes, que le gouvernement a pu différer grâce au soutien inconditionnel des appareils regroupés aujourd'hui dans Izquierda Unida. La Résolution Pérou affirme que dans le cadre de l'extrême polarisation de classes en cours, « la volonté du stalinisme, du centrisme et des proches pour dresser une barrière de Front populaire, doit être comprise comme la volonté de faire tout ce qui est possible pour protéger le gouvernement de Belaunde Terry contre l'assaut des masses laborieuses ». Cette tendance de la lutte des classes s'appuie sur le fait déterminant qui est que les travailleurs conservent intactes leurs organisations de classe indépendante de l'Etat bourgeois, ceci lié à l'immense somme d'acquis réunie par le prolétariat et les masses opprimées durant les treize dernières années. Cette expérience politique des masses intègre comme l'élément essentiel la défaite du gouvernement nationaliste bourgeois et bonapartiste de Velasco Alvarado, où face à l'échec de celui-ci, le prolétariat péruvien s'est affirmé comme la tête de file de la nation opprimée. La résolution Pérou souligne à juste titre que « depuis la chute du gouvernement de Velasco Alvarado et la constitution du FOCEP (...) les masses ont démontré qu'elles étaient prêtes à prendre en mains leur propre destin. » Nous ne ferons pas ici le bilan politique de toute la courbe suivie par la situation péruvienne depuis la chute du gouvernement de Velasco Alvarado, élaboration nécessaire qui doit être formulée dans la résolution politique soumise prochainement au congrès de fusion.

2) Les deux organisations affirment que les tendances bonapartistes du gouvernement de Belaunde Terry s'accroissent. Belaunde Terry accède au pouvoir avec le soutien de l'impérialisme nord-américain et des forces armées. Il a pour fonction de produire le changement des formes de domination de classe de la bourgeoisie, en essayant de résoudre la crise de l'Etat bourgeois, ce qui rend la défaite du prolétariat impérative. Ce gouvernement continue ainsi, dans d'autres conditions, la ligne directrice qui a dirigé la dictature militaire de Morales Bermudez, qui s'est épuisé dans la lutte des classes.

Il ne fait aucun doute qu'une telle opération s'est insérée dans le cadre de relations politiques entre l'impérialisme et les bourgeoisies semi-coloniales d'Amérique latine. Ce qu'on appelle la « passation des pouvoirs » a traduit au Pérou la politique de « démocratisation » édictée par Carter, remise en

cause par les nécessités mêmes de l'impérialisme, ainsi que le démontre d'une façon plus claire la politique du gouvernement de Reagan.

Dans ce cadre de rapports, et étant dans la nécessité inéluctable de frapper les masses, politique qui se heurte à leur résistance tenace, le gouvernement de Belaunde Terry ne peut être un gouvernement essentiellement parlementaire. Sa façon d'agir montre qu'il tend à assumer la forme d'un régime bonapartiste bâtard. Signalons que sa dynamique bonapartiste n'est pas celle du gouvernement de la bourgeoisie « nationale » qui, résistant d'une façon limitée aux prétentions excessives du capital financier cherche à s'appuyer sur les masses travailleuses pour négocier, mais celle d'un gouvernement qui marchant la main dans la main avec le capital financier, se voit obligé face à l'approfondissement de la crise, d'attaquer et de limiter de plus en plus les droits acquis par les masses dans leur mobilisation contre la dictature militaire, foulant aux pieds y compris les institutions de la soi-disant démocratie bourgeoise (réglementation du droit de grève, « suspension » du Parlement, projet de loi anti-terroriste, tentative de repriver les entreprises nationalisées, etc.) Les événements confirment pleinement cette appréciation directrice de la résolution Pérou.

C'est l'extrême polarisation des forces de classe qui accentue les tendances bonapartistes du gouvernement et mine les bases du parlementarisme. Mais notons que ceci ne signifie pas que le Parlement ait périclité. Le Parlement réfracte de façon distordue, la polarisation des forces de classes, et son existence est un facteur qui accentue la crise de la bourgeoisie. De là surgit l'importance du combat du POMR et du PST au Parlement, pour aider les masses à se défaire des illusions constitutionnalistes. C'est un combat de premier ordre dans la construction du parti trotskyste fusionné POMR-PST.

3) Les deux organisations affirment qu'Izquierda Unida est le principal soutien du gouvernement contre la mobilisation des masses. Si le gouvernement a pu continuer à appliquer ses plans économiques pro-impérialistes et une politique de répression encore limitée, c'est en raison de la politique tenace contre-révolutionnaire d'IU.

IU, avec le PCP (U) et UNIR en première ligne, appliquent leur dite politique de « ne pas déstabiliser le gouvernement ». Ainsi, sous prétexte de protéger le gouvernement de Belaunde du « coup d'Etat fasciste », IU le protège de la puissante mobilisation des masses ; au nom de la « défense de la démocratie » — qu'ils identifient avec le régime bourgeois et ses institutions — les directions d'IU paralysent le prolétariat et les masses opprimées face à la croissante offensive du gouvernement contre les libertés démocratiques et syndicales ; en appelant à accumuler des forces pour les élections de... 1985, ces directions tournent aujourd'hui le dos aux nécessités de la lutte effective des exploités pour arracher les revendications ; enfin, en parlant de l'« unité » des forces d'opposition au gouvernement, IU recherche l'alliance avec l'APRA et d'autres secteurs bourgeois, comme la Confédération nationale des commerçants, en même temps qu'elle refuse et combat la réalisation du Front unique des organisations ouvrières et des masses opprimées contre le gouvernement de Belaunde Terry.

Cette politique de trahison envers les revendications et l'indépendance de

R. Napuri écrit :

## Nous sommes prêts à nous unir



La résolution du Conseil général sur la fusion entre le POMR et le PST parle par elle-même. C'est-à-dire qu'elle réunit tous les éléments fondamentaux qui rendent possible cette fusion.

Cependant, je veux souligner ce que je considère comme un point décisif : si nous allons vers la fusion, c'est parce que le PST comme le POMR font partie du processus qui a d'abord conduit à la formation du Comité paritaire et ensuite à la proclamation de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ». Ainsi, ces deux organisations se placent sur le même terrain des principes en assumant les thèses et l'ensemble des résolutions qui ont été votées. De plus, à partir de ce cadre commun, les bases leur permettant d'intégrer leurs histoires respectives existent, en tant que composantes de la bataille pour la construction du parti révolutionnaire au Pérou.

4) Les deux organisations affirment que la tendance vers l'affrontement entre le gouvernement et le mouvement de masse s'accroît.

Le gouvernement de Belaunde n'a pas pu défaire le prolétariat, pas plus que les appareils n'ont réussi à le maîtriser. Le résultat des élections municipales de novembre et la grève nationale de janvier 1981, ont révélé le caractère extrêmement instable et transitoire de la situation, où les processus de classe fondamentaux ne se sont pas fermés. Tous les récents combats des masses — et en particulier la grève de Sider-Pérou, durant laquelle ont surgi les comités de quartier — confirment cette appréciation. Bien sûr, la situation ne peut se comparer à la période de 1978-1979, caractérisée par l'offensive des masses et le point élevé de la crise de l'Etat bourgeois, mais, dans la mesure où la bour-

geoisie n'a pas pu défaire les masses, elle n'a pas pu rééquilibrer non plus les rapports sociaux et politiques dans le pays. La situation peut être comparée à celle de la période 1976-1977. Rien n'est défini dans la conjoncture actuelle, extrêmement contradictoire. Alors que grâce à la politique contre-révolutionnaire des appareils, le gouvernement maintient une offensive en règle, les masses en lutte tendent à regrouper leurs forces et cherchent les voies pour reprendre l'initiative. Dans cette situation transitoire, la politique et l'activité du POMR et du PST visent à aider les masses à se regrouper nationalement contre le gouvernement.

5) Le PST et le POMR combattent pour une direction unitaire et un plan de lutte qui centralise la mobilisation des masses contre le gouvernement. Le mot d'ordre de la grève nationale se pose en fonction de ce combat et en accord avec chaque situation concrète.

Mais, pour ouvrir la voie à la satisfaction des revendications économiques, sociales, nationales et démocratiques, il est nécessaire de fixer une perspective gouvernementale. Le POMR et le PST ne disent pas « A bas le gouvernement ! », position qui ignore le stade actuel de la conscience des masses. Nos partis doivent expliquer en même temps que nous participons à tous les combats des masses, y compris les plus infimes : ce gouvernement de la faim et de la répression enfonce le pays tout entier dans la crise et le conduit à la catastrophe, en empirant chaque jour

Programme de transition et de la tradition trotskyste.

Des organisations qui se réclament du trotskysme dans le pays, reste à l'écart de cette unification le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) de Hugo Blanco. Du fait de leur seule responsabilité. Avec une patience infinie, de multiples fois, nous lui avons demandé d'entamer une discussion, sans aucun préalable. Blanco a répondu par la négative en arguant des attaques du SU. Aujourd'hui, pour combattre l'unification POMR-PST, il appelle tous les révolutionnaires « à se regrouper en un seul front », avec l'idée de constituer avec eux un seul parti. C'est-à-dire à mettre dans le même sac centristes, maoïstes et ceux qui se réclament du trotskysme : une espèce de fédération de courants « révolutionnaires », un appendice du front populisme qu'organisent au Pérou le stalinisme et le castrisme.

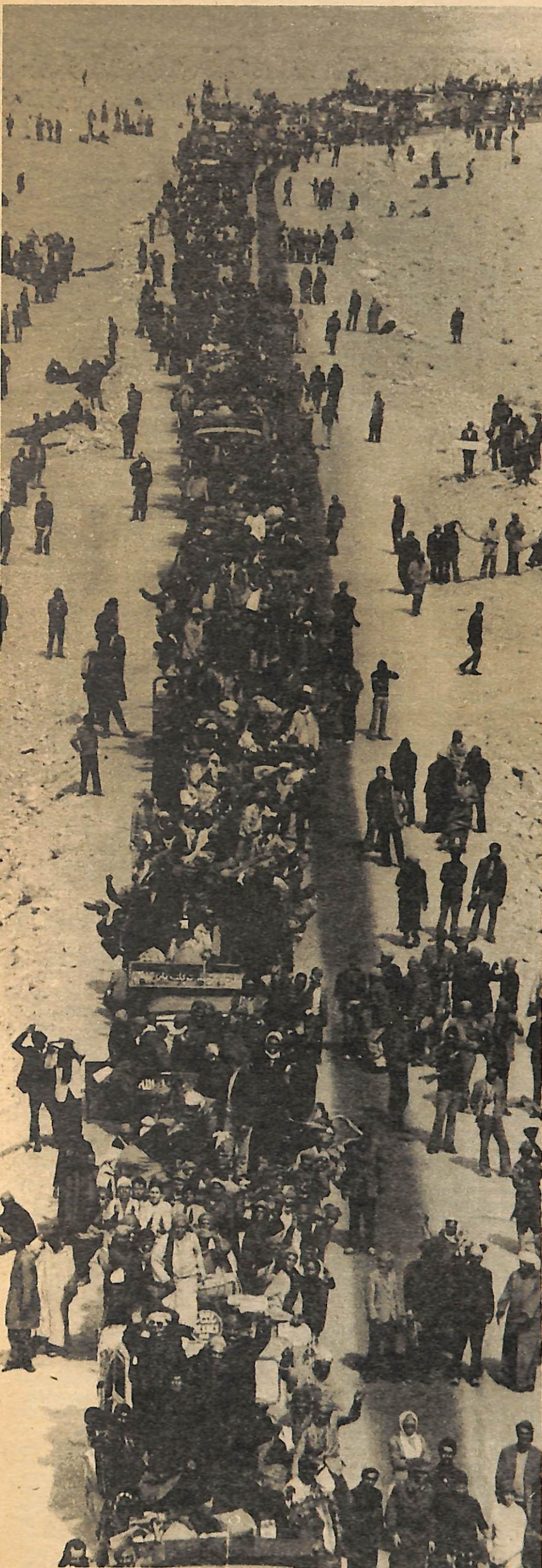
Mais nous n'arrêterons pas : à tout moment, nous nous dirigeons vers la base du PRT et Hugo Blanco lui-même, sur le terrain du programme et des principes, en insistant pour qu'ils entament la construction du parti révolutionnaire.

Le principal est dit dans cette résolution. Elle ouvre le chapitre de l'unification qui sera scellée lors du congrès qui doit avoir lieu au mois de juillet. Face à la naissance de cette nouvelle organisation trotskyste, personne ne peut douter que soit constitué le noyau fondamental qui construira le parti révolutionnaire. Et celui-ci surgit à un moment politique où la classe ouvrière et les masses opprimées combattent et se mobilisent pour construire ce parti. En juillet, nous proclamerons de tous côtés que cette réalité est en marche.

Ricardo Napuri

Maroc

# Sur les traces du Chah ?



Maroc : la « marche verte » sur le Sahara.

La victoire électorale de Mitterrand a soulevé un vent de panique à Rabat... C'est que le Maroc, dont l'économie est largement dépendante de la France et de la CEE, constituait une pièce maîtresse dans la stratégie africaine de Giscard. C'est pour une large part, grâce à l'aide économique, politique et militaire (Sahara occidental) de Paris, que Hassan II conserve encore son trône.

La chute de Giscard va modifier la politique de l'impérialisme français en Afrique, accentuer la crise des régimes compradores inféodés à Paris et peser sur la situation politique marocaine, caractérisée par la décomposition de la monarchie et la marche à l'explosion révolutionnaire.

## La catastrophe économique

Elle est liée à l'enchaînement croissant du Maroc à l'impérialisme. Dans une étude consacrée au bilan des relations entre le Maroc et la CEE (1), on lit : « L'accord d'association du Maroc à la CEE n'a bénéficié qu'à cette dernière. Il lui a permis de perpétuer sous d'autres formes "le pacte colonial" par le maintien de notre pays dans le giron de l'économie européenne du centre et la garantie de débouchés sûrs pour ses marchandises... » ; « dix ans d'association à la CEE ont été pour nous dix ans d'aggravation du déficit de notre balance commerciale avec la CEE, de maintien des structures coloniales de cette même balance... »

Et, de fait, en cinq ans, le déficit du commerce avec la CEE est passé de 127 milliards de dirhams (1 dirham : 0,20 dollars) à 4 063. Spécialisé dans la production des fruits et légumes, le Maroc a dû importer 15 à 20 millions de quintaux de blé chaque année. Les préférences accordées aux agrumes d'Espagne et d'Israël ont entraîné un effondrement des exportations marocaines (la France et la RFA absorbaient, en 1979, 79 % des agrumes et 98 % des primeurs du Maroc). Il en est de même pour les exportations de conserves et les produits textiles : « Ceux-ci représentent 60 % des exportations industrielles alors que les importations industrielles relèvent pour l'essentiel de l'industrie de base (acier, fonte, chaudières...) ou à la haute technicité et forte valorisation externe (matériel électrique, machines agricoles, appareils de précision, matériel de transport...). Mettant à exécution les conseils des experts de la Banque mondiale (...), nous avons donc spécialisé notre industrie dans les créneaux "légers" situés à l'aval (et aux derniers stades de transformation) du cycle de production de simples produits de consommation, réputés hautement utilisateurs de main-d'œuvre et de surcroît "bons pour l'exportation". Et de conclure que l'industrie marocaine se « réduit à des manufactures de "mises en bouteilles", de montage ou de sous-traitance ». Quant aux rares créneaux « où nous avons édifié un appareil de production significatif (textile, chaussure, alimentation), ils sont devenus pour nous facteurs d'encore plus de dépendance, d'aliénation et de marchandage pour la CEE. » (idem, p. 12).

A la crise profonde des exportations s'ajoute un déficit croissant dans le domaine alimentaire (sucre, huile, blé). En 1978, la récolte des céréales a baissé de 21 % par rapport à 1977. En 1980-1981, la récolte ne dépassera pas les 13 ou les 19 millions de quintaux (certains experts parlent de 7 millions de quintaux), alors que les besoins sont évalués à 64 millions de quintaux (2).

Et la facture pétrolière a dépassé, en 1979, les recettes du phosphate (3) (le Maroc en est le premier exportateur mondial après les États-Unis).

D'une manière croissante, le Maroc est passé sous la coupe de l'impérialisme, en particulier de la France, qui détient 80 % du capital social étranger. Cette domination s'exprime dans tous les domaines, par exemple, au niveau du budget, dont l'aide étrangère passe de 30,7 % (1968-1972) à 33 % (1973-1977). Plus grave, « le montant global pour les mêmes périodes est multiplié par cinq et s'élève en fin de compte à 8,587 milliards de dirhams. En 1977,

cela représente 45 % du revenu national. » (4). Une part importante de ce budget sert à financer la guerre ruineuse du Sahara : 16 % en 1978, 40 % en 1979, 39,9 % dans le budget 1981, une moyenne de 200 000 dollars par jour. La vente d'armes US au Maroc est passée de 4,1 millions de dollars en 1974 à 99,8 en 1978, 105 en 1980. Par ailleurs, le Maroc reçoit une aide militaire importante de la France, de l'Égypte, de l'Irak, de l'Arabie saoudite et de l'Afrique du Sud.

Cette dépendance n'a cessé de s'accroître. Lors de son voyage, Raymond Barre (ex-Premier ministre français) a mis en place une commission économique franco-marocaine qui fait de la France, où par ailleurs vivent 400 000 travailleurs marocains et 17 000 étudiants, le tuteur de l'État marocain.

En janvier 1981, le Maroc ne disposait que de huit jours d'importations en devises. En février, le bilan des avoirs extérieurs est même devenu négatif (*Le Monde* du 13 mai 1981). La crainte d'un effondrement du régime a contraint le FMI à accorder un prêt d'un milliard de dollars malgré l'insolvabilité totale du régime : la dette extérieure, qui s'élevait à un milliard de dollars en 1974, est passée à 7 milliards en 1980 (la moitié du PNB en valeur) (5). Par ailleurs, en 1980, le Maroc a « reçu de la seule Arabie Saoudite l'équivalent d'une année de budget » (6).

## L'aggravation de la crise sociale

La régression des investissements dans le secteur public, le budget de guerre, la surfiscalité et le blocage des salaires ont créé une situation sociale explosive (7). Quelques chiffres : le chômage, entre 1 et 2 millions sur une population active estimée à 5 millions, frappe surtout la jeunesse (33,7 % des 15-19 ans n'ont pas d'emploi, contre 7,1 % dans les 30-34 ans) ; les loyers élevés, 2 000 à 2 500 dirhams par mois pour un 3-4 pièces neuf (salaire d'un fonctionnaire : autour de 500 dirhams par mois) ; l'inflation, la misère : 28 % de la population urbaine et 45 % de la population rurale ont moins de 1 300 dirhams par an et par personne. Ajoutons que la Sécurité sociale ne bénéficie qu'à une fraction de salariés, que dans ce pays de 20 millions d'habitants il y a 72 % d'analphabètes, que sur 1 000 élèves scolarisés (taux de scolarisation : 65 %), il n'en reste que 17 dans le second degré et 3 dans le supérieur.

C'est ce constat de faillite qu'établit le Parti du progrès et du socialisme (ex-parti pro-Moscou), pourtant acharné à défendre la monarchie. La crise économique, dit-il, a accru « les souffrances des masses populaires à travers les licenciements de centaines de travailleurs, la réduction des horaires de travail par les patrons, la hausse systématique des prix, l'approfondissement de la crise du logement et des transports et l'extension des maux sociaux. Cette détérioration du niveau de vie de l'écrasante majorité du peuple a lieu au moment où l'oligarchie continue l'accumulation et le développement des richesses, et s'adonne à la fuite des capitaux, refuse d'investir et de payer les impôts par l'usage systématique de la fraude, et fait du gaspillage et du luxe scandaleux le trait dominant de sa vie quotidienne. » (8)

## La monarchie aux abois

Les putschs de Skhirat en 1971 et de Kenitra en 1972, suivis de purges massives, ont ébranlé la monarchie. Dans la brèche ouverte au sein de l'appareil d'État, le prolétariat et les masses vont s'engouffrer. Le mouvement qui se développe en 1971 avec les grandes grèves de mineurs s'amplifie avec la mobilisation lors de la guerre d'octobre 1973 au Proche-Orient et se nourrit de la révolution portugaise et de la défaite de l'impérialisme au Vietnam.

C'est dans ce contexte que Hassan II, exploitant la situation politique espagnole créée par la maladie de Franco, s'est lancé dans la « Marche verte » au Sahara occidental. Il s'appuyait sur les aspirations des masses, favorables à

l'expulsion des Espagnols d'un territoire détaché du Maroc par l'impérialisme, pour poursuivre ses propres objectifs : économiques, c'est-à-dire s'approprier les richesses (pétrole, phosphates...) et faire du Maroc la plaque tournante entre la CEE et l'Afrique occidentale ; stratégiques, intégrer le Maroc dans la stratégie de l'impérialisme et en faire le gendarme de la région ; mais surtout tenter de restructurer l'armée et l'appareil répressif dilués et d'élargir la base sociale et politique de la monarchie. De là l'octroi de libertés démocratiques pour permettre à l'ensemble des organisations nationalistes — l'Istiqlal, l'Union nationale des forces populaires (UNPF), l'Union socialiste des forces populaires (USFP) — et au PPS stalinien de réaliser l'union sacrée derrière le roi sur le Sahara. Et de rétablir le parlement-croupion pour dresser un obstacle entre les masses et la monarchie.

Mais l'aide politique et militaire accordée par Khadafi et Boumediène, pour des raisons différentes, au Front Polisario, allaient transformer le conflit saharien. Les coups portés par les colonnes mobiles sahraouies à l'État fantôme de la Mauritanie, associé par les accords de Madrid de 1975 au dépeçage du Sahara occidental, ont déstabilisé le régime et contraint les dirigeants à se retirer de la région occupée.

A partir de 1977, les attaques sahraouies contraignent l'armée royale (FAR) à la défensive. En 1979, la guerre est portée en territoire marocain. L'attaque massive de la ville de Tantan le 28 janvier a nécessité la tenue d'une réunion extraordinaire des commissions parlementaires à « laquelle, fait exceptionnel, le roi Hassan II en personne a assisté » (9).

Peu après, le roi venait à Paris demander à son « ami » Giscard aide et assistance. C'est que les défaites des FAR, armature de l'État, ont introduit la crise politique à tous les niveaux : au sein des organisations politiques, qui malgré leur soutien à la monarchie subissent la répression, comme au sein du pseudo-Parlement, qui, après la démission d'Osman, parent du roi et dirigeant du principal parti politique, le Rassemblement national démocratique (RNI), est devenu le champ clos des affrontements entre les différents partis et fraction. C'est pourquoi Hassan II a dû créer une nouvelle institution, le Conseil national de sécurité (CNS), au sein duquel sont représentés les différents partis : Osman (RNI), Ali Yata (PPS), A. Bouabid (USFP)...

Cette restructuration s'explique par l'ampleur des défaites des FAR, malgré le changement de stratégie : abandon des positions fixes, cibles de choix pour le Front Polisario, et envoi de colonnes pour nettoyer le Sahara ; après l'échec de ce plan, repli dans la « partie utile » du Sahara, à l'abri d'une muraille de sable. Et aussi par la décomposition des FAR, elle-même liée au combat des masses.

« Le moral des soldats marocains s'est dégradé. A part une relève très partielle en 1976, la plupart d'entre eux sont sur place depuis le début du conflit, confinés dans les tranchées, subissant les attaques surprises et meurtrières d'un ennemi qui est partout et nulle part. Nombre d'officiers — sinon tous — ne donnent pas le meilleur exemple : dans le désert, il leur arrive de monnayer les permissions. A El Aioun et dans les villes côtières, ils consacrent plus d'énergie à la conduite de leurs affaires qu'à celles de la guerre. » (10).

## La marche à la révolution prolétarienne

La crise économique et sociale amène des couches de plus en plus larges de travailleurs à engager la lutte, qui prend en novembre 1978-avril 1979 le caractère d'une grève généralisée.

Le mouvement démarre à Casablanca dans les transports urbains et le pouvoir doit accepter les revendications exigées. C'est aussitôt la grève des cheminots (4-

20 janvier 1979), « la plus importante grève dans l'histoire du Maroc... Déclenchée à l'appel du courant radical des ouvriers de la Compagnie nationale des chemins de fer, cette grève visait à obtenir une augmentation de 15 % des salaires » (11).

Le roi cède. Suivent alors la grève des employés de banque, celle des mineurs (10 000 à Khourigba, 4 000 à Jerada), des dockers de Casablanca, du personnel des hôpitaux, de l'aviation civile, du textile ; la grève générale de trois jours des enseignants du primaire et du secondaire..., celle des lycéens qui se termine par des accrochages sanglants avec la police (une dizaine de morts), provoquant les 10 et 11 avril la grève générale des enseignants.

Ce mouvement de novembre 1978-avril 1979, où la lutte pour les revendications matérielles (salaire minimal à 1 000 dirhams, échelle mobile des salaires...), de meilleures conditions de travail, contre la vie chère, le chômage et l'emprunt forcé pour la guerre, s'est trouvée combinée avec la lutte des étudiants, lycéens et enseignants, celle des paysans et celle contre la répression. L'unité de ce mouvement, le caractère hégémonique du prolétariat et la densité des luttes lui donnent les caractères de la grève de masse et c'est là le facteur déterminant dans la décomposition des institutions et des FAR.

« En 1980, il y a plusieurs grands pôles de lutte ouvrière et paysanne : d'abord et surtout la région industrielle de Casablanca-Mohammedia, où se situent la moitié des conflits recensés ; la région des paysans et des mineurs de Beni-Mellal, Tadla, Kourigba ; les paysans dans le Gharb et autour de Larache ; paysans comme ouvriers autour de Berkane et Nador ; mineurs à Bou Izakran, près de Goulimine, dans le Sud. » (4).

Le fait que les conflits sociaux se situent dans le grand port industriel de Casablanca (3 millions d'habitants) et que ni le pouvoir ni la direction bureaucratique des syndicats ne parviennent à casser les grèves exprime toute la puissance de la classe ouvrière qui, à travers le combat pour ses revendications et contre le « Pacte national », se constitue en classe indépendante et se dote de plus en plus de ses organisations : les comités de grève élus par les assemblées générales, les piquets de grèves massifs... Ainsi en est-il chez les mineurs, les dockers ou lors de la grève générale de l'Université en janvier et février 1981.

### Hassan II comme le Shah d'Iran

C'est avec lucidité que le roi apprécie la situation. Déjà en 1979 : « Je me demande souvent, aurait-il confié à certains de ses interlocuteurs à Paris, si l'Élysée resterait les bras croisés au cas où notre trône viendrait à être menacé comme en Iran. » (12)

Et c'est parce que sa tentative de replâtrer l'appareil de répression démantelé en 1971-1972 a échoué que Hassan II a fait adopter en mai 1980 un référendum sur « l'abaissement de 18 à 16 ans de l'âge de la majorité royale et une modification du conseil de régence ».

Par ces mesures, le roi cherche, en cas de putsch victorieux (celui d'avril 1979 a échoué de peu) ou de crise révolutionnaire, à préserver pour son fils l'institution monarchiste.

La défaite de Giscard et la politique africaine de Mitterrand, qui accorde une place plus importante à l'Algérie qu'à la monarchie marocaine, va peser sur le régime de Hassan II, qui centralise contre lui le combat de la classe ouvrière de la jeunesse, des paysans pauvres et des plus larges masses. Au Maroc, la chute de la monarchie est inéluctable.

M. Aklouf

# Le Sénégal sans Senghor continue à décliner

par Simon Komaf

En démissionnant, le 31 décembre 1980, de la présidence de la République du Sénégal, Senghor a prétendu prendre normalement sa retraite après vingt ans de pouvoir, donner ainsi un rare exemple de sagesse et fournir la preuve de la solidité du régime de Dakar. En réalité, Senghor a été acculé à cette décision par un mouvement des masses que sa politique parvenait de moins en moins à contenir.

A la faveur d'une modification antérieure et très discutée de la Constitution sénégalaise, il est parvenu à faire accéder à la présidence de la République, sans élections, son premier ministre, Abdou Diouf, pour tenter d'assurer la survie de son régime comprador.

### Le bilan du senghorisme

Le colonialisme français a complètement asservi l'économie sénégalaise à la monoculture de l'arachide et déterminé un recul des cultures vivrières qui a joué un rôle important dans les famines qui ont, à plusieurs reprises, décimé la population. Malgré des proclamations officielles en faveur de la diversification des cultures, Senghor et son gouvernement ont maintenu le monopole arachidien fonctionnant sous la domination du capitalisme français, notamment du groupe Lesieur.

Un office spécialisé, dont le régime a dû accepter la suppression en 1980, sous la pression des masses, et les coopératives contrôlées par les hommes du parti au pouvoir ont constitué pendant deux décennies le cadre de la surexploitation de la paysannerie pauvre et de l'enrichissement des éléments compradores : gros commerçants, hauts fonctionnaires et grands marabouts.

Face à cette situation, les paysans ont spontanément réduit la culture de l'arachide et augmenté les cultures vivrières à



Senghor : un ami de la métropole.

des fins d'autoconsommation. Aux alentours de 1968, Senghor était obligé d'envoyer la gendarmerie dans les villages et d'user de brutalités et de violences pour assurer la rentrée des impôts dans les caisses de l'Etat. Depuis onze ans, les masses paysannes ont entrepris une résistance, tantôt passive, tantôt active, contre le régime de Dakar et, à travers lui, contre l'impérialisme.

L'industrie sénégalaise est restée principalement extractive, à partir du gisement de phosphates de Taïba, fonctionnant sous le contrôle du groupe français Pechiney-Ugine-Kuhlmann et organisant l'exportation surtout vers l'Afrique du Sud. C'est ce que Senghor pourrait

appeler le « dialogue économique ». Les raffineries de la région du cap Vert sont soumises à divers trusts pétroliers : Shell, Total et Esso. Par là, l'emprise de l'impérialisme international relaie celle de l'ancienne puissance coloniale tout en lui laissant une place privilégiée.

Les cadres des entreprises sont presque exclusivement étrangers. Lorsqu'un Sénégalais est pourvu d'un diplôme d'ingénieur, il ne parvient généralement pas à trouver un emploi correspondant dans le secteur privé ; aussi doit-il se rabattre sur la fonction publique.

Des grèves dans les raffineries, en 1972, aux grèves de cheminots en 1980, en passant par les grèves d'enseignants et les révoltes d'étudiants qui, depuis 1968 et 1971, se sont multipliées, le mouvement ouvrier n'a cessé de s'organiser clandestinement et de se renforcer. Contre ce mouvement, le régime senghorien a usé de la répression sous toutes ses formes : charges de gendarmerie contre les travailleurs des raffineries, suivies de lock-out, invasions de l'Université par des bandes armées sous la direction du ministre Moustafa Nyasse, emprisonnement des syndicalistes libres, révocations d'enseignants et radiations d'étudiants.

La presse occidentale a présenté le Sénégal comme un Etat tout à fait exceptionnel en Afrique, par comparaison aux dictatures militaires, atteignant le paroxysme dans les massacres et les tortures : le Zaïre de Mobutu, le Centrafrique de Bokassa ou l'Ouganda d'Amin Dada. Lié à ces autres chefs d'Etat, Senghor recourait plutôt à d'autres méthodes parce que la situation de son pays était différente. En effet, le Sénégal avait connu, sous la colonisation, un développement important du syndicalisme dans le cadre de l'Union générale des travailleurs d'Afrique Noire, et un développement également important de formations politiques calquées sur celles de la métropole française : le Parti africain de l'indépendance, la Fédération socialiste, le Bloc démocratique sénégalais, pour ne citer que les plus importants.

L'acceptation par Senghor du quadripartisme en 1975 n'est nullement le fait d'une personnalité tutélaire d'inspiration démocratique. C'est plutôt une reconnaissance forcée et rusée du rapport entre les classes du pays et leurs organisations qu'il était impossible de

maintenir plus longtemps dans l'illégalité. L'Union progressiste sénégalaise, parti du chef de l'Etat et de sa clientèle, pouvait bien se transformer en Parti socialiste sans pour autant cesser d'être le principal parti bourgeois usant d'une idéologie « social-colonialiste ». A côté de lui, le Parti africain de l'indépendance, désormais légalisé, continue, selon les consignes du Kremlin, à tout faire pour endiguer la révolution et la trahir. A la droite du PS, le Parti démocratique sénégalais rassemble les éléments bourgeois désireux de remplacer l'hégémonie du capitalisme français par celle du capitalisme des Etats-Unis. A l'extrême droite, le Mouvement républicain sénégalais groupe les nostalgiques du traditionalisme.

Malheureusement pour Senghor, le développement de la lutte des classes n'a cessé, tout en s'amplifiant, de se dérouler en dehors des quatre partis légaux, tandis que le Rassemblement national et démocratique de Cheik Anta Diop, le mouvement « autogestionnaire » de Mamadou Dia et des groupes issus du stalinisme et du maoïsme, encore illégaux, s'efforcent vainement de contrôler ce mouvement. Par ailleurs, la centrale syndicale, longtemps dominée par le parti senghorien, la Confédération nationale des travailleurs sénégalais, se trouvait de plus en plus mise en question par sa propre base, tandis que se constituaient, à l'extérieur, des syndicats liés aux autres partis et même, depuis 1978, des syndicats nettement indépendants et désireux de travailler à la construction d'une centrale fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat sénégalais.

Voyant se dresser contre lui les travailleurs, les paysans pauvres, les universitaires, les étudiants, l'ensemble de la jeunesse et les chômeurs, constituant plus de 50 % de la population adulte, Senghor n'a cessé, depuis l'explosion révolutionnaire de 1968, de battre en retraite : abandon du monopole politique de l'UPS-PS, tactique du quadripartisme, « ouverture démocratique » de nature propagandiste et mystificatrice, repli sur les spéculations culturelles et abandon des principales tâches de la gestion du pays entre les mains du premier ministre, Diouf.

A la fin de 1980, il ne restait plus comme appui sûr pour Senghor que les parachutistes français basés à Ouakam près de Dakar, et ceux que, de France,

(suite page 18)

## Léopold Sédar Senghor

### La « négritude », mais au service de l'impérialisme

Né en 1906 dans la petite minorité catholique du Sénégal, Léopold Sédar Senghor est titulaire de l'agrégation française de grammaire. Ami intime du président français Pompidou, il a enseigné les lettres classiques dans plusieurs lycées de France, entre 1930 et 1940. Auteur de poèmes d'un style raffiné et même précieux, il s'est acquis, depuis longtemps, une grande notoriété littéraire.

A la suite du Guyanais Damais et du Martiniquais Césaire, il se réclame de la « négritude », conception selon laquelle les Noirs d'Afrique et des Amériques auraient en commun une spécificité culturelle fondamentale et irréductible. Dans ses essais théoriques, Senghor cherche à utiliser la négritude comme un barrage contre la propagation du marxisme dans les universités africaines.

Député à l'Assemblée nationale française de 1946 à 1958, Senghor fait partie des « Indépendants d'outre-mer », apparentés au groupe MRP (le grand parti clérical réactionnaire de la IV<sup>e</sup> République). Pendant un temps, il est ministre dans un gouvernement d'Edgar Faure (1955).

Bénéficiant au Sénégal de l'appui et de la complicité de l'administration coloniale, Senghor se pose en rival du vieux leader social-démocrate Lamine Gueye et fonde un parti de dénonciation modérée du colonialisme et de collaboration avec la bourgeoisie française : l'Union progressiste sénégalaise, qui intègre, à la veille de l'indépendance, la fédération sénégalaise du parti socialiste SFIO.

Après l'éclatement de l'éphémère Fédération du Mali, groupant pendant quelques mois le Sénégal et ce qui est aujourd'hui le Mali, Senghor devient chef de l'Etat sénégalais (1960) ; il le restera jusqu'au 31 décembre 1980. Record de longévité politique africaine, battu seulement par Bourguiba (Tunisie), Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Ahidjo (Cameroun) et Sékou Touré (Guinée).

A l'imitation de la V<sup>e</sup> République, Senghor a renforcé le caractère présidentiel, c'est-à-dire bonapartiste, du régime. L'UPS est devenue, selon l'expression même de son leader, le parti unique de fait qui a confisqué la vie politique sénégalaise jusqu'en 1975. Utilisant la répression sanglante lorsqu'elle lui est apparue nécessaire (l'armée tire sur la foule à Dakar, à l'occasion des élections de 1963 ; les gendarmes et les parachutistes saccagent et tuent à la cité universitaire, en 1968 ; la police fait feu sur des lycéens à Ziguinchor en 1979), Senghor utilise aussi les mécanismes de la corruption pour tenir en mains des ministres, des fonctionnaires et même des leaders de l'opposition. En politique étrangère, il se prononce notamment pour le « dialogue » avec les dirigeants de l'Afrique du Sud.

En 1975, il fait entrer son parti, devenu le Parti socialiste, dans l'Internationale socialiste et permet à trois autres formations, plus ou moins opposantes, de s'organiser légalement ; c'est le système du quadripartisme. Malgré ses « adaptations » successives qui lui sont imposées par le mouvement des masses au Sénégal et dans le monde, Senghor est contraint d'abandonner le pouvoir le 31 décembre 1980.

Vice-président de l'Internationale socialiste, Senghor mène une campagne continue contre le « danger communiste » en Afrique et pour le renforcement de la collaboration entre les régimes dits « modérés » et l'impérialisme.

(1) Dossiers et documents, numéro 2 de novembre 1980. Groupe d'études de Libération, organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

(2) Libération, numéro spécial sur la sécheresse, 3 avril 1981

(3) Jeune Afrique du 6 février 1980.

(4) Dépendance et sous-développement : aspects essentiels de la vie marocaine (Cahiers du communisme, janvier 1981).

(5) L'économiste du tiers monde de janvier 1981.

(6) Le Monde du 13 décembre 1980.

(7) La crise économique et sociale, Editions El Bayare, Rabat 1980.

(8) Motion adoptée par le comité central du PPS (3<sup>e</sup> session, 1<sup>er</sup> juillet 1979).

(9) Jeune Afrique du 21 février 1979.

(10) Le Monde du 19 avril 1979.

(11) Afrique-Asie du 5 février 1979.

(12) Afrique-Asie du 5 mars 1979

### ABONNEMENT à Correspondance internationale

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : Gérard Ittis - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - PARIS

## Le Sénégal sans Senghor...

(suite de la page 17)

Giscard déciderait, le cas échéant, de lui envoyer. La démission de Senghor n'a été qu'une ultime manœuvre pour éviter sa chute et tenter que le senghorisme se poursuive par l'action du nouveau président, Abdou Diouf.

### Diouf et l'union nationale

Diouf est à Senghor ce que Juan Carlos est à Franco, avec le fétichisme monarchique en moins. En outre, le senghorisme, régime compradore, instrument de la domination impérialiste étrangère, n'a jamais eu, au Sénégal, l'influence que le franquisme a eue ou a encore, pour une part, en Espagne. La seule tactique possible pour Abdou Diouf, c'est celle de « l'union nationale », nouvelle forme de la collaboration de classes dans laquelle les organisations, naguère illégales, prendraient leur part de responsabilités.

Après avoir fait courir le bruit qu'il pourrait écourter son mandat et en appeler à des élections, Diouf reçoit Kirsch, conseiller de Giscard pour l'Afrique, et fait part de leur « mutuelle compréhension » (18 février 1981). Sûr désormais de l'appui de l'impérialisme français, le nouveau président sénégalais annonce qu'il n'y aura pas d'élections anticipées (26 février). En même temps, il accélère la transformation du quadripartisme en un multipartisme, sans restriction essentielle. Le 24 avril, l'Assemblée nationale sénégalaise adopte une loi de révision de la Constitution qui permet d'atteindre ce résultat. C'est à la fois une victoire du mouvement des masses et une manœuvre pour le contenir dans le cadre du régime compradore désormais moribond.

Diouf a été contraint d'accepter, sur le plan juridique, la possibilité pour les organisations politiques et syndicales d'accéder à la légalité, encore que la révision constitutionnelle interdise aux partis de « s'identifier à une race, à une ethnie, à un sexe, à une langue, à une secte ou à une région », ce qui est riche d'ambiguïtés.

Diouf sait que la situation économique à laquelle ont conduit le colonialisme et le senghorisme est catastrophique. La dernière récolte d'arachides se situe aux environs de 200 000 tonnes alors qu'elle atteignait autrefois le million de tonnes. La production industrielle a baissé de 17 % en 1980. Et le déficit de la balance commerciale tend à devenir vertigineux. Pour gérer cette catastrophe et pour préserver les privilèges des éléments compradores en relation avec l'impérialisme, les partis bourgeois ont besoin de se rassembler et de s'unir ; ils ont besoin en même temps d'obtenir le soutien des groupes liés aux bureaucraties de Moscou et de Pékin. De leur côté, les stalinien du PAI, dit illégal, et les maoïstes font des déclarations en vertu desquelles l'heure ne serait pas à la révolution socialiste mais à une prétendue « union nationale contre l'impérialisme ». Comme si une telle « union » ne résidait pas précisément dans la collaboration avec la bourgeoisie compradore, étroitement liée à l'impérialisme international !

Les grandes manœuvres d'Abdou Diouf passent évidemment par la politique extérieure, qui est un terrain où il est plus facile de jeter de la poudre aux yeux que le terrain économique et social. Agent fidèle de l'impérialisme français, Senghor avait, en la matière, des positions très claires : « dialogue » avec les maîtres de l'Afrique du Sud, amitié étroite avec la monarchie marocaine, l'ancien régime du shah d'Iran et l'Egypte de Sadate, refus d'admettre le droit à l'autodétermination des Sahraouis et contentieux diplomatique avec l'Algérie.

Tenant compte des changements intervenus dans le rapport de forces en Afrique et soucieux de désarmer l'hostilité de l'opinion publique sénégalaise, Diouf a procédé à certaines révisions « déchirantes ». Il a pris une certaine distance par rapport au roi du Maroc, dont la situation s'aggrave rapidement, et a renoué des liens diplomatiques normaux avec les dirigeants algériens.

A l'issue du coup d'Etat manqué qui avait été organisé par le roi du Maroc contre le gouvernement mauritanien, Abdou Diouf a manifesté sa solidarité

avec ce gouvernement et expulsé du Sénégal des opposants pro-marocains au régime de Nouakchott que Senghor avait accueillis, protégés et aidés.

A travers ces palinodies, le nouveau président sénégalais se pose en conciliateur entre la monarchie marocaine et l'Etat mauritanien. Il a enfin rencontré Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire et chef de file de la collaboration avec l'impérialisme français en Afrique.

Il est permis de penser que la crise de l'Etat au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Gabon posera de difficiles problèmes au nouveau président français, François Mitterrand, et sera l'occasion pour lui de multiples épreuves.

### Révolution prolétarienne et contre-révolution islamique

Au Sénégal, les masses se réjouissent de la fuite de Senghor sans pour autant se satisfaire de la « médecine » d'Abdou Diouf. L'« Union nationale », même si Diouf parvenait à la réaliser, ne sera pas suffisante pour arracher le pays au désastre économique dans lequel il se trouve. Les nationalistes petits-bourgeois, dirigés par Cheik Anta Diop et Mamadou Dia, ainsi que les agents des bureaucraties de Moscou et de Pékin perdront rapidement, dans l'« union nationale », le crédit que leur exclusion du pouvoir et de la politique légale leur avait donné auprès des masses.

L'inévitable radicalisation de la lutte des classes au Sénégal condamne Abdou Diouf à la défaite, comme elle a déjà conduit Senghor à l'échec. De plus, la déroute de la bourgeoisie française aux récentes présidentielles diminuera inévitablement les moyens d'intervention de l'impérialisme en Afrique. Une nouvelle redistribution des forces politiques est en train de s'opérer au Sénégal : du côté de la bourgeoisie et des anciennes classes féodales, c'est l'islam qui est le recours et qui sert à structurer de nouveaux noyaux contre-révolutionnaires ; du côté des ouvriers et des paysans pauvres, ce sont les trotskystes qui gagnent du terrain en participant à la construction d'organisations de classe indépendantes et à celle du parti révolutionnaire capable d'orienter positivement le mouvement des masses.

Jouant sur l'attachement d'une grande majorité de Sénégalais aux croyances islamiques, des organisations financées par les régimes féodo-capitalistes de l'Orient arabe s'efforcent de rassembler des militants, notamment dans la jeunesse, en exploitant la crise économique et la crise politique, au profit d'une réaction féroce anti-démocratique, sous couvert de retour aux traditions et aux mœurs musulmanes. La faiblesse, pour ne pas dire la complicité du Parti socialiste, du Parti démocratique sénégalais, du Rassemblement national et démocratique, ainsi que des groupes stalinien et maoïstes vis-à-vis des grands marabouts et des autres prébendiers de l'islam les rend incapables de faire face à la contre-révolution musulmane lorsqu'elle se déchaînera et jouera de toute sa propagande nationale et réactionnaire.

La seule puissance capable d'abattre ce danger, c'est celle du mouvement des masses en train de s'organiser syndicalement et politiquement. L'existence et l'activité de la Ligue communiste des travailleurs (LCT), qui est la section sénégalaise de la « IV<sup>e</sup> Internationale-Comité international », montrent que les trotskystes ont pris place dans la lutte des classes et dans le mouvement révolutionnaire des masses au Sénégal.

En travaillant à la constitution d'un front unique anti-impérialiste de rupture avec la bourgeoisie, en luttant pour la convocation d'une Assemblée nationale constituante et pour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, les trotskystes aideront, d'une manière décisive, les masses sénégalaises — en liaison avec le mouvement révolutionnaire des masses dans le monde — à en finir avec le régime compradore d'Abdou Diouf et à écraser dans l'œuf le complot de la contre-révolution islamique.

L'« ouverture démocratique » de Senghor a été balayée, l'« union nationale » de Diouf sera également balayée. La crise du régime Senghor-Diouf le conduit, dans des délais probablement brefs, à l'effondrement. La révolution socialiste est désormais à l'ordre du jour au Sénégal. Pour éviter que cette révolution ne soit trahie, à l'éthiopienne, par une dictature militaire appuyée sur Moscou, ou, à l'iranienne, par une contre-révolution islamique, il faut que l'avant-garde révolutionnaire, organisée par les trotskystes, se développe et rende la victoire des masses irréversible.



### Les mineurs américains en lutte

## La grève est aussi dirigée contre Reagan

Les mineurs sont en lutte contre les restrictions budgétaires de Reagan, contre les patrons des grandes mines, contre la volonté des bureaucrates syndicaux, pour la défense de leur syndicat. Leur combat représente les intérêts de toute la classe ouvrière des Etats-Unis. Le 31 mars dernier, avec une majorité des deux tiers, les mineurs de l'Est des Etats-Unis, affiliés à l'UMWA (United Miners Workers Association), ont repoussé un contrat proposé par le patronat et qui bénéficiait du soutien du président du syndicat, Sam Church.

### La défense du syndicat

Le contrat proposé annulait deux conquêtes essentielles des travailleurs. La première, c'est l'obligation qui est faite aux mines qui emploient des ouvriers non-affiliés à l'UMWA de payer une « royauté » ou un impôt au syndicat pour chaque tonne de charbon produite. La seconde atteinte aux conquêtes syndicales consistait à ce que le nouveau contrat ne prévoie plus de modalités concernant la sécurité de l'emploi. Ces mesures, supprimées dans le nouveau contrat, mettaient sérieusement en danger la stabilité du syndicat et favorisait la vieille aspiration du patronat à l'éliminer des mines. Comme le déclarait un vieux mineur : « A quoi nous sert de gagner un million de dollars si nous acceptons un contrat qui met en danger l'existence même de notre syndicat ? Après l'avoir éliminé, les patrons se chargeraient de diminuer nos salaires et de supprimer nombre d'acquis arrachés par la lutte et qui ont permis d'éviter beaucoup de morts. »

Le syndicat des mineurs a été l'un des premiers à être fondé aux Etats-Unis, il impulsa le mouvement syndical CIO pendant les années 1930, et Lewis était son principal dirigeant. Son histoire est jalonnée de grandes luttes, y compris de grèves sauvages, d'affrontements avec la police et l'armée, de nombreux morts et même d'occupation militaire des mines. Cette tradition s'est maintenue malgré les trahisons successives de ses dirigeants et les efforts répétés des patrons et des gouvernements, aussi bien républicains que démocrates, pour l'écraser.

Parallèlement à cette tradition, de puissants mouvements de base se sont développés, mouvements antibureaucratiques et anti-patronaux, qui se sont dressés contre les directions de l'UNWA. L'un des exemples récents en est la création en janvier 1969 d'un mouvement de base, dirigé par Joseph, « Jock », Jablonski, qui a combattu le bureaucrate de service à l'époque, Boyle. Boyle le fit assassiner à la fin de la même année pour l'empêcher de remporter les élections syndicales. Mais pendant les funérailles de Jablonski s'est constitué un regroupement connu sous le nom de « Mineurs pour la démocratie », qui a balayé les bureaucrates et réuni les preuves qui permirent d'envoyer Boyle en prison, à vie. Cependant, Miller, et maintenant Church, continuèrent de Jablonski parvenus à la direction du syndicat, sont devenus à leur tour des bureaucrates. Mais les conquêtes arrachées par les travailleurs dans leur lutte contre Boyle

sont restées, notamment le droit de voter démocratiquement tous les contrats (conventions collectives). L'esprit anti-bureaucratique resurgit régulièrement, malgré la direction de l'UMWA, et a souvent fait reculer bureaucrates et patronat. Nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper que les mineurs préservent la puissance révolutionnaire des travailleurs américains, leurs traditions de lutte, leur vieille conscience syndicale.

### Les grèves de mineurs de 1975, 1976, 1978 et 1981

En 1975, 80 000 mineurs ont fait grève. En 1976, près de 120 000. Nous pourrions dire que tous les mineurs à l'Est du Mississippi y participèrent. Ce fut en fait un processus d'unification des conflits locaux qui s'étaient étendus comme une traînée de poudre. Il est extrêmement rare de voir des mineurs forcer un piquet de grève, quand bien même celui-ci ne serait formé que d'un travailleur. La grève générale des mineurs de 1978 a été d'une violence inouïe et le président Carter menaçait d'envoyer l'armée dans les régions minières et de faire travailler les ouvriers sous la menace des fusils. Les raisons de ce mouvement étaient les mêmes : menaces contre le syndicat, atteintes à la sécurité du travail et aux salaires.

En 1981, les problèmes posés sont encore les mêmes. Les mêmes menaces, les mêmes tentatives d'accords passés avec la bureaucratie, et la même décision des mineurs de s'affronter à tout cela. En 1975, en 1976, en 1978 et en 1981 également, les grèves des mineurs constituent le centre de la lutte des classes aux Etats-Unis.

### Aujourd'hui encore, c'est une grève politique

L'une des premières mesures de restriction budgétaire du programme anti-ouvrier de Reagan frappe précisément les mineurs. En effet, « les primes du poumon noir » (*black lung benefits*) ont été réduites dans certains cas, supprimées dans d'autres. Cette prime était accordée aux mineurs malades des poumons du fait de l'absorption de poussière de charbon. En fait, c'était souvent les veuves ou les orphelins qui touchaient cette aide économique car les mineurs atteints de cette maladie meurent prématurément. Cette conquête arrachée par la lutte a été supprimée par l'administration Reagan. Une manifestation de plus de 20 000 mineurs a ébranlé Washington et servi de coup de semence à la grève actuelle qui dure maintenant depuis 35 jours.

Les mineurs doivent être soutenus car ils représentent par leur lutte tous les travailleurs touchés par les lois et projets anti-ouvriers du gouvernement impérialiste.

### Une autre leçon des mineurs : leurs méthodes de lutte

Il n'est pas facile d'être un briseur de grève dans les mines. Les piquets contrôlent toutes les entrées. Les quelques

« jaunes » qui tentent d'entrer sont invités à se joindre à la grève... Une seule fois. S'ils refusent, ils auront alors beaucoup plus de chance d'être acceptés à l'entrée d'un hôpital.

Même dans les mines où le syndicat n'est pas présent, on respecte la grève générale.

Les *Teamsters*, syndicats de camionneurs, se sont refusés à traverser les piquets de grève. Les patrons ont alors utilisé les services des chefs et contre-maîtres pour transporter le charbon hors des mines et l'emmenent dans des régions éloignées du lieu d'extraction. Là, ils rendent les camions aux chauffeurs syndiqués aux *Teamsters*. Pour empêcher cette manœuvre, les mineurs ont constitué des piquets volants qui suivent les camions jusqu'à l'endroit où doit avoir lieu l'échange de chauffeurs. Là, ils s'arrêtent et forment un piquet de grève que les camionneurs des *Teamsters* se refusent à franchir. Avec cette méthode de lutte, les grévistes empêchent que les propriétaires utilisent les surplus de charbon accumulés avant la grève.

Des ponts ont mystérieusement volé en éclats, sur les routes utilisées pour sortir le charbon des mines. Réparés dans la journée par le patronat, ils se retrouvent dans le même état, la nuit venue.

La presse bourgeoise est particulièrement laconique, mais la grève reste ferme, presque sans l'ombre d'un jaune. Les mineurs nous rendent ainsi, à nous, travailleurs de ce pays, la tradition du mouvement ouvrier mondial, par les formes et les méthodes de leur lutte. Méthodes de combat qu'on n'a pas l'habitude de voir dans ce pays, où tout ce que font les bureaucraties : ce sont de rachitiques piquets, impunément traversés par les briseurs de grève sous la protection de la police.

### Nous devons soutenir inconditionnellement les mineurs

La bureaucratie de Sam Church fera tout son possible pour trahir la grève. Après tout, Sam Church était pour que les mineurs acceptent l'augmentation de 36 % et, en même temps, la remise en cause des acquis. Contre cette bureaucratie, nous devons soutenir fermement et totalement la lutte des mineurs. D'abord parce que, dans leur lutte contre le patronat et le gouvernement, ils représentent l'ensemble des travailleurs de ce pays, et ensuite parce qu'une victoire des mineurs engendrerait une vague de grèves et de luttes dans d'autres branches, comme la sidérurgie, le bâtiment, les chemins de fer, les marins, etc. Ces luttes, en se généralisant et en adoptant les méthodes combattives des mineurs, constitueraient à leur tour un grand pas en avant pour tous les travailleurs de ce pays.

C'est pour cette raison que le 1<sup>er</sup> mai dernier, l'un des mots d'ordre du FRT concernait le soutien à la grève des mineurs.

Nicolas Kramer  
(article extrait de *El Bolchevique*, l'organe du Front révolutionnaire des travailleurs).

Chine

# Une future Pologne d'un milliard d'opposants ?

par François Forgeue

L'année 1981 a commencé en Chine avec le procès de Jian Qing, la veuve de Mao Zedong. Ou pour être plus précis, par le procès contre la « bande des quatre » et les complices de Lin Biao. Mais le procès achevé, les peines prononcées, il était clair qu'aucun des problèmes qui avaient motivé cette mise en scène judiciaire n'étaient réglés.

Mise en scène judiciaire effectivement, car le procès se présentait comme un amalgame du plus pur style stalinien entre la « bande des quatre », équipe directement liée à Mao, et un groupe d'officiers supérieurs accusés d'avoir comploté, sous la direction de Lin Biao, le renversement de Mao. Mais le déroulement du procès, par lui-même, avait manifesté la profondeur de la crise de la bureaucratie dirigeante. Jian Qing ne s'était pas cantonné dans le rôle d'une accusée repentante mais avait clairement proclamé que l'on ne pouvait la condamner sans du même coup condamner Mao Zedong.

Le verdict lui-même est l'expression d'un compromis : Jian Qing est condamnée à mort pour la gravité de ses crimes, mais la peine capitale est assortie d'un sursis de deux ans pendant laquelle Jian Qing « peut s'amender ».

Or, Hua Gofeng, président du Parti communiste chinois et successeur désigné par Mao, avait assuré qu'il n'y aurait pas de peine capitale prononcée. Et Deng Xiaoping, le chef de l'Etat effectif (celui qui avait été voué à la disgrâce, par Hua Gofeng, après les manifestations d'avril 1976) avait pour sa part employé les termes les plus violents pour caractériser l'activité de la veuve de Mao.

## Le difficile procès posthume de Mao

En fait, le déroulement du procès et sa conclusion ont manifesté l'incapacité de la couche dirigeante, de la bureaucratie chinoise, à trouver un équilibre entre la tentative de la regrouper dans la dénonciation d'un « bouc émissaire », Mao Zedong soi-même, et la nécessité de ne pas aller jusqu'au bout dans cette voie, dans la mesure où la prétendue légitimité dont peut se réclamer la bureaucratie est organiquement liée au rôle de Mao...

Le procès posthume de Mao Zedong s'est pourtant poursuivi, même si le réquisitoire est prononcé dans des termes mesurés. C'est ainsi que *Pekin-Information* du 27 avril publie des extraits du discours prononcé par Huang Kecheng (secrétaire de la Commission de contrôle du PCC) lors d'une conférence de cadres organisée par la commission de contrôle.

Dans une conclusion toute en nuances, Huang Kecheng explique qu'il faut « corriger les erreurs » du président Mao tout en « manifestant un sentiment de respect et d'affection à l'égard de ce grand révolutionnaire », car « déformer et noircir la personnalité du président Mao revient à déformer et à noircir notre parti et notre patrie socialistes ».

Mais il reste les « erreurs ». Quelles sont-elles ? Huang Kecheng répond : « ... On peut résumer les erreurs du président Mao en deux points. Le premier est qu'après avoir établi le régime socialiste et accompli la transformation socialiste des moyens de production, il n'a pas su à temps et de façon assez nette centrer le travail du parti sur l'édification socialiste : il a fait montre de ce défaut qu'on appelle la précipitation dans la direction concrète de la révolu-

tion et de l'édification socialistes. L'autre point l'a amené à confondre les deux sortes de contradictions au sein du peuple, comme celles entre l'ennemi et nous, rendre absolue la lutte des classes et élargir la sphère de l'attaque. En traitant les contradictions au sein du peuple comme celles entre l'ennemi et nous, il a laissé aux génies malfaisants des occasions propices de provoquer des troubles comme par exemple ceux des dix ans de révolution culturelle. »

Ainsi, la « grande révolution culturelle prolétarienne » est identifiée purement et simplement à une décennie de troubles, provoquée par le fait que Mao traitait les contradictions « au sein du peuple » comme celles entre « l'ennemi et nous ». Triste résultat de la part précisée du « théoricien génial » des contradictions antagoniques et de celles qui ne l'étaient pas ! En fait, ce n'est pas du « peuple » que parle en réalité le secrétaire de la commission de contrôle (le peuple est « l'ennemi » de la bureaucratie, pour reprendre son vocabulaire, leurs intérêts sont « antagoniques »), mais de la bureaucratie elle-même. Ce que celle-ci ne peut pardonner à Mao, c'est d'avoir joué les apprentis-sorciers en créant une situation dans laquelle les masses tendaient à faire irruption sur la scène politique pour la défense de leurs propres intérêts. Quant à la seconde « erreur », elle n'est certes pas le fait du seul « grand timonier » défunt, ni à proprement parler d'ailleurs une « erreur », mais bien plutôt l'expression des contradictions organiques de la bureaucratie chinoise.

Ces contradictions, on en trouve l'expression particulière dans les conditions présentes, dans l'éditorial du *Renmin Ribao* du 1<sup>er</sup> janvier 1981, sur les tâches de l'année qui commence. Cet éditorial commence par une affirmation

d'un optimiste rituel : « La situation politique et économique d'aujourd'hui est excellente », pour noter ensuite, premier pas vers une estimation plus réaliste des choses, que « tout ne peut toutefois être parfait » et que des « dangers se profilent : un gros déficit et une inflation », pour enfin parler des « graves séquelles d'une décennie catastrophique » et de la nécessité de « reculer pour mieux sauter ».

L'éditorial ajoute : « Mettre fin à la situation créée par la politique d'autarcie, tirer avantage des capitaux étrangers et introduire des techniques d'avant-garde, ce sont là évidemment des décisions justes. Mais, par manque d'expérience, nous avons demandé à importer trop d'ensembles d'équipements, allant au-delà de nos besoins et de nos possibilités. Ces erreurs... ont encore aggravé le déséquilibre des secteurs économiques et nos difficultés financières et économiques. »

## Une crise généralisée

Que signifient en réalité ces phrases ? Elles expriment, en même temps qu'elles masquent, une profonde crise économique et sociale. Les objectifs fixés, notamment en ce qui concerne la production d'énergie, n'ont pas été atteints. L'industrie chinoise tourne à 70 % de ses capacités. Le chômage affecte au moins 20 millions de travailleurs, tandis qu'une inflation entraîne une augmentation rapide du coût de la vie. Pour la première fois depuis le renversement du régime du Kuo-min-tang, le gouvernement chinois a dû demander l'aide des organismes internationaux de secours alimentaires pour pallier à de véritables famines dans certaines provinces...

« Mettre fin à la situation créée par la politique d'autarcie », c'est ouvrir la Chine non seulement aux produits mais aux capitaux étrangers, accroître son endettement à l'égard des puissances impérialistes ; c'est chercher à adapter son économie (par la « rationalisation », la « restructuration ») aux nécessités du marché mondial dominé par l'impérialisme. Mais la crise économique était tellement aiguë que la bureaucratie a été incapable d'utiliser toute une partie de l'équipement technologique importé (on évalue à 2 milliards de dollars la valeur des équipements étrangers importés en 1978 et qu'il a fallu mettre en entrepôts !), et qu'elle a été contrainte d'annuler ou de surseoir à l'exécution de plusieurs projets de développement industriel commandés à des entreprises japonaises, américaines et allemandes.

Depuis, ce que signifie le « réajustement » de l'économie s'est brutalement précisé. En fait, il s'agit, comme l'écrit le correspondant du *Monde*, « d'un traitement de choc dont on n'ose prédire dans quel état il laissera le malade » (*Le Monde*, 3 mars 1981). Les investissements de base sont réduits de 45 %



La bureaucratie ouvre les portes aux multinationales.

par rapport à ceux prévus, ce qui entraîne l'annulation de « grands projets » comme celui de la construction de l'aciérie géante de Baoshan, près de Shanghai.

Les convulsions de la politique économique sont liées au fait qu'au sommet même de la bureaucratie, la lutte entre fractions rivales se poursuit, qu'aucun équilibre stable n'a pu être rétabli depuis la mort de Mao.

## L'ombre de la Pologne

C'est dans ce contexte que s'explique la nouvelle vague de répression dirigée contre les opposants, contre les revues « dissidentes », la remise en cause des ultimes tolérances « démocratiques » que n'avait pas totalement anéantie la vague de répression de 1978-1979. C'est ainsi que vers la fin du mois d'avril on annonçait à Pékin l'arrestation du principal animateur de la revue d'opposition se réclamant du marxisme, *La tribune du 5 avril*, l'ouvrier électricien Xu Wenli.

Le correspondant du *Times* du 3 février notait déjà que le « flot de déclarations politiques des autorités de Pékin indiquent leur souci en ce qui concerne la destruction de l'ordre public et une perte de confiance généralisée dans le PCC et le gouvernement au sein de la population ». Un sondage publié par *Le Quotidien du peuple* confirmait cette appréciation en ce qui concerne la jeunesse : un tiers des jeunes interrogés se déclaraient « non-convaincus de la supériorité du socialisme », c'est-à-dire à ce qui leur était présenté comme tel, le pouvoir de la bureaucratie. A la même époque, le correspondant du *Monde* résumait la situation en disant que « l'ombre d'une situation de type polonaise plane sur la Chine ».

Les développements de ces derniers mois confirment cette appréciation et l'on comprend que, très solennellement, les dirigeants de la Fédération des syndicats de Chine aient tenu à rappeler que la tâche des syndicats était « de concentrer leurs activités sur la modernisation du pays et sur la défense des intérêts de l'Etat et de la collectivité » tout en ayant « l'obligation de parler et d'agir

dans l'intérêt des ouvriers pour protéger leurs droits démocratiques ».

On sait — même si aucune déclaration officielle n'est venue le confirmer — que depuis l'automne de 1980, des manifestations ouvrières, des grèves, ont eu lieu dans nombres de centres industriels et l'on sait aussi que les travailleurs, cherchant à s'organiser indépendamment de l'Etat et du parti, se sont explicitement référés à l'exemple polonais.

Des grèves importantes ont eu lieu notamment à Shanghai, et le président des syndicats officiels a reconnu ce fait lors d'une discussion avec une délégation de la CFDT.

Certains faits symptomatiques sont cependant parfois rendus publics dans la presse chinoise. C'est ainsi que le journal local de la ville de Taiyuan (à environ 400 km de Pékin), où se trouve un important complexe sidérurgique, a rendu compte de la « très sérieuse » agitation régnant parmi les travailleurs de ce centre. Le *Quotidien de Taiyuan* annonçait également le démantèlement d'un « groupe ultra contre-révolutionnaire » qui aurait appelé à un « gouvernement d'union » à la place de la domination du « parti unique ».

Le même journal signalait qu'il y avait eu de vives discussions dans la population, pour déterminer si de telles déclarations étaient « contre-révolutionnaires », dans la mesure où certains n'étaient pas d'accord avec une telle caractérisation.

Le point de départ de l'agitation était dans une réunion des travailleurs des aciéries, qui avaient déclaré qu'ils étaient « les ouvriers les plus mal payés du monde » et qui demandaient à décider de leur propre sort. Ils s'étaient prononcés pour la démocratie et la liberté, pour le renversement de la dictature et de la bureaucratie. A la suite des arrestations d'opposants, des appels à l'ordre et à la discipline émanant de la direction du PCC, des commentateurs ont parlé d'un « printemps glacial » pour les dissidents chinois. Tous les signes indiquent que d'autres saisons orageuses pour la bureaucratie se préparent.



Janvier 1979 : une manifestation de dissidents chinois à Shanghai.

## Face à celui de la bureaucratie

## Le pouvoir des ouvriers polonais

par Philippe Orlík

Le rythme qui avait été celui de la révolution polonaise depuis la grève générale d'août 1980 s'est aujourd'hui modifié. Ainsi, depuis avril dernier, il n'y a pas eu en Pologne de ces vastes mobilisations qui, luttant pour l'enregistrement des statuts de *Solidarité*, les « samedis libres » ou le châtiement des coupables de Bydgoszcz, avaient régulièrement mis le pays au bord de la grève générale. Doit-on pourtant en conclure que « l'ordre règne à Varsovie », c'est-à-dire que la bureaucratie polonaise est en train d'inverser le cours des événements ?

Absolument pas. La révolution politique continue d'avancer. La situation de « double pouvoir » qui voit s'opposer d'un côté celui de la bureaucratie et de l'autre celui des masses ouvrières et populaires continue à détériorer et déstabiliser l'ensemble des institutions polonaises.

Tout indique que, jusqu'à maintenant, le gouvernement polonais n'a pas réussi à desserrer l'étreinte d'un mouvement de masses qui le saisit toujours à la gorge.

L'une des principales conditions de la « normalisation », à savoir l'écrasement de tout mouvement indépendant de la bureaucratie comme de l'Eglise, reste pour le POUP un objectif hors de portée. Ainsi, alors que Jacek Kuron, l'un des principaux leaders du KOR, est officiellement inculpé depuis le 5 mars dernier et qu'il doit à ce titre se présenter régulièrement au commissariat de police dont dépend son domicile, il n'en a toujours rien fait. Quant à Adam Michnik, cela fait quatre mois qu'il refuse de recevoir une convocation de la police qui tient vraisemblablement à lui signifier son inculpation aux côtés de Kuron. Les travailleurs polonais les ont tous deux pris sous leur protection, leur ont accordé une « garde ouvrière », et il n'en fallait pas plus pour que le gouvernement doive abandonner toute velléité répressive à leur égard.

Le 17 avril, le gouvernement devait signer à Bydgoszcz un accord avec les représentants des paysans, qui leur promettaient de légaliser leur syndicat, *Solidarité rurale*, et le 6 mai, la Diète (Parlement) polonaise définissait les conditions dans lesquelles devrait se dérouler l'enregistrement des statuts de cette organisation. C'était là un très important recul de la bureaucratie qui avait jusqu'au bout tenté de mettre *Solidarité rurale* hors la loi, un syndicat qui affirme son indéfectible soutien aux luttes des travailleurs et représente le cadre organisationnel permettant de cimenter l'alliance ouvrière et paysanne apparue dans le cours même de la révolution.

Enfin, c'est une journée de lutte sans précédent que viennent de réaliser les étudiants polonais en descendant dans la rue le 25 mai. Défilant à 25 000 à Varsovie, à 10 000 à Wrocław, à 5 000 à Lodz, Cracovie et Bydgoszcz ainsi que dans sept autres villes du pays, rejoints par de nombreux ouvriers, ils réclamaient la libération des militants de l'organisation nationaliste Confédération de la Pologne indépendante (KPN) détenus depuis le mois de novembre au mépris des accords signés à la fin de la grève générale d'août 1980. Jamais la Pologne n'avait connu de telles manifestations de masse et jamais non plus des mobilisations de cette ampleur ne s'étaient développées en faveur de revendications aussi directement politiques.

Ce maintien de la combativité ouvrière et des positions conquises par les masses polonaises depuis août 1980 s'exprime tout entier dans l'existence du pouvoir ouvrier qui a surgi de façon centralisée et institutionnalisée dans le cadre de *Solidarité*, ne cesse de se renforcer et dispute toujours à la bureaucratie la direction de l'Etat ouvrier. Telle est par exemple la signification de la protection accordée par les ouvriers à Kuron et Michnik, mais à côté de « grandes affaires » comme celles-là, l'existence de ce double pouvoir imprègne même la vie quotidienne des Polonais. Ainsi de l'incident qui a eu lieu le 7 mai à Otwock, dans la banlieue sud-est de Varsovie.

Deux jeunes gens avaient été arrêtés par la police en état d'ébriété, et lorsque celle-ci a commencé à les frapper, ils ont réussi à appeler au secours par la fenêtre du commissariat. Une foule considérable s'est immédiatement rassemblée et, la milice ne parvenant pas à la disperser, elle a dû faire appel à Jacek Kuron qui,

à trois heures du matin, a fait rentrer chacun chez soi en obtenant la libération des deux emprisonnés.

## La crise du régime

De façon bien évidemment liée à ce maintien de la combativité des masses polonaises, la crise des institutions par lesquelles la bureaucratie assoit son pouvoir, à commencer par son parti, ne fait que se développer.

Après avoir déçu en raison de la victoire remportée par le tandem Kania-Jaruzelski, qui, par Walesa et Eglise interposés, était au dernier moment parvenu à éviter l'éclatement de la grève générale prévue pour le 31 mars, la lutte qui déchire le bureau politique du POUP vient d'être relancée, par la proximité du congrès extraordinaire qui doit se tenir à la mi-juillet. Franchissant un pas de plus dans l'escalade, la fraction « dure » du parti de la bureaucratie, dirigée par Olszowski, organisait le 26 mai un « forum » des militants de la région de Katowice, et y faisait adopter une résolution mettant publiquement en cause l'« actuelle direction » pour son « manque de fermeté » envers les « adversaires du socialisme » (*Le Monde* du 30 mai 1981).

En même temps, les militants de la base du POUP, organisés indépendamment de toute hiérarchie officielle au sein des « structures horizontales »

apparues en octobre dernier dans la ville de Torun, mais qui se sont maintenant constituées dans une quinzaine de voïvodies (départements) et disent regrouper 7 000 personnes, s'organisent eux aussi dans la perspective du congrès de juillet. La fraction Kania-Jaruzelski se sert actuellement de ce courant contre Olszowski, et il est par exemple évident que c'est après avoir eu un « feu vert » de très haut que l'organe officiel du comité central, *Trybuna Ludu*, a publié lors du plénum du 29 mars l'ensemble des motions s'opposant à tout recours de la force contre les ouvriers. De même, ces « structures horizontales » ont pour la bureaucratie l'avantage de fixer à nouveau l'attention sur le parti et peuvent servir à éclipser l'existence et l'importance décisive du syndicat *Solidarité*. Toutefois, en essayant d'utiliser l'un des symptômes les plus visibles de sa crise, la bureaucratie tente seulement de « faire contre mauvaise fortune bon cœur ». En effet, indépendamment de toutes les illusions que peuvent avoir et que propagent les militants regroupés dans les « structures horizontales » dans la possibilité d'une réforme du POUP, l'essentiel de leurs revendications de « démocratisation » du parti est incompatible avec le fonctionnement normal d'une organisation totalitaire stalinienne comme le POUP. Leur regroupement ne s'explique que par la situation de double pouvoir qui règne en Pologne et ils représentent une importante force centrifuge à l'œuvre dans le POUP, un facteur de dislocation et d'éclatement.

## Vers l'apparition de bandes armées ?

La juste mesure de la crise des institutions de la bureaucratie polonaise est donnée par l'ampleur des secteurs touchés, l'ensemble de l'appareil d'Etat n'y échappant plus.

Ainsi, début mai, le quotidien de l'armée polonaise, *Zolnierz Wolnosci*,

défendait la ligne du « renouveau » prônée par le général-Premier ministre Jaruzelski et citait à la fois « une partie, il est vrai restreinte, des cadres, qui ne perçoit pas ou ne comprend pas le besoin de renouveau » et « des jeunes moins expérimentés qui voudraient tout changer » (*Le Monde* du 7 mai 1981). A l'évidence, donc, l'armée n'a pas traversé intacte près d'un an de révolution politique et, même de façon déformée, s'y réfractent les luttes des travailleurs.

Le 20 mai, une réunion de miliciens se tenait même dans la ville de Szotienice pour y revendiquer le droit de fonder eux aussi un syndicat. Une résolution adoptée lors de cette réunion aurait également exprimé leur volonté de ne pas être « l'outil de jeux politiques » (*Le Monde* des 31 mai - 1<sup>er</sup> juin 1981). La milice polonaise, après les massacres d'ouvriers auxquels elle s'est livrée en 1970 et en 1976, n'envisage bien évidemment pas de passer en masse aux côtés des travailleurs, mais une telle réunion exprime de façon spectaculaire le degré de dénormalisation des défenseurs les plus acharnés du régime et le degré de décomposition de celui-ci.

C'est ainsi que s'explique la création de l'Union Grunwald, ce groupe antisémite en faveur de la légalisation duquel s'est publiquement exprimé Olszowski (voir *Correspondance internationale*, numéro 7), et qui depuis a effectivement vu ses statuts enregistrés. Si l'idéologie réactionnaire que véhicule la bureaucratie sous le couvert d'une référence formelle au marxisme inclut en effet la xénophobie, le chauvinisme et l'antisémitisme, la constitution d'une telle organisation, avec, répétons-le, le soutien avoué de membres du bureau politique du POUP, est en revanche exceptionnelle. Elle traduit le désarroi d'une bureaucratie dont la décomposition du régime l'oblige à recourir, comme la bourgeoisie dans pareille situation, à des groupes de déclassés, des bandes

armées, qu'elle envoie s'affronter à la révolution.

## Des usuriers préoccupés

Les bases mêmes de sa domination étant ébranlées, rien d'étonnant donc à ce que la position internationale de la bureaucratie de Varsovie aille en s'affaiblissant.

Tandis que la conférence des pays créanciers de la Pologne qui s'était réunie à Paris le 27 avril dernier lui avait accordé un report de huit ans de ses remboursements venant à échéance cette année, les banques ont adopté une position nettement plus « dure ». Le 22 mai, le *Herald Tribune* déclarait ainsi que deux des plus importants créanciers de Varsovie, la Chase Manhattan Bank et la Citibank, demandaient que certains remboursements soient exclus du moratoire en préparation. La politique de l'impérialisme de battre ainsi le chaud et le froid à la bureaucratie a certainement pour but de faire monter les enchères, c'est-à-dire d'obtenir le plus grand nombre possible de concessions de la part du gouvernement polonais, et en particulier des possibilités accrues de peser sur ses choix économiques.

Et si les banques impérialistes exigent aujourd'hui de la bureaucratie de nouvelles garanties et élèvent le ton dans les négociations, c'est parce que la révolution ouvrière menace directement leurs rentrées de capitaux. Elles ont pu constater que le gouvernement polonais était incapable, en raison même du double pouvoir apparu, de leur garantir le paiement de ses dettes, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas en position d'imposer à la classe ouvrière polonaise la surexploitation et l'austérité nécessaires pour payer son tribut à l'impérialisme.

## La question de la direction

La combativité des masses polonaises se maintenant intacte et la crise du régime atteignant des sommets, se pose donc à nouveau la question de savoir comment il peut se faire que les travailleurs n'aient pas mené depuis plusieurs mois des luttes d'une ampleur comparable à celles du début de cette année ? Pourquoi n'élargissent-ils pas leurs conquêtes ? Cette situation, dans laquelle, en dépit d'un rapport de forces qui ne leur a jamais été aussi favorable, les travailleurs polonais voient leur mouvement atomisé et ne peuvent exploiter, de façon centralisée, toutes les possibilités qui s'ouvrent à eux, s'explique par l'existence d'une institution qui intervient à l'intérieur du double pouvoir apparu, le « parasite » : l'Eglise catholique.

Ici, il faut brièvement rappeler comment s'était achevée la dernière offensive généralisée contre le gouvernement qu'ont menée les travailleurs polonais. Après la grève d'avertissement de quatre heures du 27 mars, ils n'avaient pas obtenu satisfaction et préparaient donc activement la grève générale convoquée par *Solidarité* pour le 31. Le 30, toutefois, Lech Walesa signait avec le gouvernement un accord et décidait, sans même consulter la commission nationale de son syndicat, de lever l'ordre de grève générale illimitée lancé pour le lendemain. Les concessions faites par le POUP aux travailleurs étaient bien en deçà de ce qu'ils exigeaient. Walesa a ensuite été très durement attaqué à la base comme à la direction de *Solidarité*, mais il avait, au moins pour un temps, gagné en parvenant à éviter cette grève générale qui aurait posé plus directement que jamais le problème du pouvoir, la question de savoir qui pouvait et devait diriger la Pologne.

Depuis, Walesa et derrière lui l'Eglise catholique se sont engagés plus directement que jamais dans la voie de la collaboration et du soutien du gouvernement et du pouvoir de la bureaucratie face à la révolution politique. Jointe à l'absence de direction alternative et en particulier de parti ouvrier indépendant, c'est là que réside l'explication des traits paradoxaux de la situation polonaise.

Toutefois, celle-ci est actuellement des plus instables. Tandis que les ouvriers sont plus que jamais déterminés à défendre et à élargir leurs conquêtes, celles-ci sont toujours inacceptables par une bureaucratie dont le pouvoir est directement menacé. De nouveaux affrontements ne peuvent pas ne pas se produire bientôt en Pologne, et c'est à ce moment que Walesa, et avec lui son soutien essentiel, l'Eglise catholique, risquent de payer très cher leurs manœuvres successives, à commencer par celle du 30 mars, qui a été de loin la plus grossière. De larges secteurs du mouvement ouvrier leur échapperont alors et, pour déclencher la lutte, ils devront commencer par combattre directement l'actuelle direction de *Solidarité*.



Face à celui de la bureaucratie, un pouvoir ouvrier a surgi de façon centralisée et institutionnalisée dans le cadre de *Solidarité*.



E. Baluka réintégré aux chantiers navals

# Une victoire historique

par Michel Dombrowski



Quand le vendredi 22 août 1980, le vice-Premier ministre polonais Barcikowski s'installe à la table des négociations face aux délégués du Comité de grève inter-entreprises (MKS) de Szczecin, c'est une rude épreuve qui commence pour lui. A n'en pas douter, la partie la plus difficile qu'il ait jouée de toute sa carrière.

A son arrivée, il lui a fallu traverser la foule des ouvriers massés sur son passage, ceux qui constituent ses véritables adversaires. Jamais Barcikowski n'avait imaginé qu'ils puissent être autant. Et tous le fixaient, sans baisser le regard, avec une lueur de rancune et de mépris dans les yeux. La même lueur dansant dans des milliers d'yeux.

Tout à l'heure, quelqu'un a annoncé qu'ils sont plus de 20 000 à suivre les négociations qui commencent et sont retransmises à l'extérieur par haut-parleur. En permanence, ils interviennent par des cris, des rires, protestant contre ce que déclarent les représentants du gouvernement ou soutenant au contraire leurs délégués dans les moments difficiles.

Mais c'est certainement lorsque Marian Jurczyk, le président du MKS, a demandé une minute de silence pour les victimes de la répression de 1970 que Barcikowski s'est senti le plus désespérément seul. D'un seul coup, 20 000 bouches se sont tues, 20 000 poitrines ont retenu leur souffle et combien

Pas question donc de laisser à Edmund Baluka la moindre chance de revenir travailler à Szczecin parce qu'avec lui, les 20 000 ouvriers massés autour de la salle où avaient lieu les négociations auraient retrouvé l'un de leurs principaux dirigeants. Ils auraient retrouvé celui qu'ils avaient porté à leur tête en décembre 1970 et que, depuis, la bureaucratie n'a jamais réussi à briser ou à « liquider » comme tant d'autres.

Aujourd'hui, les craintes de Barcikowski se sont, point par point, avérées justes. Le 20 avril, Edmund Baluka est rentré en Pologne. Les ouvriers des chantiers navals l'ont aussitôt pris sous leur protection et ils lui ont accordé une « garde ouvrière » pour assurer sa sécurité. Ils ont prévenu, par l'intermédiaire de leur section de *Solidarité*, que si les autorités décidaient de l'arrêter, ils « utiliseraient tous les moyens de protestation que prévoient les statuts » du syndicat, c'est-à-dire y compris la grève. Ses anciens camarades demandaient

devoir penser que c'était lui, Barcikowski, qui occupait aujourd'hui la place de ceux qui avaient fait tirer sur leurs camarades.

Puis, les délégués du MKS ont lu une liste de 34 revendications et il faut maintenant y répondre. Impossible bien sûr de les repousser en bloc. Barcikowski doit en accepter quelques-unes, convaincre des bonnes intentions du gouvernement et s'opposer jusqu'au bout à celles qui menacent trop directement le POUP et son pouvoir.

Ainsi, quand vient en discussion le point 23 de cette liste, celui qui dit « Réintégrer dans leurs droits tous les travailleurs qui ont été licenciés pour avoir participé aux commissions ouvrières en 1970 et les réembaucher à leur poste de travail », Barcikowski refuse tout net. Il n'hésite pas à braver 20 000 ouvriers qui protestent aussitôt. Et jusqu'à l'issue des négociations, la position du gouvernement ne changera pas.

Pourquoi une telle intransigeance sur un point qui semble à première vue secondaire et est en tout cas bien moins coûteux que les augmentations de salaires ou de retraites auxquelles le POUP a dû consentir ? Barcikowski a lui-même répondu à cette question : « Est-ce que je sais moi, par exemple, s'il ne va pas se trouver quelqu'un pour faire la proposition d'inviter Baluka en Pologne ? Et si vous dites qu'il faut le réembaucher, alors il faudra le faire ? » (1).

également sa réintégration à son poste de travail et, le mardi 19 mai, la bureaucratie polonaise devait céder. Baluka était réintégré.

Même si une information judiciaire reste ouverte contre lui et qu'il court donc toujours le risque de se voir inculper pour être rentré dans son pays « par ses propres moyens », cette réintégration constitue une immense victoire des ouvriers polonais. Depuis la prise du pouvoir par Staline en Russie, soit plus de cinquante ans, la bureaucratie a plus d'une fois expulsé et déchu de leur nationalité des militants oppositionnels restés jusqu'au bout fidèles à leur classe. Aucun d'entre eux n'a jamais pu rentrer dans son pays et reprendre la lutte au milieu du prolétariat avec lequel il avait combattu.

Avec la réintégration de Baluka, tout cela vient de changer. Pour la première fois, la bureaucratie a dû accepter le retour de l'un de ceux dont elle espérait

s'être débarrassée. L'une de ses principales armes contre la constitution de tout mouvement ouvrier indépendant, ses efforts visant à briser toute continuité entre les luttes successives menées par les travailleurs et sa volonté d'interdire à la classe ouvrière d'accumuler sa propre mémoire, viennent donc d'être mis en échec.

Lorsque, le mercredi 20 au matin, Baluka a pour la première fois depuis neuf ans passé la porte des chantiers navals avec son équipe de travail, les gardiens qui, depuis leur guérite, n'ont pas dû manquer d'observer cette scène et ont peut-être même reconnu Baluka ne s'en sont certainement pas doutés, mais c'est bien à un événement historique qu'ils assistaient.

(1) Enregistrement sur bande magnétique des négociations réalisé par les travailleurs de Szczecin eux-mêmes.

## La formation d'un militant

Avant que le mouvement de 1970-1971 ne le porte à sa tête et le fasse ainsi connaître du monde entier, la vie d'Edmund Baluka avait déjà valeur de symbole. Non pas qu'elle eût été exceptionnelle, mais, au contraire, parce qu'elle constitue un parfait exemple de l'itinéraire qui a été celui de millions de travailleurs polonais frappés et poussés à la révolte par le régime stalinien et les impitoyables méthodes de terreur et de guerre civile qu'il utilise contre les masses pour se maintenir au pouvoir.

Tout semblait au départ prédisposer Baluka à être l'un des privilégiés du régime qui avait été établi en Pologne à l'issue de la guerre.

Né en 1933, il appartenait à cette génération qui n'avait pratiquement pas connu le capitalisme et arrivait à l'âge adulte pour combler les effroyables pertes subies par la population polonaise (en moyenne 220 morts pour 1 000 habitants). Fils d'une famille ouvrière installée dans le sud-est du pays, il n'imaginait pas d'avoir un autre métier que celui de son père et de ses oncles, mais lui, il avait pu bénéficier de la formation dispensée par les nombreuses écoles professionnelles qui venaient d'être créées pour fournir à la reconstruction ses ouvriers qualifiés et ses techniciens.

Toutefois, plutôt que de travailler dans l'une de ces usines grises et laides qu'il connaissait depuis son enfance, Edmund Baluka voulut être mécanicien et embarquer sur un bateau. C'est dans ce rêve qu'il a trouvé toute l'énergie nécessaire à la préparation du très difficile examen d'entrée à l'École de marine et le courage de résister à la sévère discipline qui y régnait.

Muni d'un diplôme de mécanicien, Edmund Baluka s'embarque pour la première fois alors qu'il n'a pas vingt ans. Il découvre des pays et des ports qu'il s'était jusqu'alors contenté d'imaginer devant de vieilles cartes de géographie.

### Une vie brisée

Pourtant, la Pologne du début des années cinquante, ce n'est pas seulement un pays neuf que des millions de jeunes pareils à Baluka sont en train de relever de ses ruines avec enthousiasme. C'est aussi un pays entièrement soumis à la dictature du POUP, ce parti dont la constitution même a été imposée à la classe ouvrière par la fusion bureaucratiquement réalisée du vieux Parti socialiste et du Parti communiste.

C'est un pays dominé par l'un des plus vieux et des plus bornés stalinien qui aient jamais été en place à l'Est, Bierut, et qui gouverne à l'image de ses maîtres du Kremlin : par la terreur. Baluka va bientôt en faire la terrible expérience.

Dans l'un des ports où il fait escale, il rencontre un Polonais émigré avec lequel il passe la soirée à discuter. Rien de plus anodin à cela, mais pas pour le régime de Bierut. Tout contact avec l'Ouest, tout accès à une source d'information qui n'est pas officielle et c'est un peu de la propagande stalinienne qui s'effrite, un peu du contrôle absolu que le régime cherche à établir sur les travailleurs qui se desserre.

A peine son bateau est-il rentré en Pologne que des officiers de la police politique montent à bord, se saisissent de Baluka et l'emmènent. En 1953, l'année de la mort de Staline, il est condamné pour « espionnage », à quinze

ans de prison, ce qui, à son âge — il vient d'avoir vingt ans —, paraît une éternité.

Envoyé travailler dans les mines de Silésie où 50 % de ceux qui y extraient le charbon sont des prisonniers comme lui et occupent des camps construits pendant la guerre par les nazis, Baluka peut se convaincre que sa vie est brisée. Il restera marqué à jamais par son passage dans les geôles du régime, et pour lui rien ne sera plus comme avant.

Libéré de façon inespérée en 1956 par la vague révolutionnaire qui ébranle alors la domination de la bureaucratie dans toute l'Europe de l'Est, et en particulier en Pologne, Edmund Baluka est réhabilité en même temps que des centaines de milliers d'autres Polonais. On lui refuse toutefois de lui délivrer le passeport spécial qu'il faudrait obtenir pour pouvoir reprendre la mer et se rendre fréquemment à l'étranger. Sans jamais lui déclarer qu'on lui interdit de naviguer à nouveau, la bureaucratie le renvoie d'un bureau à l'autre et multiplie les faux prétextes et les échappatoires comme savent si bien le faire toutes les administrations du monde.

Commence alors une nouvelle période « noire » de son existence. Gagnant sa vie comme il le peut, Baluka fait de multiples métiers et envisage même de quitter la Pologne. Il se rend en Tchécoslovaquie, tente de traverser le Danube à la nage pour gagner l'Autriche. Pris, cela lui vaudra une nouvelle année de prison (Cf. livre de témoignages sur la Pologne).

Finalement, comme on ne le laisse plus naviguer mais qu'il reste aussi passionné qu'avant par les bateaux, Baluka décide de les construire et de les réparer. Il part s'installer définitivement à Szcze-

cin, le principal port polonais avec Gdansk, et y travaille dans différentes entreprises toutes liées à la mer. En 1962, il se fait embaucher aux chantiers navals A. Warski.

### La voie de la lutte

Dans ce nouvel emploi, Baluka arrivera à « refaire », autant qu'il est possible, sa vie.

En 1969, il suit les cours du soir de la formation permanente et réussit à passer contremaître, un poste particulièrement convoité en raison de tous les avantages qui y sont liés. Pourtant, jamais il n'oubliera ce que lui a fait endurer la bureaucratie et de quel côté il doit se trouver. C'est ainsi que son itinéraire commence à différer de celui qu'ont suivi d'innombrables victimes du prétendu « socialisme » polonais, hongrois ou russe, et qui ont perdu tout espoir dans les luttes des travailleurs.

Au mois d'août 1970, lorsque la direction des chantiers navals révisé les normes de production de son atelier et diminue ainsi de près de 50 % le salaire des ouvriers peintres qu'il a sous ses ordres, Baluka n'hésitera pas un instant. Il se range de leur côté et, à leur demande, va lui-même présenter leurs revendications à la direction des chantiers navals. Celle-ci accepte tout de suite de les satisfaire mais elle décide en même temps de se débarrasser d'un contremaître qui lui est aussi peu dévoué. Baluka est licencié, et c'est ce renvoi qui, indirectement, le fera élire au comité de grève quelques mois plus tard.

Au lieu de s'en aller immédiatement comme le font d'habitude ceux qui sont

dans son cas, Baluka décide de continuer à travailler durant les mois de préavis que lui devait la direction du fait de son ancienneté et de son grade. Toutefois, il ne lui était pas permis de rester dans son ancien atelier et l'un de ses amis lui trouve une place de magasinier. Tous les ouvriers font ainsi sa connaissance. Il devient l'un des travailleurs les plus populaires des chantiers navals tant il est rare qu'un contremaître prenne le parti des ouvriers face à la direction.

### Un acte d'indépendance de classe

Lorsque le 23 décembre, les travailleurs des chantiers navals portent Edmund Baluka à la direction du comité de grève, les conditions de leur lutte viennent d'être profondément modifiées. Si c'est à Gdansk, le second port de la Baltique après Szczecin, que les affrontements de décembre 1970 ont commencé (voir encadré ci-contre), et que cette ville a d'abord été à l'avant-garde, la répression y a été si sévère que ce sont bientôt leurs camarades de Szczecin, dont les forces sont encore pratiquement intactes, qui ont ravi cette place aux ouvriers de Gdansk. Baluka élu à la présidence du comité de grève, il ne dirige donc pas seulement la lutte des chantiers navals ou de la ville, mais c'est une lutte suivie par l'ensemble des travailleurs polonais.

Mais il est, en cette fin de décembre 1970, un autre changement important encore dans la situation polonaise qui donne toute sa signification à l'élection d'Edmund Baluka. Lorsque le premier comité de grève avait été élu, le 17, celui-ci n'en était pas membre et il se

(suite en page 22)

## La formation d'un militant

(suite de la page 21)

contentait d'avoir la responsabilité de l'un des détachements de la milice ouvrière qui avait été constituée, portait des brassards distinctifs et assurait la sécurité des chantiers. Ayant eu lieu quelques jours seulement après la nomination de Gierak au poste de premier secrétaire et le jour même où celui-ci annonçait toute une série de concessions aux ouvriers, son élection constitue la réponse que les ouvriers de Szczecin ont donnée à cette manœuvre de la bureaucratie.

Des voix, en effet, n'avaient pas manqué de s'élever, y compris au sein du premier comité de grève, pour proposer de soutenir Gierak et de se mobiliser en sa faveur. Toutefois, l'immense majorité des travailleurs ne les a pas écoutés. Cette politique avait déjà été la leur en 1956, lorsqu'ils avaient soutenu l'accession au pouvoir de Gomulka, mais tout au long de ses quatorze années de pré-

sence ininterrompue à la tête de l'Etat, les ouvriers polonais avaient pu se convaincre de l'erreur qu'ils avaient commise. En 1970, leur défiance du POUP, leur haine de la bureaucratie étaient à la hauteur des espoirs déçus. Recommencer l'opération de 1956 était d'autant plus impossible que leur premier mouvement n'avait pas été de s'interroger sur les mérites comparés des différents secteurs de la bureaucratie, mais de brûler les locaux de son parti.

Comme la plupart de ses camarades, Baluka ne croyait pas non plus en la possibilité d'une quelconque « réforme » du POUP. Il n'a pas manqué de le dire et, tout son passé étant là pour confirmer ses déclarations, c'est contre toute subordination des luttes ouvrières à celles qui pourraient se dérouler dans l'appareil, dans un acte d'indépendance de classe qui témoignait de leur haut niveau de conscience, que ses camarades l'ont élu à leur comité de grève puis à sa présidence.

Ce jour-là, le jeune marin frais émoulu de l'école qui avait été brutalement précipité dans les prisons de Bierut, celui qui avait extrait, avec des milliers d'autres prisonniers, un charbon que le Kremlin achetait à la Pologne en ne le payant qu'à 10 % de son prix, celui dont la bureaucratie, ses juges et ses policiers avaient fait un proscrit venait de recueillir la plus haute marque de confiance que pouvaient lui prodiguer ses camarades de travail. Avec eux, à leur tête, il entrait dans l'Histoire.

Philippe Orlík



Les militants anti-bureaucratiques impriment leurs tracts...

1970-1980

# Dix ans d'une trajectoire

Si elle ne s'est victorieusement conclue qu'à l'été 1980, la lutte des ouvriers polonais pour se doter de syndicats indépendants de la bureaucratie avait commencé dix ans auparavant. Dès l'origine, Edmund Baluka en a été à la tête, et quels qu'aient pu être les coups que lui a ensuite portés le régime, il n'a jamais dévié de la route qu'il s'était alors tracée.

Début janvier 1971, la plupart des grèves qui avaient éclaté en décembre étaient suspendues mais l'agitation persistait dans toutes les usines polonaises. Soucieuse toutefois de voir s'achever un mouvement qui avait eu l'avantage de débarrasser la bureaucratie d'un Gomulka devenu plus encombrant qu'utile mais devait à ses yeux s'en tenir là, la presse publiait un grand nombre d'informations, souvent inventées de

toutes pièces, sur la reprise du travail et l'entraîn qu'y mettaient prétendument les travailleurs.

C'est ainsi qu'à Szczecin, les journaux locaux avaient reproduit un communiqué selon lequel l'atelier de tuyauterie des chantiers navals A. Warski avait décidé de prendre des engagements de production « pour exprimer son appui à la nouvelle direction du parti ».

L'« information » à peine connue, le 11 janvier, tous les travailleurs de ces chantiers sont allés voir les ouvriers de l'atelier en question en les traitant de « jaunes » et en leur demandant des explications. La supercherie, à vrai dire assez grossière, était tout de suite découverte. Les ouvriers de l'atelier de tuyauterie n'avaient jamais rien déclaré de tel.

Après toutes les calomnies que la presse polonaise avait déversées en décembre sur les ouvriers, les présentant comme des délinquants de droit commun et refusant systématiquement de publier leurs revendications, ce nouveau mensonge est d'un effet foudroyant. Un tra-

vailleuseur monte sur son « Fenwick » et, sirène bloquée, parcourt tous les ateliers en appelant à la grève. Le travail cesse aussitôt, non seulement dans les chantiers navals mais aussi, par solidarité, dans la ville entière.

Affolés et craignant que les ouvriers ne leur fassent un mauvais sort, les bureaucrates s'enfuient, laissant Szczecin aux mains des travailleurs. Celle-ci passe ainsi sous la direction d'un comité central de grève constitué à cet effet, et, jusqu'à la reprise du travail, ce sont les ouvriers qui ont organisé le ravitaillement et les transports de la véritable « commune » qui était apparue.

## Face à face avec Gierak

Lorsqu'ils avaient découvert le mensonge de la presse, le premier mouvement des ouvriers avait été d'aller s'attaquer au siège des journaux et de la télévision qui avait passé la nouvelle. Pourtant, l'expérience de décembre était là pour prouver qu'ils allaient au devant d'un massacre et il y avait bien mieux à faire. C'est ce que, montant sur l'une des guérites gardant l'entrée des chantiers navals, leur tout nouveau président du comité de grève, Baluka, leur a expliqué : « Si nous allons brûler le siège de la télévision, que se passera-t-il ? Eh bien, on le reconstruira, et avec notre argent, avec l'argent des ouvriers. Bien plus beau et plus moderne. Non, nous devons rester dans les chantiers navals qui nous protègent des actions de la milice et y exiger la venue de Gierak. Sa presse a menti, qu'il vienne s'expliquer. » (Cf. le film de la télévision anglaise *Three days in Szczecin*)

Une réunion extraordinaire du bureau politique du POUP se tient à Varsovie où le général Moczar, alors responsable des forces de sécurité et de l'armée, fait prendre la décision d'intervenir par la force dans les chantiers. Une vaste opération est mise au point et l'assaut doit être simultanément donné par terre, par air et par mer. Des renforts sont mobilisés dans tout le pays et les chantiers se trouvent encerclés. Mais la peur des conséquences incalculables fait que l'ordre d'attaquer est continuellement ajourné. La majorité du bureau politique recule, et le 24 janvier, Gierak se rend finalement aux chantiers navals A. Warski pour y rencontrer les ouvriers. C'est un face à face unique en son genre qui se déroule alors. D'un côté, Gierak, accompagné de quelques-uns des membres du nouveau gouvernement : le Premier ministre Jaroszewicz, le vice-Premier ministre Kaim, le ministre de la Défense et député de Szczecin Jaruzelski, et quelques autres encore. En face d'eux, les ouvriers des chantiers navals, leurs délégués d'atelier, le comité de grève et, à sa tête, Edmund Baluka.

Au nom de tous les travailleurs, c'est lui qui le premier prend la parole et lit la liste de douze revendications qui a été dressée. Gierak doit ensuite y répondre et celui-ci s'attache avant tout à regagner un peu de la crédibilité perdue. « Tout est de la faute de Gomulka qui était devenu un "autocrate", déclare-t-il en substance. Lui, Gierak, est un ouvrier mineur, toute sa famille travaille au fond, il a travaillé dix-huit ans dans les mines, dirigé des grèves contre les capitalistes. Il n'a pas de "cousin minis-

Décembre 1970 / janvier 1971

## Les émeutes de la Baltique

Intervenant deux ans seulement après le tournant qui, à l'échelle mondiale, s'est produit en 1968 dans les luttes de classes, les événements polonais de 1970 en constituent l'une des principales expressions.

En 1968, la Pologne n'était pas restée à l'écart de la vague révolutionnaire qui avait alors déferlé sur la France, la Tchécoslovaquie et bien d'autres pays encore, de l'Argentine à la Palestine. Grèves étudiantes, occupations d'universités et manifestations s'y étaient succédées tout au long du printemps tandis qu'une avant-garde ouvrière commençait à manifester avec les étudiants et à leur apporter vivres, produits de collectes et motion de solidarité. Le scénario du mouvement de 1956 ne s'est pourtant pas répété. La montée du mouvement des étudiants et des intellectuels n'a pas pu servir de détonateur à une offensive ouvrière de grande ampleur car, en entrant en Tchécoslovaquie le 21 août, les chars soviétiques ne mettaient pas seulement un point final au « printemps de Prague », mais donnaient également un coup d'arrêt au développement du processus polonais.

Toutefois, cette défaite n'était pas aussi écrasante que celle qui, par exemple, avait été infligée en 1956 à la révolution hongroise des conseils ouvriers. La puissance du processus de révolution politique dans l'ensemble des Etats ouvriers et les rapports de force les plus généraux entre révolution et contre-révolution ne le permettaient pas. Le mouvement amorcé en 1968 reprenait donc bientôt, et il allait déboucher sur une explosion de colère ouvrière d'autant plus violente qu'elle avait été pour un temps contenue.

Tout au long de l'année, de nombreuses grèves ont lieu en Pologne et, à trois reprises, les mineurs de Silésie descendent même dans la rue pour



protester contre une réforme économique qui prévoyait de lier leurs salaires au rendement.

Lorsque le samedi 12 décembre, le Conseil des ministres annonce une hausse de 10 à 30 % des prix des produits alimentaires, la réaction des travailleurs est immédiate. Dès le lundi matin, ils sont 3 000 à se rassembler aux chantiers navals Lénine de Gdansk et à voter la grève. Décidant de se rendre à la station locale de radio pour y faire diffuser un appel à la population, leur manifestation est bloquée par la milice (police). Elle décide alors d'obliquer vers le siège du parti, le POUP, aux cris de « La presse ment ! » et « Du pain ! ». Lorsque les miliciens tentent de disperser ces milliers de travailleurs, ceux-ci ripostent en mettant le feu au siège du POUP. Les émeutes de la Baltique viennent de commencer.

C'est une vague de grèves semi-insurrectionnelles qui éclatent aussitôt sur tout le littoral. Le 15, Gdansk n'est qu'un immense champ de bataille, des affrontements extrêmement violents ont lieu à Gdynia et Elbalg, tandis que les ouvriers de Szczecin cessent le travail. Alors que nombreux sont les soldats qui refusent de faire feu sur les travailleurs, la milice se distingue par sa sauvagerie. Elle n'hésite pas à tirer dans le dos des ouvriers et les massacre même dans leurs usines. La nuit, elle ramasse les corps de ses victimes qui jonchent les rues, les enlève dans des camions frigorifiques réquisitionnés, et, sans les faire identifier, les enterre dans des fosses communes. Impossible donc d'avancer avec précision le chiffre des pertes ouvrières, mais il est certain que les 49 morts reconnus par les autorités n'ont rien à voir avec la réalité et que ce sont des centaines de travailleurs qui ont été assassinés dans chacune des villes où se sont produits de tels affrontements.

Parti du littoral baltique, le mouvement commence à se généraliser à toute la Pologne et atteint la région de Katowice, la Haute-Silésie, Wrocław. Le 18, plusieurs grandes usines de Varsovie cessent le travail et les délégués des ouvriers de la région lancent un ordre de grève générale pour le lundi 21. Cependant, cette grève générale vers laquelle se dirigent en réalité l'ensemble des travailleurs polonais n'aura pas lieu. La bureaucratie a été contrainte de céder aux ouvriers.

Réuni les 19-29 décembre, le comité central du POUP décide de renvoyer son premier secrétaire, Gomulka, et une bonne partie de l'équipe qu'il avait mise en place autour de lui. Le 23, le nouveau premier secrétaire, Edward Gierak, annonce à la Diète (Parlement) toute une série de concessions économiques : promesse de ne pas augmenter les prix au cours des deux années suivantes, octroi de sept milliards de zlotys qui doivent servir à augmenter les salaires les plus faibles, annonce d'un programme accéléré de construction de logements, etc.





... qui arrivent aux travailleurs

tre"... Il avait dit à Gomulka qu'il ne fallait pas augmenter les prix des denrées alimentaires, qu'il allait y avoir des grèves, et Gomulka ne l'a pas écouté. » (1).

Après avoir ainsi étalé au grand jour la terrible usure d'un régime dont les plus hauts dirigeants doivent eux-mêmes aller dans les usines pour convaincre les travailleurs de leur bonne foi et leur faire reprendre le travail, Gierek prend la liste de revendications qui lui est présentée et il promet, tout en essayant de ne pas trop devoir concéder : « On va rénover le parti, châtier les coupables. Mais pour tout le reste, il faudra être réalistes ; on paiera les jours de grève si le plan est réalisé à la fin du mois ; on renouvellera tous les organismes élus, mais en n'oubliant pas que les travailleurs n'ont pas besoin d'autres organes que leur parti, leur syndicat, leurs conseils d'entreprise ; on rectifiera les informations erronées, mais on ne publiera pas les revendications des grévistes de Szczecin car ce serait encourager l'agitation ouvrière à un moment où il faut avant tout produire ; on ne poursuivra pas les grévistes, mais on punira les pillards, les voleurs et les incendiaires. » (2).

Devant ces concessions, la question centrale devient alors pour les ouvriers de savoir s'il leur faut poursuivre ou non la grève. Les uns après les autres, les délégués de chaque atelier prennent la parole et ils en profitent d'abord pour faire part de leurs doléances au « gratin » du parti qui, pour la première fois, vient les voir : « Nous avons attendu vingt-cinq ans ce moment historique... Nous sommes à bout de forces... Nous ne voulons pas de fables... Nous voulons du pain. » (3).

Toutefois, c'est en définitive la présence de Gierek et de l'équipe gouvernementale qui va constituer le facteur décisif du choix des travailleurs. La plupart de leurs revendications étant d'une façon ou d'une autre satisfaites, les ouvriers ne veulent pas faire la politique du pire. Leurs délégués interviennent à la quasi-unanimité pour la reprise du travail. Sans enthousiasme, sans guère d'illusions. « Il faut lui donner sa chance, il faut donner à cet homme un an ou deux ans » (4), s'écrit ainsi l'un d'entre eux.

C'est à Baluka qu'il revient de conclure en déclarant : « Camarades ouvriers ! Le président du comité de grève vous parle. Je m'adresse à vous avec une demande et un ordre. La grève est terminée. La grève est terminée ! Je vous demande de quitter vos postes de garde... de vous rendre dans vos départements. » Toutefois, ce 24 janvier est loin de mettre un point final à la lutte, puisque c'est de ce jour au contraire que date la première tentative des ouvriers

(1) Gierek face aux grévistes de Szczecin, procès-verbal de la rencontre entre Edward Gierek, premier secrétaire du POU, accompagné d'autres membres du bureau politique, et les ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski » à Szczecin le 24 janvier 1971, SELIO, 1971, Paris.  
(2) Idem.  
(3) Présentation de Pierre Broué, in Gierek face aux grévistes de Szczecin.  
(4) Idem.

polonais de constituer leurs syndicats indépendants.

### « Libérer » les syndicats officiels

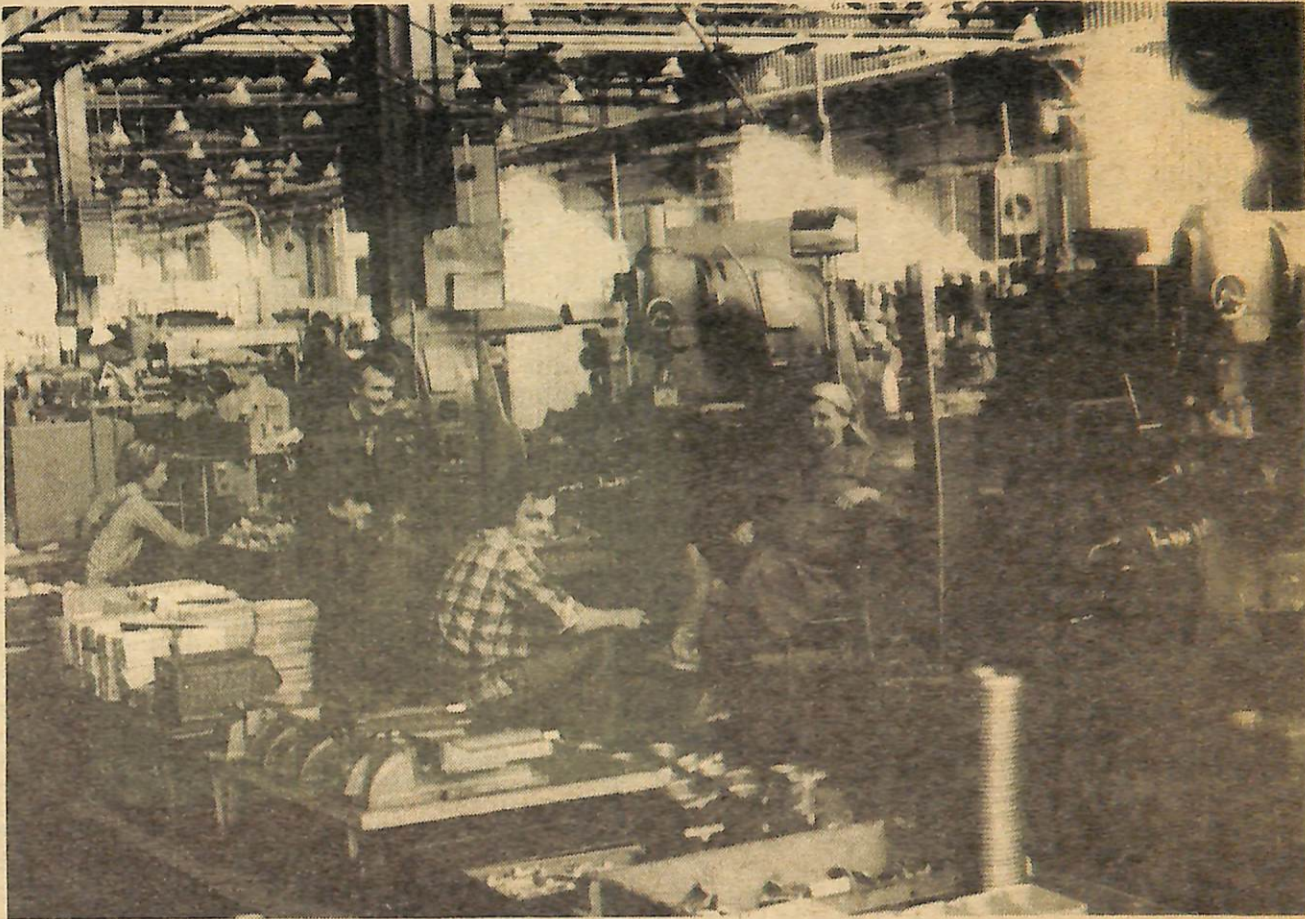
Parmi les revendications que Gierek avait dû accepter, figurait celle de nouvelles élections au syndicat officiel et au POU, dont le comité de grève, maintenu sous le nom de commission ouvrière, serait garant du caractère démocratique. En ce qui concerne le parti, cette mesure n'avait été réclamée que par ses militants, mais la masse des travailleurs n'en attendait rien. En revanche, ils avaient placé leurs espoirs dans une élection qui pour la première fois les représenterait vraiment au sein du syndicat. Une préoccupation qui dénote une fois de plus les immenses progrès effectués par les travailleurs polonais depuis 1956, puisque, loin de faire confiance à la bureaucratie et à son parti, en cherchant à se doter avant tout d'un syndicat, ils démontrent dans les faits qu'ils entendent avant tout lutter contre ceux qui dirigent l'Etat ouvrier et leurs usines, paient des salaires de misère, augmentent sans cesse les cadences et sont directement responsables de la pénurie.

Lorsque les élections au syndicat officiel ont lieu, les ouvriers portent naturellement à sa tête ceux qui avaient dirigé la lutte de janvier. Après avoir été président du comité de grève, Baluka se retrouve donc secrétaire du syndicat. Cherchant tout d'abord à faire surgir le syndicat indépendant, pour lequel ils n'ont pas cessé de lutter, des anciennes organisations officielles, c'est lui que les travailleurs de Szczecin ont envoyé le leur « reconquérir », le « libérer ». Et c'est ainsi, en raison de tous les espoirs dont il était porteur, que l'itinéraire de Baluka suffira à résumer l'impasse dans laquelle, en tâtonnant, les travailleurs polonais venaient de s'engager.

La bureaucratie a tout de suite compris le parti qu'elle pouvait tirer de la mobilisation des ouvriers en faveur de ce qui restait fondamentalement une ligne de « réforme » de l'un des piliers de sa domination. Plutôt que de lutter de front contre eux, elle a cherché à gagner du temps et à inverser patiemment le cours des événements.

Tandis que la combativité des travailleurs ne pouvait se maintenir au niveau du sommet qu'elle avait atteint en janvier 1971, la bureaucratie polonaise a, un à un, déplacé et isolé les dirigeants les plus combattifs, en a corrompu un bon nombre, a brisé ceux qu'elle ne pouvait pas acheter. Des morts suspects ont même eu lieu : celle d'Ulrik, décédé après une tentative d'assassinat contre lui, ou celle de Bogdan Golaszewski. Toutefois, l'élimination de Baluka se fera par d'autres voies. Lors du congrès du syndicat de la métallurgie où il représente la ville de Szczecin, il décide avec la délégation qu'il dirige de boycotter les travaux d'une assemblée qui se refuse à discuter des problèmes de fond. En novembre 1972, il est élu délégué au congrès national des syndicats qui se tient à Varsovie.

Lors de son discours d'ouverture, Gierek présente le projet de statuts des syndicats qui est soumis aux délégués et



explique la nécessité de reconnaître la soumission des syndicats à la ligne du POU, qui s'y trouve inscrit. Les deux adversaires de 1971 se retrouvent donc une fois de plus face à face, et Baluka, qui avait reçu mandat de sa section syndicale de défendre l'indépendance du syndicat, est le seul des 2 800 présents à voter contre le projet de statut (L'Express, 1974). Le congrès est même tellement interloqué que personne n'a la présence d'esprit de l'empêcher d'accourir à la tribune et d'y expliquer en quelques mots les raisons de son vote.

Rentré dans la nuit à Szczecin, Edmund Baluka est dès le lendemain exclu du syndicat par une « assemblée » à laquelle n'avaient été convoqués que ceux dont la bureaucratie était sûre. Le piège peut paraître grossier mais il a parfaitement fonctionné. La Pologne de 1972 n'est plus celle du début de l'année 1971 et, si les travailleurs des chantiers navals de Szczecin sont scandalisés par une telle mesure, elle ne provoque pas l'explosion qu'elle aurait provoqué deux ans plus tôt. Le 28 novembre 1972, Baluka est même convoqué par la direction des chantiers navals et on lui signifie son licenciement. C'est le film des événements de 1970-1971 qui se déroule pour lui à l'envers et, craignant alors pour sa sécurité, sa vie même, il est acculé à l'émigration. Réussissant à embarquer, début 1973, sur un bateau qui quitte la Pologne, il débarque à sa première escale en Espagne. Commence alors un exil de huit années, qui mènera notamment Baluka en France et en Belgique.

### La victoire !

Toutefois, si Gierek avait réussi à reprendre l'avantage sur les travailleurs, il n'était pas parvenu à écraser leur mouvement. Ceux-ci n'ont pas cessé de faire sentir leur pression sur le régime, et, dès 1976, ils commencent à reprendre l'offensive.

Face à une nouvelle augmentation des prix alimentaires, les travailleurs de l'usine de tracteurs d'Ursus, près de Varsovie, bloquent la circulation des trains et s'affrontent violemment à la milice. Ceux de la ville de Radom descendent dans la rue et l'intervention des miliciens fait se reproduire des affrontements qui n'ont rien à envier par leur violence à ceux de 1970. De nombreux procès devant des juridictions d'exception ont lieu et les années de prison sont distribuées par centaines, par milliers peut-être.

Afin d'obtenir la libération de tous les emprisonnés et de soutenir matériellement et moralement les victimes de la répression, des intellectuels constituent à la rentrée 1976 le Comité de défense des ouvriers (KOR). Derrière lui se rangent peu à peu de nombreux travailleurs, des dirigeants d'atelier, d'usine, qui s'étaient révélés en 1970-1971 ou entrent seulement dans la lutte et, finalement, ce sont près de 5 000 Polonais qui lui prêtent un soutien actif. D'abord surgi de l'intelligentsia, le KOR a fini par devenir le principal point d'appui de la reconstruction d'une presse et d'orga-

(suite page 24)

## SZCZECIN

### Comment l'ont défendu les travailleurs

Lorsqu'Edmund Baluka est rentré à Szczecin pour y retrouver le poste de travail qui avait été le sien jusqu'à son licenciement sur ordre de Gierek en 1972, les travailleurs des chantiers navals l'ont immédiatement pris sous leur protection.

Le 15 mai, paraissait, dans le numéro 7 de *Solidarnosc*, l'organe national du syndicat *Solidarność*, une page entière consacrée à Baluka par la journaliste Wanda Falkowska. Expliquant à ses lecteurs qui il était et quel avait été son itinéraire, celle-ci écrivait notamment :

« Regardons les faits. L'homme qui sans doute a joué un rôle de premier plan en 1970 a quitté le pays à un moment où il lui semblait qu'il n'y avait plus de place pour lui — et rien d'extraordinaire à cela. Parmi les opinions que nous révisons aujourd'hui devrait se trouver celle qui dit que tout départ pour l'étranger pour un séjour long ou définitif est un acte de déloyauté ou motivé par une absence de patriotisme, en tout cas un acte condamnable et

honteux. Cette opinion est non seulement inconciliable avec la notion moderne du droit de l'individu à choisir son propre destin, mais elle permet aussi de coller souvent aux gens des étiquettes qui leur sont préjudiciables. Cette opinion est tout aussi désuète que peu humanitaire. Baluka est rentré dans son pays lorsqu'une page a été tournée et, indépendamment de la façon dont il l'a prise, cette décision semble naturelle. »

### « Défendre nos dirigeants »

Mais c'est de la part des ouvriers des chantiers navals A. Warski eux-mêmes qu'est venue la plus acharnée et la plus émouvante défense d'Edmund Baluka. Répondant le jour-même de sa publication, le 6 mai, à une lettre ouverte parue dans *Glos Szczecinski*, un journal local de la ville de Szczecin, et signée par un certain Peter, les ouvriers de l'atelier TK Modelarnia expliquaient pourquoi ils avaient soutenu Baluka, leur dirigeant. Et d'accusés, ils se faisaient accusateurs, reprochant à Peter d'être l'un de ceux qui ont été « élevés selon les méthodes stalinienne » et demandant une nouvelle fois le châtiement des bourreaux de décembre 1970.

Respectable Monsieur Peter,

« Nous voulons protester contre votre lettre. De quel droit niez-vous la volonté de dix mille ouvriers qui sont au courant de l'affaire de Baluka et qui ont pris cette décision (de la défendre) après avoir discuté pendant cinq heures de ses éventuelles conséquences ? Si l'on considère le problème dans la perspective des dix dernières années, on arrive à la conclusion que s'il y avait plus de gens comme lui, qui ne se laissent ni intimider, ni acheter... on n'en serait pas à la situation politique et économique actuelle... »

Nous sommes très étonnés qu'après la tragédie de décembre (1970), vous n'avez pas écrit de lettre ouverte à Walaszek ou à Urantowka (deux responsables du massacre des travailleurs en 1970), des gens qui ont du sang ouvrier sur les mains — et si vous l'avez fait, quels en ont été les résultats ? Ce sont les gens de votre génération, élevés selon les méthodes stalinienne, partisans d'un socialisme qui n'est pas de chez nous, ce sont des gens qui dans toute protestation ouvrière, dans tout homme ayant une opinion différente ou une autre vision des choses, voient un ennemi du socialisme... »

Notre faute à nous, ouvriers, et notre faute la plus grande, ce serait

de ne pas défendre nos propres dirigeants, que cela soit commode pour le pouvoir ou pas. Il est vrai que nous n'avons pas été à la hauteur de la tâche au moment où l'on renvoyait nos dirigeants. Mais, avec le temps, nous avons gagné en expérience et acquis une juste vision des choses.

Il y avait parmi nous des gens qui ont pris le risque de nous faire comprendre que nous sommes trompés par le pouvoir et qui s'efforçaient de s'y opposer. Baluka était l'un d'eux, ce même Baluka que vous attaquez aussi violemment. Nous ne prétendons pas et nous n'allons pas prétendre que Baluka n'a pas enfreint la loi, au contraire. Mais il s'est présenté au procureur et explique les choses. Et que dire alors des responsables des événements de décembre (1970) ? Pourquoi, malgré les protestations de *Solidarność* et des organisations du parti qui demandent des éclaircissements à ce sujet et sur les coupables, on n'y fait rien ? Et vous, Monsieur Peter, peut-être pouvez-vous nous donner quelques informations à ce propos ?

Szczecin, le 6 mai 1981

Suivent les signatures des membres de l'atelier.

# Dix ans d'une trajectoire

(suite de la page 23)

nisations ouvrières libres — à commencer par des syndicats.

Telle est en effet la grande leçon que les travailleurs polonais ont tiré du mouvement de 1970-1971. De la même façon qu'en 1956 ils avaient expérimenté la vanité de toute réforme du POUP, à la suite de l'expérience menée à partir de 1970-1971 ils ont réalisé l'impasse qu'était l'entrée dans les syndicats officiels et la nécessité de construire leurs propres organisations. La montée des luttes initiée en 1976 et la formidable grève générale de 1980 vont leur permettre de passer à l'action.

En 1977, paraît le mensuel *Robotnik (L'Ouvrier)*, dont le titre est à lui seul un symbole puisque c'était, depuis 1892, celui de l'organe du Parti socialiste polonais absorbé bureaucratiquement par le POUP en 1948. Le tirage en oscille entre 10 000 et 20 000 exemplaires, et l'on peut estimer que ses lecteurs sont en moyenne près de 50 000. Entre autres articles, on y trouve des points de vue sur les Commissions ouvrières espagnoles, le syndicat clandestin construit sous le franquisme ou sur la création d'un syndicat libre en URSS.

Cette discussion préparait directement la constitution, le 23 février 1978, du Comité des syndicats libres de Katowice, dont le principal dirigeant était Kazimierz Switon, et, le 29 avril de la même année, du Comité de fondation des syndicats libres de la Baltique, principalement implanté à Gdansk et publiant le *Travailleur de la Baltique*.

Ce n'étaient là que les efforts d'une avant-garde mais ils allaient bientôt être couronnés de succès au cours de l'été et de l'automne 1980. Sous la pression de la grève générale puis des mobilisations réalisées par les travailleurs polonais à chaque fois qu'un nouvel effort a été nécessaire, ils ont conclu une bataille engagée dix ans auparavant.

Bien qu'en exil, Baluka n'a jamais abandonné la lutte et y a participé autant qu'il lui était possible dans des conditions si défavorables. Particulièrement bien placé pour arriver aux mêmes conclusions que les travailleurs polonais qui commençaient à construire leurs propres organisations, il participe à la fondation, les 19-20 avril 1980, du *Comité de défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est*. Les 173 délégués ouvriers venus à cette occasion de douze pays, dont la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la France, la Belgique, l'Italie, la RFA, l'Espagne, lui en confient la présidence. Trois mois plus tard à peine, la grève générale polonaise faisait changer d'échelle leurs activités, et, après avoir surtout soutenu face à la répression des militants persécutés, c'est un vaste mouvement de soutien au jeune syndicat *Solidarité* que commence à impulser ce comité.

Mais si la victoire de l'été 1980 est en premier lieu celle des travailleurs de Szczecin et aussi d'Edmund Baluka sur la personne duquel toute la lutte s'était cristallisée en 1971-1973, c'est pour des raisons beaucoup plus profondes encore. Tout le mouvement de 1980 est en effet imprégné de leur expérience. Ainsi, lorsque les ouvriers polonais ont par exemple refusé de discuter avec n'importe quel échelon intermédiaire de la bureaucratie qu'il était facile ensuite de démentir, et qu'ils ne voulaient avoir pour interlocuteurs que des membres de l'appareil central. De même, dans la publicité accordée aux négociations retransmises par haut-parleur dans toute l'usine et qui renouait avec le contrôle ouvrier direct, la démocratie ouvrière mise en place en 1971 aux chantiers navals A. Warski.

Et cette continuité, c'est lors du retour d'Edmund Baluka en Pologne qu'elle s'est le mieux exprimée. Lorsque les ouvriers de Szczecin l'ont pris sous leur protection et l'ont immédiatement mis à l'abri de toute velléité de répression de la part du gouvernement, ils ont alors affirmé de la façon la plus nette qui soit qu'il restait leur camarade, l'un de leurs dirigeants, le même que celui qu'ils avaient placé à leur tête au tout début de la lutte aujourd'hui victorieuse.

Philippe Orlík



Mercredi 3 juin, ce sont des milliers de personnes qui se sont réunies à Paris à l'appel de Michel Broué, mathématicien, et d'Arthur London, lui-même victime des procès des années 1950 et auteur du livre *L'Aveu*, pour exiger la libération des militants tchécoslovaques.

Presque toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique français étaient représentées à la tribune de ce meeting et ont exprimé leur soutien aux militants tchécoslovaques emprisonnés. Ainsi, ont notamment pris la parole, Gilles Thonon et François Anis, Yves Montand, acteur, un représentant de la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO), un représentant de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), un représentant du Parti socialiste unifié (PSU), Jean-Christophe Cambadélis, président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF indépendante et démocratique), Daniel Bensaïd de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Pierre Lambert de l'Organisation communiste internationale unifiée (OCI unifiée), Véronique Neiertz, secrétaire nationale du Parti socialiste.

Si le Parti communiste français n'avait pas répondu à l'invitation que lui avaient faite les organisateurs, de participer à cette réunion, l'UNEF-Renouveau, dirigée majoritairement par des étudiants communistes, et la Confédération générale du travail (CGT) avaient envoyé un message.

C'était la première fois que, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier français, se réalisait un tel meeting avec une aussi large participation pour exiger la libération de militants des libertés démocratiques détenus à l'Est.

## Liberté pour les militants tchécoslovaques !

Lorsque, le 28 avril dernier, deux jeunes Français, Gilles Thonon et François Anis, étaient arrêtés au moment même de leur entrée en Tchécoslovaquie, c'était à l'évidence un procès digne des parodies stalinienne des années 1930 ou 1950 qui se préparait à Prague.

A peine leur détention était-elle connue que les policiers prétendaient avoir découvert dans leur véhicule des « documents, cassettes et disques de caractère antisocialiste » ainsi qu'une importante somme d'argent (en réalité moins de 10 000 francs). Présentant ces découvertes comme l'aide accordée à l'opposition tchécoslovaque par des « centrales étrangères » utilisant « des procédés provocateurs au service des desseins antipacifiques des milieux d'extrême droite », la bureaucratie lançait au lendemain de l'arrestation de Gilles et François une vague de répression sans précédent contre les militants défendant les libertés démocratiques en Tchécoslovaquie. Parmi ceux qui ont été arrêtés, interrogés, perquisitionnés et inculpés, nous pouvons citer : Anna Koutna, Jiri Müller, Karel Kyncl, Jiri Ruml, Jan Ruml, Eva Kanturkova, Karel Pecka, Zina Freundova, Jirina Siklova, Ian Bednar, Jaromir Horec, Miroslav Kusy, Milan Simecka, Mojmir Klansky, Olga Havel, Zbynek Fiser. Fidèle aux vieilles méthodes policières du stalinisme, la bureaucratie entendait monter un gigantesque procès truqué. Et comme dans tout jugement stalinien digne de ce nom, les policiers avaient commencé par concentrer leurs accusations contre un prétendu « centre international » organisant « les activités subversives ». Rien d'étonnant à cela puisque la main de l'étranger a été de tout temps un argument des gouvernements réactionnaires, repris à son compte depuis des décennies par l'appareil international du stalinisme.

Les raisons d'une telle machination sont parfaitement claires. Face à la révolution polonaise, aux émeutes qui viennent d'avoir lieu à plusieurs reprises en Yougoslavie, dans la région du Kosovo, et devant le véritable réquisitoire collectif contre le régime par 66 intellectuels hongrois dans un livre qui circule clandestinement, c'est la bureaucratie qui a peur. Elle craint une contagion du « virus » polonais dans

l'ensemble de l'Europe de l'Est, d'une montée généralisée de la révolution politique dans les Etats ouvriers qui ébranlerait bien plus fortement son pouvoir qu'en 1956 ou en 1968.

Voilà donc pourquoi, en Tchécoslovaquie, le gouvernement tente aujourd'hui d'écraser toute forme d'opposition, sous quelque forme qu'elle se manifeste.

Dès le 6 mai, le jour où l'arrestation de Gilles Thonon et de François Anis était connue et où avait commencé celle des militants tchécoslovaques, une vaste campagne de solidarité s'est engagée pour leur libération. Un comité de personnalités, d'intellectuels et d'artistes réunissait des centaines de signatures, parmi lesquelles celles d'Arthur London, écrivain victime lui-même des procès des années 1950, d'Alfred Kastler, prix Nobel, de Henri Lefebvre, philosophe, de Léonard Bernstein, chef d'orchestre, d'Yves Montand, acteur.

A l'appel de l'UNEF indépendante et démocratique (Union nationale des étudiants de France), des dizaines de syndicats étudiants du monde entier demandaient la libération des emprisonnés. La Ligue des droits de l'homme, dont Gilles et François sont membres, faisait de même. Le 7 mai, le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, exigeait, dans un télégramme envoyé à Husak, le président de la République tchécoslovaque, leur libération ainsi que celle des sept signataires de la Charte 77 dont l'arrestation était connue à cette date. De même, le lundi 18 mai, une première délégation se rendait à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, où l'on refusait de la recevoir. Le 22, une manifestation de plusieurs milliers de personnes avait lieu devant cette même ambassade, avec notamment une participation massive des militants et des sympathisants de l'OCI (Organisation communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale - Comité international).

Face à une telle mobilisation, la bureaucratie a dû reculer. Le 20 mai, Gilles Thonon et François Anis étaient libérés sans être jugés et expulsés de Tchécoslovaquie. Ainsi disparaît ce qui devait constituer la pièce maîtresse du procès qui se prépare contre les militants tchécoslovaques : la liaison avec le « centre étranger ».

Toutefois, ce procès doit toujours avoir lieu. La première victoire remportée avec la libération de Gilles et François ne suffit pas. Comme ils l'ont déclaré eux-mêmes à leur retour en France, elle doit être amplifiée et arracher les emprisonnés tchécoslovaques des mains de leurs geôliers.

Tel est le sens du meeting qui a eu lieu à Paris le 3 juin et où des milliers de per-

sonnes se sont réunies à l'appel de Michel Broué, mathématicien, et d'Arthur London.

Plus que jamais il est donc nécessaire de se mobiliser contre le procès en préparation, le « procès de Moscou » à Prague, auquel travaille le régime de Husak. Il faut multiplier toutes les initiatives pour la libération de tous les militants tchécoslovaques !

### Qui sont-ils ?

On trouvera ci-dessous quelques-unes des biographies des victimes de la vague de répression qui vient de s'abattre sur les militants tchécoslovaques.

#### Anna Koutna

Née le 24 mars 1933, ancienne secrétaire du bureau du parti à Brno, exclue en 1969, arrêtée en 1971 pour activité opposicionnelle, condamnée en 1972 à deux ans de prison alors que son mari, l'ingénieur Karel Koutny, ancien colonel de l'armée tchécoslovaque, est condamné à un an.

Après sa sortie de prison, en janvier 1963, l'ingénieur Koutny disparaît et est retrouvé mort quelques mois plus tard. Après avoir été libérée, Anna Koutna signera parmi les premiers la *Charte 77*, la pétition rendue publique le 1<sup>er</sup> janvier 1977 qui réclamait toute une série de libertés démocratiques. Elle sera plusieurs fois interrogée et perquisitionnée de 1977 à 1981.

#### Jiri Muller

Né le 28 décembre 1943, l'un des dirigeants les plus connus et les plus prestigieux du mouvement étudiant. En 1966, il est exclu de l'Université et des Jeunesses communistes. Lorsqu'il rentre de son service militaire en 1968, il reprend ses études et toutes ses activités. De nouveau exclu en mai 1970, arrêté en 1971 et condamné à l'été 1972 à cinq ans de prison pour avoir distribué des tracts appelant à l'abstention aux élections.

Libéré le 10 décembre 1976, 40 entreprises refusent de l'embaucher jusqu'à ce qu'en avril 1977 il trouve enfin un emploi de laveur de carreaux puis de chauffeur de chaudière.

#### Karel Kyncl

Né le 6 janvier 1927, journaliste dans l'audio-visuel. En 1969, il prononce dans le cadre de la session du comité local du parti de la ville de Prague un véhément discours contre le premier secrétaire, Husak. Licencié de la télévision, il

travaille tout d'abord comme documentaliste dans la section des tuberculeux d'un hôpital puis vend des glaces devant la gare de Prague-centre. A nouveau licencié et accusé de servir de boîte à lettres à l'opposition, il travaille à la maison en tant qu'invalidé et perçoit une pension qu'on lui refuse actuellement.

#### Jiri Ruml

Ancien journaliste et l'un des fondateurs du magazine *Reporter*, qui a contribué à la préparation du « Printemps de Prague ». Après 1968, travaille comme ouvrier, notamment au service des Eaux. Membre du VONS, le Comité de défense des personnes injustement poursuivies.

#### Jan Ruml

28 ans, n'a jamais pu faire d'études du fait de l'activité de ses parents. Membre du VONS.

#### Eva Kanturkova

Née le 11 mai 1930, journaliste et écrivain. A notamment écrit *Douze interviews*, un livre interdit et circulant sous le manteau, où elle interroge des personnes poursuivies par le régime.

#### Dr Jiri Hajek

Né en 1913, juriste de formation, membre du parti social-démocrate depuis 1933 et jusqu'à l'adhésion de l'une de ses aîles au PCT en 1948. Membre du comité central du PCT. Ministre de l'Education de 1965 à 1968, puis ministre des Affaires étrangères. Proteste contre l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en 1968. Exclu du parti en 1969, mis à la retraite en 1970. Figure parmi les premiers signataires de la *Charte 77* et devient l'un de ses porte-parole.

### Correspondance internationale - La Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogotà - Colombia

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Sigma : Steiner - page 1, A. Keler - pages 14, 23 et V. M. Philippot - pages 7 et 8, A. Nogues - pages 16 et 20, H. Culos - page 17, A. Grage - page 18, G. De Villiers - page 19, J. Atlan - pages 22 et 23, agence - page 23. Gamma : Wildenberg - page 1, Ch. Poveida - pages 1 et 13, Elvira Casals/Cover - page 10, P. Breese - page 11, F. Lochon - page 19, Czar - page 20, T. Comiti - page 21, Vincent - pages 4, 1, VIII. Ch. Avril - pages 2, 3, 5, 21 et VII. C. Fauchard - page 12. P. Damien - pages 15 et 22. DR - page 14.